



N°85F0015XIF au catalogue

## **L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas, 2002-2003**



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

## Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Centre canadien de la statistique juridique numéro de télécopieur (1-613-951-6615), numéro sans frais (1-800-387-2231), Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9023).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

<b>Service national de renseignements</b>	<b>1 800 263-1136</b>
<b>Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants</b>	<b>1 800 363-7629</b>
<b>Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt</b>	<b>1 800 700-1033</b>
<b>Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt</b>	<b>1 800 889-9734</b>
<b>Renseignements par courriel</b>	<b>infostats@statcan.ca</b>
<b>Site Web</b>	<b>www.statcan.ca</b>

## Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 85F0015XIF au catalogue est publié sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 31 \$ CAN. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à **www.statcan.ca** et en choisissant la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 58 \$ CAN. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	<b>Exemplaire</b>
<b>États-Unis</b>	6 \$ CAN
<b>Autres pays</b>	10 \$ CAN

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **infostats@statcan.ca**
- Poste  
Statistique Canada  
Division de la diffusion  
Gestion de la circulation  
120, avenue Parkdale  
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada  
Centre canadien de la statistique juridique

# **L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas, 2002-2003**

Document produit par : Katie Davis

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2004

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Février 2004

N° 85F0015XIF au catalogue

Périodicité : annuelle

ISSN 1705-7388

Ottawa

This publication is available in English upon request.

---

## **Note de reconnaissance**

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

## Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- <sup>P</sup> provisoire
- <sup>r</sup> rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- <sup>E</sup> à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Le signe suivant est aussi utilisé dans la présente publication :

- <sup>e</sup> estimé

## Table des matières

	Page
<b>Liste de tableaux</b> .....	4
<b>Faits saillants</b> .....	5
<b>Introduction</b> .....	6
<b>Aperçu de l'aide juridique au Canada</b> .....	6
Systèmes de prestation de services d'aide juridique .....	6
Services d'aide juridique .....	7
<i>Affaires criminelles</i> .....	7
<i>Affaires civiles</i> .....	7
<i>Autres services</i> .....	7
Détermination de l'admissibilité .....	8
Coût de l'aide juridique fournie .....	8
<b>Résultats de l'Enquête sur l'aide juridique</b> .....	8
Recettes des régimes d'aide juridique .....	8
<i>Contributions gouvernementales</i> .....	8
<i>Contributions fédérales à l'aide juridique</i> .....	9
<i>Contributions provinciales et territoriales à l'aide juridique</i> .....	10
<i>Contributions de clients et recouvrements de coûts</i> .....	10
<i>Contributions de juristes</i> .....	11
<i>Autres sources de recettes</i> .....	11
Dépenses des régimes d'aide juridique .....	11
<i>Dépenses engagées pour les affaires civiles et criminelles</i> .....	12
Demandes d'aide juridique .....	12
<i>Demandes d'aide juridique approuvées</i> .....	14
<i>Genres d'affaires d'aide juridique qui ont été approuvés</i> .....	15
<i>Demandes d'aide juridique rejetées</i> .....	15
Services d'avocats nommés d'office en matière d'aide juridique .....	15
Services d'aide juridique relatifs à des appels .....	16
Participation des avocats à la prestation des services d'aide juridique .....	17
Personnel .....	17
<b>Méthodes</b> .....	18
<b>Glossaire</b> .....	19
<b>Tableaux de données</b> .....	23

## Liste de tableaux

	Page
Tableau 1 : Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette .....	24
Tableau 2 : Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, matière criminelle, dollars courants et dollars constants .....	26
Tableau 3 : Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants .....	28
Tableau 4 : Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants .....	30
Tableau 5 : Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense .....	32
Tableau 6 : Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques	34
Tableau 7 : Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire .....	36
Tableau 8 : Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle .....	38
Tableau 9 : Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile .....	40
Tableau 10 : Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire .....	42
Tableau 11 : Nombre total de demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle et civile .....	44
Tableau 12 : Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire .....	46
Tableau 13 : Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire .....	48
Tableau 14 : Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle .....	50
Tableau 15 : Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile .....	52
Tableau 16 : Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires .....	54
Tableau 17 : Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet .....	56
Tableau 18 : Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles .....	58
Tableau 19 : Effectif des régimes d'aide juridique au 31 mars .....	62
Tableau 20 : Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés .....	64
Tableau 21 : Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire .....	66
Tableau 22 : Services d'avocats nommés d'office, par type d'affaire criminelle et civile .....	68
Tableau 23 : Appels de services d'aide juridique accueillis et rejetés, affaires criminelles et civiles .....	70
Tableau 24 : Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus et traités en vertu de l'accord interprovincial de réciprocité .....	72
Tableau 25 : Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'accord interprovincial de réciprocité .....	74
Tableau 26 : Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires .....	76
Tableau 27 : Indice des prix à la consommation (IPC), Canada, provinces et territoires .....	77

## Faits saillants

- En 2002-2003, les contributions globales des gouvernements aux régimes d'aide juridique ont chuté de 3 % pour se fixer à 518 millions de dollars. Ces contributions représentaient 90 % du total des recettes des régimes d'aide juridique. Le reste provenait de contributions de clients et de recouvrements de coûts (4 %), de contributions de juristes participants (1 %) et d'autres sources (5 %), comme les ventes liées à la recherche et les revenus en intérêts.
- À l'échelon national, les dépenses totales au chapitre de l'aide juridique ont chuté à 582 millions en 2002-2003, en baisse de 2 % par rapport à l'année précédente.
- En 2002-2003, les dépenses au chapitre des services directs d'aide juridique sont demeurées relativement stables, à 489 millions de dollars, et représentaient 84 % des dépenses totales pour l'année. Le reste (16 %) a été consacré aux dépenses administratives centrales et à d'autres dépenses, notamment à des projets externes, à des travaux de recherche juridique, à de l'information juridique à l'intention du public et à des subventions à d'autres organismes.
- Un peu plus de la moitié (environ 55 %) des 489 millions de dollars dépensés en services directs d'aide juridique ont été consacrés aux affaires civiles, le reste allant aux affaires pénales.
- En 2002-2003, les régimes d'aide juridique au Canada ont reçu 814 025 demandes d'aide juridique, un nombre en baisse de 4 % par rapport à l'année précédente. Le nombre total de demandes comprend à la fois les demandes de services sommaires (conseils juridiques, information ou tout autre type de service juridique minimal) et les demandes de services complets (certificat d'aide juridique ou autre autorisation donnant droit à des services juridiques).
- En 2002-2003, le nombre de demandes d'aide juridique approuvées a diminué. Au Canada, 493 976 demandes de services d'aide juridique complets ont été approuvées, 3 % de moins que l'année précédente.
- Dans tout le Canada, 11 359 avocats, de pratique privée ou de régimes d'aide juridique, ont fourni des services d'aide juridique en 2002-2003. Ce chiffre représente environ 20 % du nombre total d'avocats agréés en tant que membres actifs assurés des barreaux provinciaux et territoriaux.
- En 2002-2003, l'effectif des bureaux d'aide juridique au Canada est demeuré relativement stable à 3 103 employés. Les avocats représentaient 36 % de l'effectif de tous les régimes d'aide juridique.

## Introduction

Au Canada, l'accès à la justice est une question qui préoccupe les gouvernements, les décideurs, les spécialistes du droit et la population. L'accès aux services juridiques est un aspect de l'accessibilité. Toutes les provinces et les trois territoires se sont dotés d'un régime d'aide juridique pour venir en aide aux Canadiens à faible revenu ayant besoin des services d'un avocat.

L'information dans le présent rapport porte sur le fonctionnement des 13 régimes d'aide juridique au Canada<sup>1</sup>. Le rapport fournit des renseignements sur les systèmes de prestation des services d'aide juridique, sur les recettes, les dépenses et le personnel des régimes d'aide juridique, ainsi que sur les demandes d'aide juridique. On y a inclus un glossaire qui présente des détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique figurant dans le rapport.

Le gouvernement fédéral ainsi que les gouvernements provinciaux et territoriaux sont responsables de la prestation des services d'aide juridique. Le gouvernement fédéral a une responsabilité partagée à l'égard de l'aide juridique en matière criminelle du fait qu'il est responsable d'élaborer le droit pénal et que les gouvernements provinciaux et territoriaux sont responsables des questions liées à l'administration de la justice, notamment de l'aide juridique en matière criminelle ou civile.

Étant donné que l'administration de la justice est une responsabilité des provinces et territoires, la structure organisationnelle, les critères d'admissibilité et le fonctionnement des régimes diffèrent d'un secteur de compétence à l'autre<sup>2</sup>. Par conséquent, les 13 régimes d'aide juridique ne fournissent pas tous les éléments d'information recueillis dans le cadre de l'enquête. En raison de ces différences fondamentales et des limites inhérentes aux données, il faut faire preuve de prudence lorsqu'on fait des comparaisons entre secteurs de compétence ou lorsqu'on examine le portrait national de l'aide juridique au Canada.

L'information publiée dans le présent rapport est fondée en majeure partie sur les données recueillies dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique, que mène chaque année le Centre canadien de la statistique juridique. Certaines données, notamment celles portant sur les contributions gouvernementales aux régimes d'aide juridique, proviennent d'autres sources (voir la section Méthodes pour de plus amples détails).

## Aperçu de l'aide juridique au Canada

### Systèmes de prestation de services d'aide juridique

Le Canada fournit une aide juridique au moyen de régimes d'aide juridique distincts mis en place dans chacune des provinces et dans les territoires. Même si chaque gouvernement provincial ou territorial a conçu son propre système d'aide juridique particulier, trois modèles généraux ont été adoptés pour la prestation des services d'aide juridique : le système d'assistance judiciaire, le système faisant appel à des avocats salariés et le système mixte.

Le **système d'assistance judiciaire**, qui est fondé sur la rémunération à l'acte, fait appel à des avocats de pratique privée qui font payer leurs services par le régime d'aide juridique. Le client peut se faire représenter par n'importe quel avocat disposé à accepter sa cause. L'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique sont les seules provinces dotées d'un système d'assistance judiciaire<sup>3</sup>.

En vertu du **système faisant appel à des avocats salariés**, des avocats sont directement embauchés pour fournir les services d'aide juridique. Terre-Neuve-et-Labrador<sup>4</sup>, la Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan, le Yukon et le Nunavut ont adopté ce type de système et ont recours à des avocats de pratique privée lorsque les circonstances le justifient, par exemple lorsqu'il y a conflit d'intérêts ou lorsqu'un avocat salarié n'est pas disponible.

1. Les données de Terre-Neuve-et-Labrador, qui n'étaient pas disponibles depuis 1998-1999, sont maintenant disponibles en partie pour les exercices allant de 1999-2000 à 2002-2003. Aucune données financières ne sont disponibles pour 2001-2002 et 2002-2003, toutefois, les données sur les demandes et le personnel le sont.
2. Pour obtenir des renseignements précis au sujet de l'administration de l'aide juridique dans chaque province et territoire, voir le document intitulé L'aide juridique au Canada : une description des opérations, produit n° 85-217 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Centre canadien de la statistique juridique, mars 2001.
3. Même si l'Aide juridique Ontario, la Legal Aid Society of Alberta et la Legal Services Society of British Columbia estiment avoir un modèle de service « mixte », dans le présent rapport, les régimes de ces trois provinces sont considérés comme des systèmes « avant tout » d'assistance judiciaire, étant donné qu'une forte proportion des dépenses juridiques directes sont consacrées à la prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée. Les cliniques juridiques communautaires de l'Ontario, qui sont administrées par le personnel, complètent le système d'assistance judiciaire dans des domaines comme le logement, l'aide sociale, les pensions, l'indemnisation des travailleurs, l'assurance-emploi, l'immigration et les droits à l'emploi.
4. Même si la Legal Aid Commission de Terre-Neuve-et-Labrador estime avoir un système « mixte », le modèle adopté est considéré dans le présent rapport comme faisant « avant tout » appel à des avocats salariés, étant donné qu'une forte proportion des dépenses juridiques directes sont consacrées à la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés.



Le **système mixte** est une combinaison du système d'assistance judiciaire et du système faisant appel à des avocats salariés dans la prestation des services juridiques. Les autres secteurs de compétence (Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick, Québec, Manitoba et Territoires du Nord-Ouest) ont adopté un système mixte. Dans la plupart de ces secteurs, le client a le droit de choisir entre un avocat salarié ou un avocat de pratique privée à partir d'une liste de juristes qui fournissent des services d'aide juridique.

## Services d'aide juridique

Les régimes d'aide juridique offrent une variété de services : représentation par un avocat, conseils, renvoi et information. En règle générale, l'aide offerte s'applique tant aux affaires criminelles qu'aux affaires civiles; toutefois, le champ d'application des divers régimes d'aide juridique varie selon la province et le territoire.

### Affaires criminelles

Le gouvernement fédéral contribue au financement de l'aide juridique en matière criminelle grâce à diverses ententes de partage des coûts avec les provinces et territoires. Par conséquent, la couverture des affaires criminelles par les régimes d'aide juridique est déterminée dans une certaine mesure par les modalités de ces ententes. Par exemple, ces ententes énoncent les normes minimales qui s'appliquent à cet égard dans l'ensemble du Canada.

Dans la plupart des secteurs de compétence, les personnes accusées d'une infraction criminelle sont admissibles à l'aide juridique<sup>5</sup>. En règle générale, l'aide accordée aux auteurs d'infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité<sup>6</sup> se limite aux causes où il y a une probabilité d'emprisonnement ou risque de perte des moyens de subsistance. En Ontario et en Colombie-Britannique, toutefois, les personnes accusées d'une infraction criminelle ou d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité ne sont admissibles que si elles risquent l'emprisonnement<sup>7</sup>. Les régimes d'aide juridique prennent normalement les circonstances spéciales en considération. Par exemple, la Colombie-Britannique étudie les causes où l'accusé risque de perdre ses moyens de subsistance ou d'être expulsé, en cas de condamnation, alors que l'Alberta étudie les causes où il y a des circonstances spéciales, comme des problèmes linguistiques ou de santé mentale.

Les provinces et les territoires assument une partie des dépenses au chapitre de l'aide juridique et sont responsables du fonctionnement de leur propre régime. Par conséquent, c'est à eux qu'il incombe de décider du genre d'affaires qui seront admissibles en sus des normes minimales d'applicabilité. Ce sont eux également qui déterminent les critères d'admissibilité et le mode de prestation de services.

### Affaires civiles

Les affaires civiles sont admissibles à l'aide juridique partout au Canada. Au Manitoba, en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick, seules les affaires civiles relevant du droit de la famille sont admissibles. Les affaires touchant la famille représentent également une part importante du nombre d'affaires civiles prises en charge par les régimes d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Alberta, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut. D'autres secteurs de compétence étendent l'applicabilité à une gamme d'affaires civiles plus vaste (conflits entre propriétaire et locataire, protection du consommateur, actions concernant des biens, aide sociale). Dans plusieurs secteurs de compétence, les cas de revendication du statut de réfugié et les affaires touchant les diverses lois provinciales ou territoriales sur la santé mentale sont également admissibles à l'aide juridique<sup>8</sup>.

### Autres services

Outre les services offerts dans les affaires criminelles ou civiles, le régime d'aide juridique contribue dans beaucoup de secteurs de compétence à l'établissement, au financement et au maintien de certains services ou programmes spécialisés connexes. Souvent, ces services ne se limitent pas aux problèmes particuliers des clients et s'adressent à l'ensemble de la collectivité à faible revenu.

Une grande variété de services peut être offerte : le service Brydges (ligne téléphonique sans frais accessible 24 heures sur 24 pour communiquer avec un avocat), programmes de défense des droits, éducation communautaire et services de recherche juridique. Il existe, par exemple, au Manitoba un programme de droit pour les pauvres, qui vise à aider les personnes ayant des problèmes juridiques qui sont propres aux personnes pauvres, comme des problèmes liés à l'aide sociale et des préoccupations concernant les prestations de retraite. Dans la plupart des cas, l'aide juridique est assurée par l'intermédiaire du programme sans qu'il soit nécessaire de présenter une demande officielle.

5. Les infractions criminelles sont plus graves et sont passibles d'un emprisonnement d'une durée maximale de cinq ans. Toutefois, certains actes criminels sont passibles de l'emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle avant 25 ans.

6. Les infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité sont les infractions les moins graves prévues au Code criminel. En règle générale, elles sont punissables d'une amende d'au plus 2 000 \$ ou d'un emprisonnement d'une durée maximale de six mois.

7. Ceux qui ne sont pas admissibles à la représentation complète par un avocat de l'aide juridique peuvent recevoir une aide par l'entremise d'autres programmes (services d'avocats nommés d'office, cliniques juridiques dotées d'étudiants, cliniques juridiques communautaires, etc.).

8. On invite le lecteur à consulter la publication intitulée L'aide juridique au Canada : une description des opérations, produit n° 85-217-XDB au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Centre canadien de la statistique juridique, mars 2001, qui fournit une description plus complète du champ d'application du régime d'aide juridique propre à chaque province ou territoire.

## Détermination de l'admissibilité

Même si les critères d'admissibilité à l'aide juridique diffèrent considérablement selon le secteur de compétence, tous les régimes prévoient l'évaluation de la situation financière du demandeur. Souvent, cette évaluation porte sur le revenu, les biens et la taille de la famille du client, autant d'éléments qui sont examinés au regard d'un ensemble de lignes directrices établies par chaque secteur de compétence. Ces lignes directrices sont bien souvent appliquées avec une certaine souplesse et en tenant compte d'autres facteurs.

Outre la nature de la cause, les régimes d'aide juridique prennent normalement en considération le fondement juridique, l'urgence et la nature du service demandé, le coût de la procédure, les chances de succès et les antécédents du client. Est également prise en compte la question de savoir si une personne raisonnable qui serait obligée de payer un avocat serait disposée à le faire pour faire avancer sa cause.

## Coût de l'aide juridique fournie

L'aide juridique n'est pas nécessairement de l'assistance juridique gratuite. Comme mentionné ci-haut, on évalue en fonction de certains critères d'admissibilité la capacité du demandeur de se payer un avocat. À défaut d'être admissible à une assistance juridique gratuite, le demandeur peut devoir rembourser la totalité ou une partie des honoraires d'avocat. Si le bénéficiaire doit assumer une partie du coût des services, l'entente conclue avec le régime précise le montant à payer et les modalités de paiement (pour plus de renseignements, voir la section Contributions des bénéficiaires et recouvrements de coûts ci-dessous).

En 2002-2003, le Manitoba exigeait des droits de demande non remboursables de 25 \$. Toutefois, beaucoup de personnes n'étaient pas soumises à cette exigence (p. ex. les bénéficiaires d'assistance sociale). Les autres secteurs de compétence n'exigeaient aucun droit de demande en 2002-2003.

## Résultats de l'enquête sur l'aide juridique

### Recettes des régimes d'aide juridique

On entend par recettes tous les fonds dont bénéficient les régimes d'aide juridique pour aider à la prestation des services d'aide juridique. Les recettes des régimes d'aide juridique se sont élevées à 574 millions de dollars en 2002-2003, en baisse de 4 % par rapport à l'année précédente<sup>9</sup>. Cette année-là, les seuls secteurs de compétence ayant enregistré une augmentation des recettes étaient l'Île-du-Prince-Édouard, le Québec, la Saskatchewan, les Territoires du Nord-Ouest, et le Nunavut. Les régimes d'aide juridique en Colombie-Britannique, au Yukon et au Nouveau-Brunswick ont connu les plus fortes baisses en pourcentage (tableau 1).

On distingue trois grandes sources de financement des régimes d'aide juridique : les contributions des gouvernements; les contributions de clients et les recouvrements de coûts; et les contributions de juristes.

### Contributions gouvernementales

Ces contributions<sup>10</sup> comprennent les fonds provenant du gouvernement fédéral ou des gouvernements provinciaux et territoriaux. En 2002-2003, dans l'ensemble, les contributions gouvernementales ont totalisé 518 millions de dollars, une somme en baisse de 3 % par rapport à l'année précédente<sup>11</sup>. Le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Yukon étaient les seuls secteurs de compétence ayant déclaré un fléchissement des contributions gouvernementales en 2002-2003 (tableau 1).

Les contributions gouvernementales représentaient 90 % du total des recettes des régimes d'aide juridique, une proportion qui est demeurée relativement stable au cours des cinq dernières années. Bien que les fonds octroyés par les gouvernements aient constitué la majeure partie des recettes de tous les régimes d'aide juridique, on a noté certains écarts du pourcentage. Ainsi, au Nouveau-Brunswick et en Alberta, les fonds octroyés par les gouvernements représentaient respectivement 80 % et 81 % des recettes des régimes d'aide juridique en 2002-2003. Par contraste, les fonds accordés aux régimes de la Nouvelle-Écosse, du Québec, de la Saskatchewan et du Yukon, tant par le gouvernement fédéral que par les gouvernements de ces secteurs de compétence, constituaient 98 % des recettes des régimes (tableau 1).

9. Ce chiffre exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador puisque cette province n'a pu fournir l'information.

10. Il se peut que le total des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) ne corresponde pas à l'ensemble des contributions des gouvernements (tableau 1) pour les raisons suivantes : i) les chiffres correspondant aux contributions gouvernementales totales qui figurent au tableau 1 ont été fournis par les régimes d'aide juridique, tandis que les données sur les contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère compétent; ii) la période comptable à laquelle les contributions sont attribuées peut varier selon la méthode de comptabilité appliquée (comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice); iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir présenté au gouvernement fédéral des réclamations qui peuvent être incluses dans les chiffres correspondant aux contributions gouvernementales totales.

11. Ce chiffre exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador puisque cette province n'a pu fournir l'information.

### Contributions fédérales à l'aide juridique

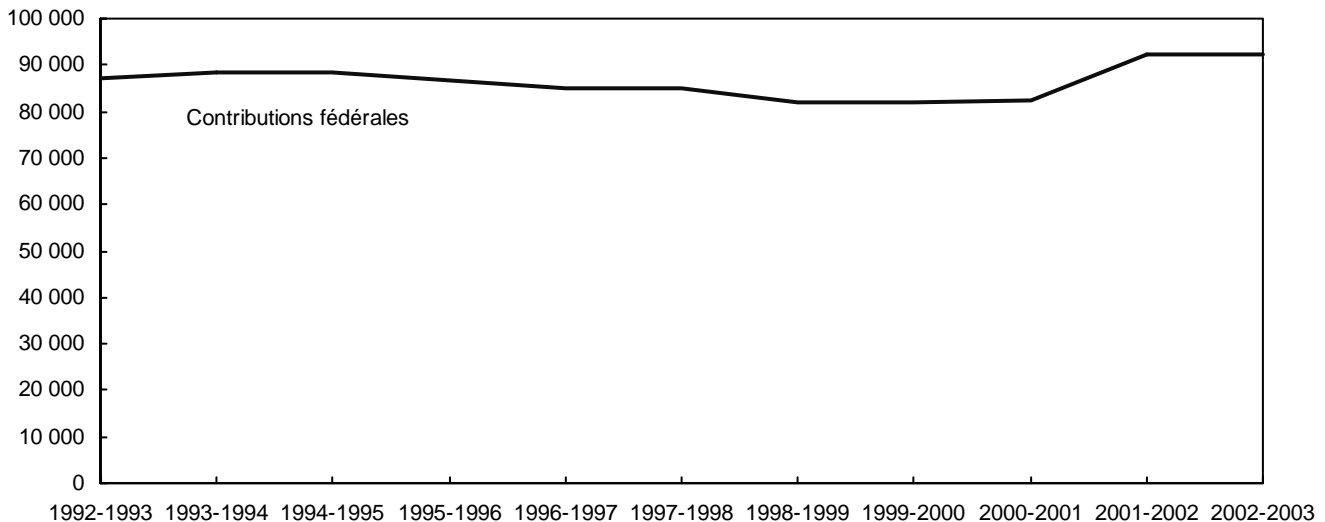
Il existe des ententes de partage des responsabilités entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ou territoriaux relativement aux affaires relevant du droit criminel, notamment les procédures d'aide juridique instruites en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LJC) et de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA). Les affaires relevant de lois provinciales, comme les infractions aux lois sur les boissons alcooliques et les infractions aux règlements de la circulation ne peuvent faire l'objet d'un partage des coûts. En 2002-2003, la contribution fédérale du ministère de la Justice du Canada à l'aide juridique en matière criminelle s'est élevée à 92 millions de dollars, une somme inchangée par rapport à 2001-2002 — soit environ 3 \$ par Canadien (tableau 2).

À l'échelon national, le financement de l'aide juridique par le gouvernement fédéral est demeuré relativement stable pendant la dernière décennie, sauf pour l'exercice 2001-2002. Entre 1992-1993 et 1994-1995, les contributions fédérales annuelles se sont accrues progressivement, pour atteindre un sommet de 88 millions de dollars. À compter de 1995-1996, le financement a constamment diminué, pour se fixer à un minimum de 82 millions de dollars en 1998-1999. Le financement est demeuré le même pour deux autres années, soit jusqu'en 2001-2002, année au cours de laquelle les contributions fédérales ont fait un bond de 12 % et ont atteint 92 millions de dollars (figure 1).

Figure 1

#### Contributions fédérales à l'aide juridique au Canada, 1992-1993 à 2002-2003

En milliers de \$ (courants)



**Note :** La statistique des contributions fédérales avant 1995-1996 comprend les contributions fédérales destinées aux services d'aide juridique en droit civil en vertu du Régime d'assistance publique du Canada.

**Source :** Ministère de la Justice Canada.

La diminution de la contribution fédérale en 1995-1996 est attribuable à l'exclusion, pour la première fois, des chiffres de l'aide juridique en matière civile (voir l'encadré 1). Les niveaux de financement plus élevés signalés en 2001-2002 et 2002-2003 tiennent en partie à l'entente ponctuelle intervenue entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux, en vertu de laquelle le gouvernement fédéral s'est engagé à fournir des fonds supplémentaires pour l'aide juridique en matière criminelle pendant ces deux années afin d'atténuer certaines pressions financières auxquelles étaient en proie les provinces et les territoires.

#### Encadré 1 : Financement de l'aide juridique en matière civile par le gouvernement fédéral

Avant 1995-1996, l'aide juridique en matière civile était financée conjointement par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ou territoriaux en vertu du *Régime d'assistance publique du Canada* (RAPC), qu'administrait à l'époque le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Le 1<sup>er</sup> avril 1996, le RAPC a été intégré au Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), transfert fédéral fait à chaque province et territoire pour aider à financer les soins de santé, l'enseignement postsecondaire, l'aide sociale et les services sociaux. Étant désormais chargés de répartir les fonds reçus du gouvernement fédéral dans le cadre du TCSPS, les provinces et territoires jouissent d'une plus grande marge de manœuvre dans la répartition des ressources en fonction de leurs propres priorités de financement. Cette entente, toutefois, a eu pour effet d'exclure des contributions fédérales les contributions de l'aide juridique en matière civile étant donné qu'elles ne peuvent être déterminées à partir des données actuellement déclarées à l'Enquête sur l'aide juridique.

### Contributions provinciales et territoriales à l'aide juridique

Dans l'ensemble, en 2002-2003, les contributions provinciales et territoriales aux régimes d'aide juridique, tant pour les affaires criminelles que pour les affaires civiles, se sont chiffrées à 416 millions de dollars<sup>12</sup>, ce qui équivaut à 13 \$ par habitant. Cette somme est en baisse de 6 % par rapport à l'année précédente (excluant Terre-Neuve-et-Labrador) (tableau 3).

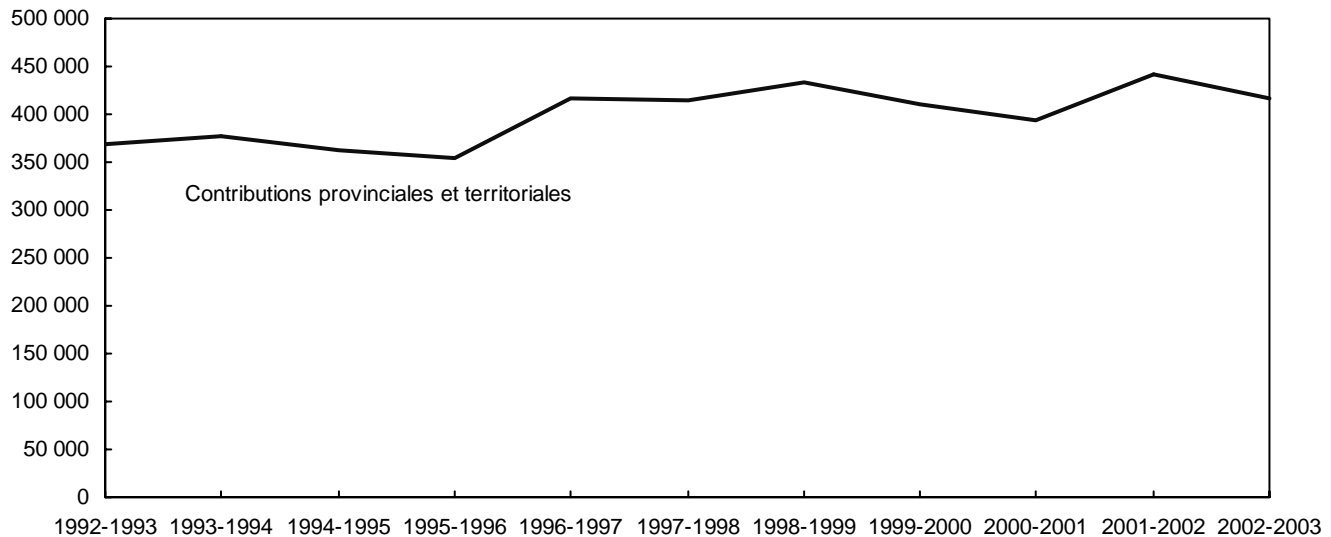
Dans les secteurs de compétence, le montant des contributions variait énormément. Par rapport à l'année précédente, les régimes d'aide juridique en Colombie-Britannique (-31 %) et au Territoire du Yukon (-12 %) ont connu des chutes importantes des contributions provinciales et territoriales en 2002-2003. Par contraste, les régimes d'aide juridique en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan ont vu leurs contributions augmenter de 9 % (tableau 3). En Colombie-Britannique, le déclin était en partie attribuable à une réduction du financement de l'aide juridique pour les affaires civiles (p. ex. droit des pauvres et services concernant le droit de la famille).

À l'échelon national, le financement des provinces et territoires a fluctué durant la période allant de 1992-1993 à 2002-2003. Après avoir fait un bond de 3 % entre 1992-1993 et 1993-1994, les contributions provinciales et territoriales à l'aide juridique sont demeurées relativement stables jusqu'en 1996-1997, année où elles ont considérablement augmenté, passant à 416 millions de dollars. En 1999-2000 et 2000-2001, elles ont légèrement fléchi puis, en 2001-2002, elles ont atteint un sommet sur 10 ans : 442 millions de dollars (figure 2). La hausse des contributions provinciales et territoriales déclarées en 1996-1997 peut être attribuable au remplacement du Régime d'assistance publique du Canada par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux en tant que principal mécanisme de financement de l'aide juridique en matière civile par les provinces et territoires (voir l'encadré 1).

Figure 2

#### Contributions des gouvernements aux régimes d'aide juridique au Canada, 1992-1993 à 2002-2003

En milliers de \$ (courants)



Source : Ministères provinciaux et territoriaux de la Justice.

### Contributions de clients et recouvrements de coûts

Les contributions de clients représentent les sommes reçues des bénéficiaires d'aide juridique, tandis que les recouvrements de coûts désignent les montants recouvrés à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement. En 2002-2003, les contributions de clients et les recouvrements de coûts se sont chiffrés à 21 millions de dollars, une somme pratiquement inchangée par rapport à l'année précédente. Les contributions de clients et les recouvrements de coûts sont demeurés stables au cours des cinq dernières années, variant de 3 % à 4 % du total des recettes des régimes d'aide juridique (tableau 1).

Les contributions de clients et les recouvrements de coûts ont affiché une certaine variabilité en proportion du total des recettes. Ces chiffres ont varié entre le minimum de moins de 1 % en Nouvelle-Écosse, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique et au Nunavut et le sommet de 9 % au Manitoba et en Alberta en 2002-2003.

12. Ce chiffre exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador puisque cette province n'a pu fournir l'information.

### Contributions de juristes

Les contributions de juristes comprennent toutes les sommes reçues de ces derniers (prélèvements), sauf les intérêts des comptes en fiducie. En 2002-2003, les contributions de juristes se sont chiffrées à 5 millions de dollars, constituant 1 % des recettes des régimes d'aide juridique. Cette proportion est demeurée stable après avoir chuté de 2 % à 1 % en 1999-2000 (tableau 1).

Le recul des contributions de juristes s'explique par les modifications apportées à l'aide juridique en Ontario. En avril 1999, le Barreau du Haut-Canada a renoncé au contrôle et à l'administration des services d'aide juridique<sup>13</sup>. Ce changement a eu pour effet d'éliminer le financement de l'aide juridique par le Barreau. En 1998-1999, les contributions du Barreau du Haut-Canada représentaient la moitié de toutes les contributions de juristes au Canada. La suppression des contributions du Barreau du Haut-Canada explique la quasi-totalité de la baisse observée entre 1998-1999 et 1999-2000.

Les contributions de juristes, en tant que pourcentage du total des recettes des régimes d'aide juridique, variaient passablement selon la province et le territoire. En 2002-2003, dans les secteurs de compétence où il y a eu de telles contributions, la proportion variait entre 3 % au Nouveau-Brunswick et 6 % au Manitoba (tableau 1).

### Autres sources de recettes

Les autres sources de recettes comprennent les revenus de placements, les recettes tirées de la vente de publications et les subventions fédérales, provinciales et territoriales. En 2002-2003, les recettes d'autres sources ont totalisé 29 millions de dollars, soit 5 % du total des recettes des régimes d'aide juridique. Cette somme était de 18 % inférieure à celle de l'année précédente. L'Ontario, dont les recettes d'autres sources s'élevaient à 23 millions de dollars, constituait une importante proportion du total et était en grande partie responsable de la chute de 18 % (tableau 1).

On note des écarts importants entre les secteurs de compétence en ce qui touche le pourcentage de recettes d'autres sources. En 2002-2003, c'est au Nouveau-Brunswick que ces recettes représentaient le pourcentage le plus élevé (15 %) de l'ensemble des recettes du régime d'aide juridique, alors que la plus faible proportion, soit moins de 1 %, a été déclarée par le régime d'aide juridique du Québec (tableau 1).

### Dépenses des régimes d'aide juridique

En 2002-2003, les dépenses des régimes d'aide juridique se sont chiffrées à 582 millions de dollars, soit 19 \$ par habitant (tableau 4)<sup>14</sup>. Ce chiffre est en baisse de 2 % par rapport à l'année précédente. Sur les 582 millions de dollars engagés, 84 % ont été alloués aux services juridiques directs, soit les services de conseils juridiques, d'information, de renvoi à d'autres organismes et de représentation (tableau 6). Sont inclus dans cette part les honoraires versés à des avocats de pratique privée (voir l'encadré 2) ainsi que la prestation de services par le personnel des régimes d'aide juridique. Le reste (16 %) des dépenses engagées par les régimes se répartit entre les dépenses administratives centrales et les autres dépenses (projets externes, travaux de recherche juridique, information juridique à l'intention du public et subventions à d'autres organismes) (tableau 5).

#### Encadré 2 : Tarifs d'aide juridique<sup>15</sup>

Dans tous les secteurs de compétence, on a établi des barèmes tarifaires afin d'indemniser les avocats de pratique privée qui fournissent des services d'aide juridique. On y énonce les normes et les lignes directrices régissant le montant des honoraires à verser aux avocats de pratique privée pour les affaires relevant du droit pénal ou du droit de la famille ainsi que pour les autres causes civiles. Étant appliqués par les régimes d'aide juridique afin d'indemniser les avocats de pratique privée pour les cas d'aide juridique dont ils sont chargés, ces barèmes tarifaires peuvent avoir une grande incidence sur les dépenses consacrées aux services directs d'aide juridique.

Les barèmes tarifaires prévoient des taux horaires (qui s'échelonnent actuellement entre 45 \$ et 102 \$) ou des indemnités forfaitaires (c.-à-d. des frais fixes pour certains types de cas ou de services). Dans plusieurs secteurs de compétence, le tarif payé peut aussi dépendre de l'expérience de l'avocat, du type de cas ou du palier du tribunal qui entendra la cause. Les tarifs comprennent des frais généraux de préparation, qui sont souvent fixés par les secteurs de compétence.

13. Le gouvernement de l'Ontario a adopté la Loi de 1998 sur les services d'aide juridique pour remplacer la Loi sur l'aide juridique et ainsi créer, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1999, un organisme indépendant appelé Aide juridique Ontario (AJO). AJO a remplacé le Barreau du Haut-Canada à titre d'organisme de réglementation de l'aide juridique. La nouvelle entité est indépendante du gouvernement de l'Ontario, auquel elle doit toutefois rendre compte des fonds publics qu'elle dépense.

14. Ce chiffre exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador puisque cette province n'a pu fournir l'information.

15. On invite le lecteur à consulter la publication intitulée L'aide juridique au Canada : une description des opérations, produit n<sup>o</sup> 85-217 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Centre canadien de la statistique juridique, mars 2001, pour obtenir des renseignements plus détaillés sur les tarifs d'aide juridique dans chaque secteur de compétence.



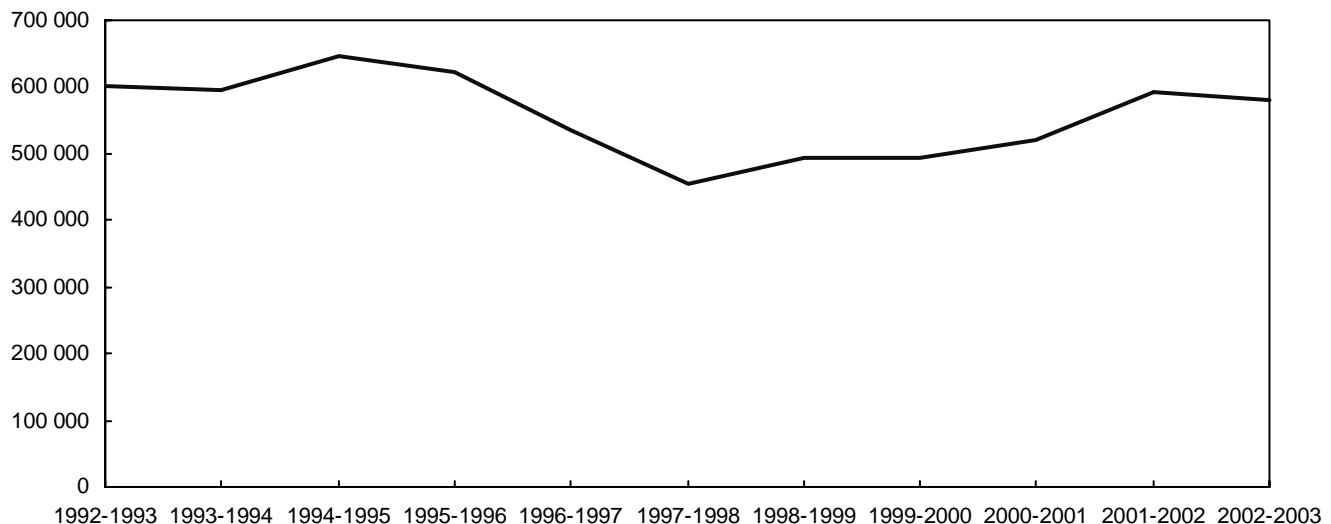
Au cours des 10 dernières années, les dépenses des régimes d'aide juridique ont varié. Après avoir atteint le sommet de 646 millions de dollars en 1994-1995, elles ont suivi une tendance à la baisse pour les trois années subséquentes. Il n'y a eu aucun changement de 1998-1999 à 1999-2000, mais les dépenses ont progressé en 2000-2001 (5 %) et en 2001-2002 (14 %), avant de diminuer de nouveau en 2002-2003 (-2 %) (figure 3 et tableau 4).

Les dépenses d'aide juridique par habitant dans les provinces et territoires affichent des écarts importants. En 2002-2003, les trois territoires étaient en tête, suivis de l'Ontario (24 \$). Par comparaison, la moyenne nationale s'élevait à 19 \$ par habitant, et le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard ont déclaré les dépenses les moins élevées par habitant, soit 6 \$ (tableau 4). Ces écarts sont attribuables non seulement à la taille du budget, mais aussi à la nature du régime d'aide juridique, notamment au genre de cas pris en charge, à l'admissibilité financière et au mode de prestation des services. Les caractéristiques socioéconomiques de la région et le taux de criminalité sont d'autres éléments qui peuvent jouer. Le coût élevé par habitant dans les territoires est sans doute attribuable en partie aux plus grandes dépenses liées à la prestation des services dans les régions éloignées à faible densité de population. C'est aussi le cas d'autres types de services juridiques, comme les services de police, les tribunaux et les services correctionnels pour adultes<sup>16</sup>.

Figure 3

### Dépenses totales au titre de l'aide juridique, Canada, 1992-1993 à 2002-2003

En milliers de \$ (courants)



Source : Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

### Dépenses engagées pour les affaires civiles et criminelles

Un peu plus de la moitié des 489 millions de dollars dépensés en services juridiques directs en 2002-2003 ont été consacrés à des affaires civiles plutôt qu'à des affaires criminelles (54 % comparativement à 46 %), une répartition plus ou moins inchangée depuis cinq ans (tableau 6)<sup>17</sup>.

Pour ce qui est des dépenses consacrées aux services directs d'aide juridique, la proportion des affaires criminelles par rapport à celle des affaires civiles varie sensiblement selon le secteur de compétence. Ainsi, les affaires civiles se sont accaparées plus de la moitié des dépenses directes en services d'aide juridique au Québec (62 %) et en Ontario (57 %) en 2002-2003. Par contraste, les services d'aide juridique en matière criminelle représentaient 71 % des dépenses directes d'aide juridique au Yukon et 68 % de celles-ci en Saskatchewan (tableau 6). Ces écarts peuvent s'expliquer dans une certaine mesure par des différences entre le nombre d'affaires criminelles et civiles instruites dans chacun des secteurs de compétence, ainsi qu'aux différentes priorités dans les provinces et les territoires en ce qui a trait à l'applicabilité.

### Demandes d'aide juridique

La demande ou le besoin d'aide juridique au Canada se mesure largement par le nombre de demandes que reçoivent les provinces et territoires. Ce nombre ne correspond pas toutefois à toutes les demandes adressées aux régimes d'aide juridique, étant donné que les demandeurs font l'objet d'une évaluation préalablement au dépôt d'une demande. De plus, le champ

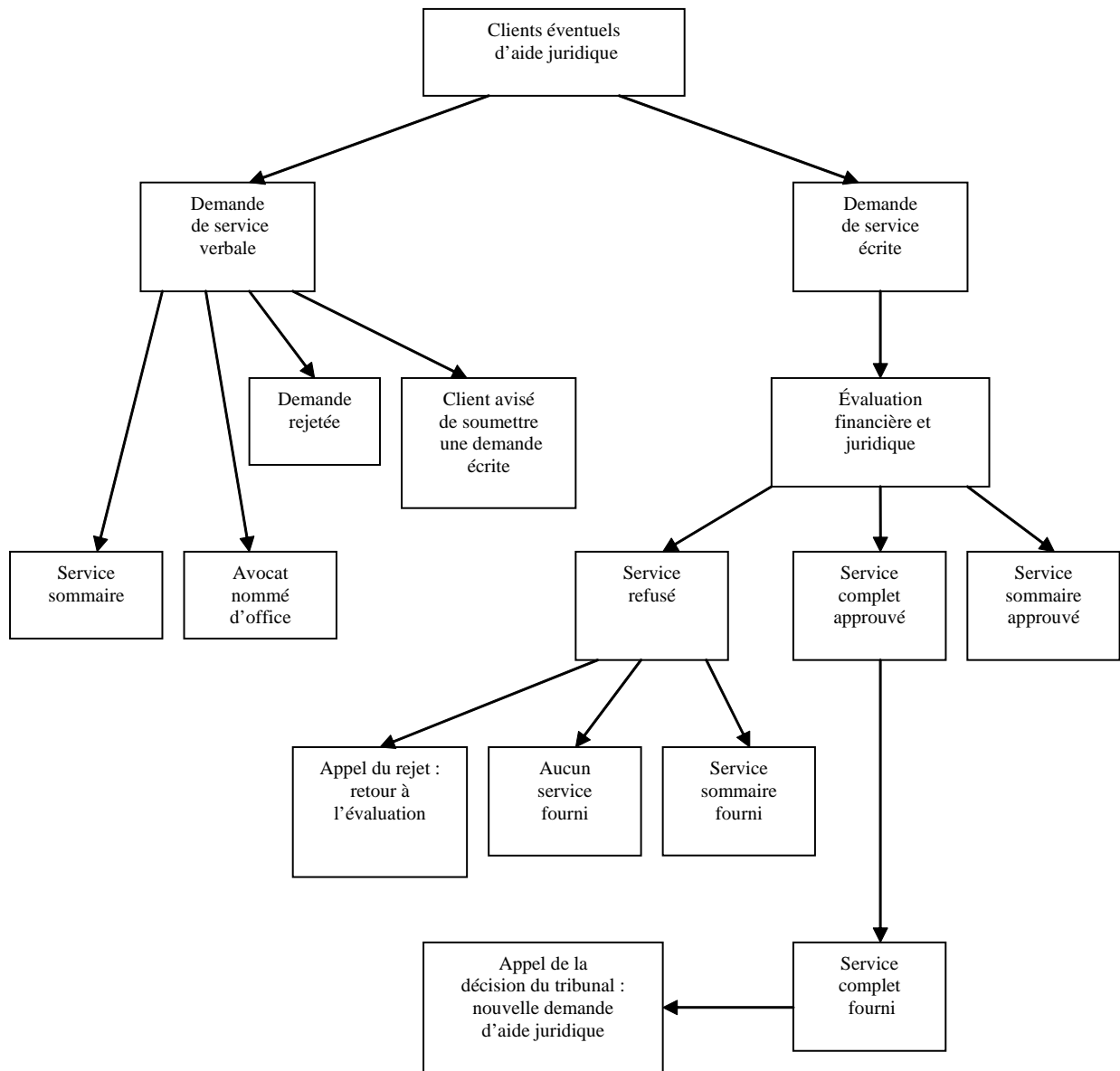
16. Pour de plus amples renseignements, voir le Juristat intitulé « Dépenses de la justice au Canada, 2000-2001 », produit n° 85-002 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 22, n° 11, 2002.

17. Ces proportions excluent les données de Terre-Neuve-et-Labrador et des Territoires du Nord-Ouest.

d'application des régimes et leurs critères d'admissibilité évoluent au fil du temps, évolution qui prend souvent la forme de nouvelles restrictions quant aux types de causes qui sont admissibles.

Comme il est mentionné ci-haut, plusieurs facteurs sont pris en compte dans l'évaluation des demandes d'aide juridique. Les demandeurs doivent démontrer qu'ils répondent à certaines exigences financières, que l'affaire respecte les critères d'application et, dans certains cas, que leur cause est fondée. Une demande peut être approuvée pour des **services sommaires** ou des **services complets**. Les **services sommaires** comprennent la fourniture de conseils juridiques, d'information ou de tout autre type de service juridique minime à une personne au cours d'une interview officielle. Les **services complets**, en revanche, s'entendent d'une aide juridique beaucoup plus étendue. Le bénéficiaire de services complets se voit délivrer un certificat d'aide juridique ou une autre autorisation indiquant qu'il a droit à des services juridiques qui, outre la représentation par un avocat, peuvent comprendre des services d'information et des conseils juridiques (figure 4).

**Figure 4 : Modèle du processus d'aide juridique**



En 2002-2003, 814 025 demandes<sup>18</sup> d'aide juridique (services sommaires ou complets) ont été présentées aux divers régimes d'aide juridique au Canada, en baisse de 4 % par rapport à 2001-2002. De fait, il s'agissait de la première diminution du nombre de demandes depuis 1997-1998 (figure 5 et tableau 10). Les demandes d'aide juridique en matière criminelle ont chuté d'environ 3 % alors que les demandes d'aide juridique en matière civile ont reculé d'environ 13 %.<sup>19</sup>

Après avoir atteint un sommet (près de 1,2 million de demandes) en 1992-1993, le nombre de demandes de services d'aide juridique à l'échelle nationale a constamment fléchi, atteignant son minimum (801 904) en 1997-1998. Divers facteurs propres aux régimes eux-mêmes peuvent avoir contribué au repli, notamment l'application de procédures d'évaluation préliminaire; des changements liés à l'applicabilité; l'adoption de critères d'admissibilité plus stricts; le recours accru aux avocats nommés d'office; ou l'augmentation des services *pro bono* (gratuits) fournis par des avocats de pratique privée. Après cinq années de baisse, le nombre total de demandes d'aide juridique a progressé de nouveau pour les quatre années qui ont suivi, puis a tombé en 2002-2003 (figure 5 et tableau 10).

Les Territoires du Nord-Ouest (20 %) et Terre-Neuve-et-Labrador (19 %) ont affiché les plus fortes augmentations du nombre de demandes en 2002-2003. La variation des affaires criminelles, qui pourrait être due à un accroissement du taux de criminalité, était responsable de la plupart de cette hausse dans les Territoires du Nord-Ouest. La Colombie-Britannique a enregistré la chute la plus marquée (-42 %), qui tenait, en partie, à la réduction de la couverture des affaires relevant du droit de la famille et des autres affaires civiles<sup>20</sup>. Les variations enregistrées par les autres secteurs de compétence étaient inférieures à 5 %.

Dans la plupart des secteurs de compétence la majorité des demandes d'aide juridique reçues en 2002-2003 avaient trait à des affaires criminelles plutôt qu'à des affaires civiles. Ainsi, près de 9 demandes sur 10 (86 %) au Nouveau-Brunswick concernaient des affaires criminelles. Ont également déclaré des taux élevés d'affaires criminelles Terre-Neuve-et-Labrador (80 %), le Yukon (75 %) et la Saskatchewan (73 %). Par contraste, une grande proportion des demandes au Québec avaient rapport à des affaires civiles (58 %). Dans la grande majorité des affaires criminelles, le demandeur était un adulte, tandis que les affaires civiles relevaient d'abord et avant tout du droit de la famille (tableau 11).

### **Demandes d'aide juridique approuvées**

Contrairement à ce qui est le cas pour le total des demandes ou les demandes refusées, le total des demandes d'aide juridique approuvées ne comprend que les demandes de services complets. De nombreux secteurs de compétence ne peuvent déclarer le nombre de demandes de services sommaires approuvées dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique, et par conséquent, il est impossible de calculer le taux d'approbation des demandes totales d'aide juridique (voir l'encadré 3).

En 2002-2003, 493 976 demandes de services complets d'aide juridique ont été approuvées au Canada, soit 3 % de moins qu'au cours de l'année précédente — en recul pour une deuxième année consécutive (tableau 12).

#### **Encadré 3 : Taux d'approbation des demandes d'aide juridique**

Les données de l'Enquête sur l'aide juridique ne permettent pas de calculer le taux d'approbation des demandes d'aide juridique, car le chiffre des demandes approuvées ne comprend pas le nombre de demandes de services sommaires approuvées. Par conséquent, les taux sous-estimerait l'importance des services juridiques rendus. En outre, les demandes approuvées et refusées sont reportées d'une année à l'autre, et celles dont le traitement est retardé ne peuvent être distinguées des demandes présentées pendant l'exercice financier en cours.

Comme les demandes totales d'aide juridique, les demandes approuvées ont atteint un sommet sur 10 ans en 1992-1993 (768 788). Par après, elles ont suivi une tendance soutenue à la baisse jusqu'en 1997-1998, puis elles se sont accrues pendant les trois prochaines années, avant de chuter de nouveau en 2001-2002 et 2002-2003 (figure 5).

En Colombie-Britannique, le nombre de demandes de services complets approuvées a considérablement reculé (-33 %) en 2002-2003, diminution attribuable au déclin général du financement de l'aide juridique en Colombie-Britannique la même année. De nombreux autres secteurs de compétence<sup>21</sup> ont signalé une baisse du nombre de demandes approuvées en 2002-2003. C'est le cas notamment de la Saskatchewan<sup>22</sup> (-8 %) et de l'Ontario (-5 %). En revanche, les Territoires du Nord-Ouest ont signalé une forte hausse (49 %) du nombre de demandes de services complets approuvées, laquelle correspond à

18. Les chiffres correspondant au total des demandes ne comprennent pas l'Île-du-Prince-Édouard, étant donné que cette province ne tient des statistiques que pour les demandes approuvées.

19. Exclut l'Ontario, qui n'est pas en mesure de ventiler le total de demandes selon les deux catégories d'affaires (civiles et criminelles).

20. La Nouvelle-Écosse et le Nunavut ont aussi affiché d'importants reculs du nombre de demandes reçues en 2002-2003. Toutefois, la chute observée en Nouvelle-Écosse était en partie attribuable à un changement à la méthode de déclaration — à compter de 2002-2003, la Nouvelle-Écosse a cessé d'inclure les services d'avocats nommés d'office dans le total des demandes. Au Nunavut, des difficultés liées à la base de données ont entraîné la diminution du nombre de demandes.

21. Le Nunavut a déclaré un recul important du nombre de demandes approuvées en raisons de problèmes liés à leur base de données.

22. En 2001-2002, la Saskatchewan Legal Aid Commission a mis en œuvre un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes détenus sous garde. Les clients qui auraient été inclus dans ce chiffre auparavant sont maintenant déclarés sous Services d'avocats nommés d'office.



l'accroissement du nombre total de demandes. Le Manitoba et le Nouveau-Brunswick ont également déclaré des bonds du nombre de demandes approuvées (28 % et 14 %, respectivement) (tableau 12)<sup>23</sup>.

### **Genres d'affaires d'aide juridique qui ont été approuvés**

En 2002-2003, les affaires civiles représentaient la moitié (50 %) des demandes approuvées de services complets d'aide juridique à l'échelon national, proportion légèrement en baisse par rapport aux 52 % enregistrés l'année précédente (tableau 12).

Contrairement à ce qu'on a observé pour l'ensemble du pays, la plupart des secteurs de compétence ont approuvé plus de demandes liées à des affaires criminelles que de demandes ayant rapport à des affaires civiles. Toutefois, les proportions de chaque type de demande variaient sensiblement. Par exemple, la grande majorité des demandes de services complets approuvées au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard avaient trait à des affaires criminelles en 2002-2003 (86 % et 80 %, respectivement). Par contre, les affaires civiles représentaient près de 6 sur 10 des demandes de services complets approuvées au Québec (59 %) et en Ontario (56 %) (tableau 12).

Ces écarts peuvent être attribuables aux critères d'applicabilité mis en place par chacun des secteurs de compétence pour leur régime d'aide juridique. Ainsi, une plus grande variété d'affaires civiles est acceptée au Québec que dans la plupart des autres secteurs de compétence. Sont prises en charge les causes ayant trait à la sécurité du revenu, à l'assurance automobile, à l'assurance-emploi et à l'indemnisation des travailleurs. Par contre, l'Île-du-Prince-Édouard accepte peu de causes civiles.

### **Demandes d'aide juridique rejetées**

Les régimes d'aide juridique filtrent jusqu'à un certain point les demandes. Ainsi, lorsqu'il s'enquiert des services d'aide juridique offerts, le client éventuel peut constater que l'affaire qui le concerne n'est pas couverte par le régime d'aide juridique et ne présente donc pas de demande (figure 4). Les chiffres des demandes rejetées qui sont déclarés dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique ne comprennent pas les refus par suite d'une présélection.

Le nombre de demandes d'aide juridique rejetées a diminué de 9 % en 2002-2003, pour s'établir à 110 736, comparativement à 121 366 en 2001-2002<sup>24</sup> (tableau 17). Au cours de la dernière décennie, tout comme les demandes totales et les demandes de services complets approuvées, le nombre de demandes rejetées a atteint un sommet en 1992-1993 (164 881). Depuis lors, les chiffres ont fluctué d'une année à l'autre, tout en suivant une tendance générale à la baisse (figure 5).

L'ensemble des provinces et des territoires qui fournissent des données sur les demandes rejetées, sauf le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest, ont également signalé une chute du nombre de demandes rejetées en 2002-2003. La plus forte baisse a été observée au Yukon (-69 %) suivi de la Colombie-Britannique (-44 %) et du Nunavut (-19 %) (tableau 17). Au Yukon, le recours à des critères d'admissibilité financière moins sévères et l'élargissement de la couverture de certains types d'affaire, comme les causes de variation de la pension alimentaire, sont deux facteurs qui ont contribué à ce déclin. Le recul du nombre de demandes rejetées en Colombie-Britannique correspond à la chute du nombre total de demandes.

Un grand nombre de secteurs de compétence sont en mesure de signaler les raisons pour lesquelles les demandes d'aide juridique sont rejetées. L'inadmissibilité financière et des motifs liés à l'applicabilité sont les raisons plus souvent invoquées. Ainsi, 1 613 demandes ont été rejetées en Saskatchewan en 2002-2003. De ce nombre, plus des deux tiers (72 %) ont été rejetées en raison d'inadmissibilité financière, 16 % ont été refusées pour des motifs liés à l'applicabilité et 8 %, pour mérite insuffisant. Plus de la moitié (60 %) des 39 221 demandes rejetées au Québec en 2002-2003 l'ont été parce que le demandeur n'était pas admissible du point de vue financier. En outre, 21 % des demandes ont été rejetées pour des raisons liées à l'applicabilité et 5 % des demandes, pour mérite insuffisant (tableau 17).

### **Services d'avocats nommés d'office en matière d'aide juridique**

Outre les services d'aide juridique, la plupart des secteurs de compétence ont un système d'avocats nommés d'office administré par le régime d'aide juridique. Il s'agit de services offerts à titre gracieux à des personnes non représentées par un avocat qui, bien souvent, sont sur le point de comparaître devant le tribunal. Les avocats nommés d'office ont pour rôle d'aider leur client à obtenir des services juridiques, de lui donner des conseils ou de le représenter sur-le-champ et de lui fournir une assistance immédiate au moment de l'arrestation et de la mise en détention.

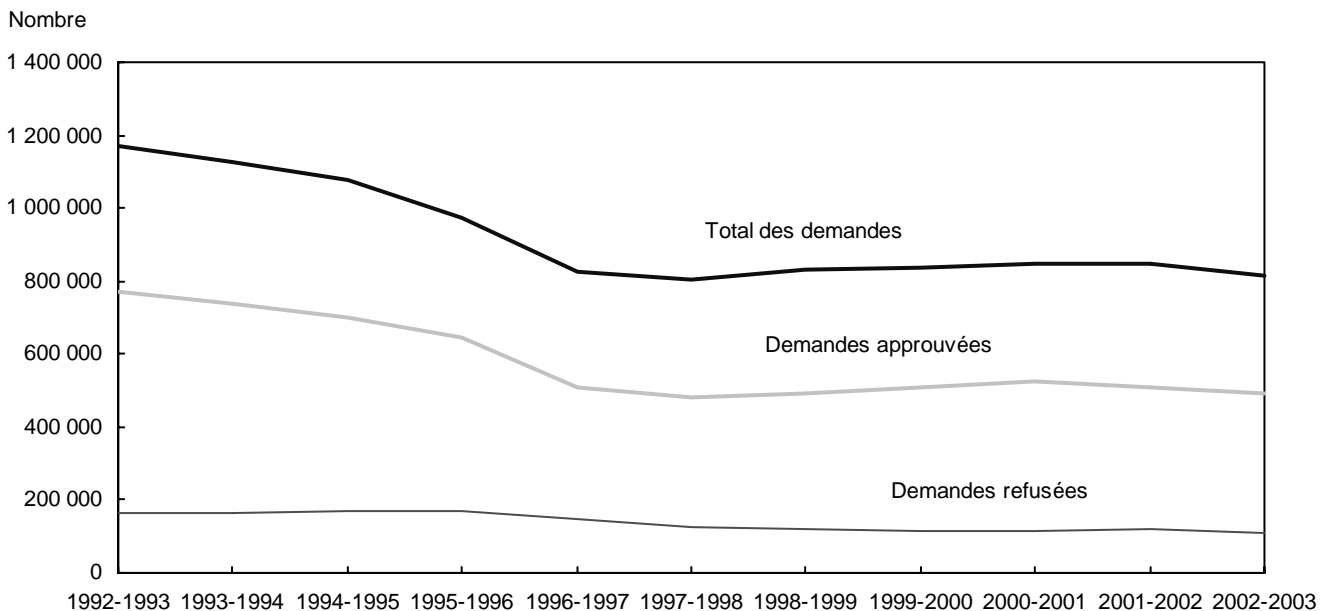
Le plus souvent, les avocats nommés d'office ne travaillent pas dans le bureau d'aide juridique. Ils sont plutôt affectés à des tribunaux criminels (tant pour adultes que pour adolescents), à des tribunaux de la famille ou à des points d'entrée au Canada, des établissements psychiatriques ou d'autres lieux publics.<sup>25</sup> Leur présence à ces endroits varie selon le secteur de compétence.

23. Le nombre de demandes approuvées s'est aussi accru sensiblement au Yukon. Cette hausse tient à ce qu'avant 2002-2003, le Yukon n'incluait pas les affaires instruites par les tribunaux itinérants dans le chiffre des demandes approuvées.

24. Le nombre de demandes rejetées ne tient pas compte de l'Île-du-Prince-Édouard, province qui tient des statistiques uniquement sur les demandes approuvées.

25. Pour de plus amples renseignements, voir Les différents systèmes canadiens d'aide juridique en ce qui concerne les avocats de garde, *Prairie Research Associates, ministère de la Justice du Canada, Ottawa, 1994.*

Figure 5

**Demandes de services d'aide juridique, approuvées et refusées, Canada 1992-1993 à 2002-2003<sup>1</sup>**

<sup>1</sup> La somme des demandes approuvées et refusées peut ne pas être égale au total des demandes pour deux raisons : (i) la décision d'accepter ou de rejeter une demande peut ne pas avoir eu lieu au cours de la période où la demande a été déposée. Généralement, la plupart des demandes sont déposées et évaluées au cours de la même période : celles reportées au prochain exercice financier sont donc comparativement peu nombreuses. (ii) les chiffres de demandes approuvées ne comprennent que les demandes de services complets, alors que le total des demandes est la somme des demandes de service, incluant les services complets et sommaires, et les demandes refusées.

Source : Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Dans certains secteurs, les services d'avocats nommés d'office sont offerts par des avocats salariés tandis que dans d'autres, ils sont fournis par des avocats de pratique privée. La prestation de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas le bénéficiaire de présenter ultérieurement une demande d'aide juridique.

À l'Île-du-Prince-Édouard, seules les personnes admissibles à l'aide juridique peuvent bénéficier des services d'un avocat nommé d'office. Par ailleurs, les avocats salariés des régimes d'aide juridique peuvent, au besoin, donner des conseils juridiques et fournir une assistance dans les affaires relevant du droit de la famille ou du droit criminel<sup>26</sup>.

On a dénombré 1 326 799 unités de services d'avocats nommés d'office en 2002-2003<sup>27</sup>. Ce chiffre est environ 30 % plus élevé et contribue à la hausse soutenue des services d'avocats nommés d'office observée depuis cinq ans (tableau 21). L'Ontario a offert la vaste majorité des services d'avocats nommés d'office en 2002-2003; dans cette province, ce service a été offert 1 116 243 fois (tableau 21). Bien que la grande majorité (78 %) de ces unités de service aient porté sur les affaires criminelles, plus de 1 sur 5 (22 %) avaient trait à des affaires civiles. Six affaires civiles sur 10 en Ontario portaient sur le droit de la famille en 2002-2003 (tableau 22).

Par comparaison, des services d'avocats nommés d'office ont été fournis 6 760 fois en Nouvelle-Écosse en 2002-2003 (tableau 21). Presque tous ces services avaient trait à des affaires criminelles, et la vaste majorité mettaient en cause un adulte (89 %) plutôt qu'un jeune (tableau 22).

### Services d'aide juridique relatifs à des appels

Dans certains cas, les régimes d'aide juridique couvrent les appels de décisions rendues par des tribunaux de compétence inférieure ou des tribunaux administratifs. En 2002-2003, des services d'aide juridique ont été fournis dans 3 327 appels, en baisse de 6 % par rapport à l'année précédente. Plus de la moitié (54 %) de ces appels découlaient d'affaires criminelles (tableau 23).

L'Ontario (1 051), la Colombie-Britannique (828) et le Québec (790), soit les trois provinces les plus peuplées, ont déclaré le nombre totaux d'appels accueillis les plus élevés. La majorité des appels dans ces trois provinces se rapportaient à des affaires civiles (tableau 23).

26. On invite le lecteur à consulter la publication intitulée L'aide juridique au Canada : une description des opérations, produit n° 85-217 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Centre canadien de la statistique juridique, mars 2001, pour obtenir des renseignements plus détaillés sur le champ d'application de l'aide juridique et les services d'avocats nommés d'office dans chaque secteur de compétence.

27. Une unité représente le nombre de fois que des services d'avocats nommés d'office ont été fournis. Ce chiffre exclut le nombre d'unités pour l'Île-du-Prince-Édouard et le Québec.

## Participation des avocats à la prestation des services d'aide juridique

Dans tout le Canada, 11 359 avocats, soit environ 21 % des membres assurés des barreaux<sup>28</sup>, ont fourni des services d'aide juridique. La grande majorité de ces avocats (90 % ou 10 254) étaient des avocats de pratique privée en 2002-2003 (tableau 20). Les autres avocats (10 % ou 1 105) qui ont offert des services d'aide juridique étaient des avocats salariés des régimes d'aide juridique. Le nombre et la répartition des avocats de pratique privée ou des avocats salariés qui ont participé à la prestation de services d'aide juridique sont demeurés relativement stables au cours des cinq dernières années.

Bien que, dans l'ensemble, la majorité des avocats qui fournissent des services d'aide juridique soient en pratique privée, les proportions varient selon les provinces et territoires. Ainsi, en Colombie-Britannique, 98 % des 1 103 juristes qui ont fourni des services d'aide juridique étaient des avocats de pratique privée. Par contraste, les avocats de pratique privée ne représentaient que 10 % de ceux qui offraient des services d'aide juridique à Terre-Neuve-et-Labrador (tableau 20). Les écarts sont liés au genre de système de prestation de services en place. En règle générale, les provinces dotées d'un système d'assistance judiciaire ont tendance à compter moins d'avocats dans leur effectif que celles qui font appel à des avocats salariés. Ainsi, 27 % des employés en Alberta étaient des avocats, alors que c'était le cas pour 52 % des employés en Saskatchewan (tableau 19).

## Personnel

En 2002-2003, les bureaux d'aide juridique au Canada comptaient 3 103 employés, un nombre pratiquement inchangé par rapport à l'année précédente mais de 11 % supérieur au chiffre enregistré en 1998-1999. Dans les provinces et les territoires, le nombre total d'employés des régimes d'aide juridique variait entre 9 à l'Île-du-Prince-Édouard et 1 244 en Ontario en 2002-2003 (tableau 19).

En 2002-2003, les non-avocats représentaient 64 % de l'ensemble des employés des régimes d'aide juridique, chiffre qui n'a guère varié au cours des cinq dernières années (tableau 12). Ces employés comprennent les personnes affectées à l'administration, les étudiants en droit, les comptables, les agents de recherche, les bibliothécaires et les autres personnes qui assurent l'accessibilité et la productivité des régimes d'aide juridique. Les autres 36 % des employés étaient des avocats (tableau 19).

28. En 2001, on a dénombré 53 873 avocats inscrits comme membres actifs assurés des barreaux provinciaux et territoriaux au Canada. Le nombre de membres des barreaux a été fourni par la Fédération des professions juridiques du Canada et représente les avocats actifs assurés. Les données sont fondées sur les chiffres à la fin de décembre plutôt que sur les chiffres pour l'exercice.

## Méthodes

L'Enquête sur l'aide juridique est menée annuellement depuis 1983-1984. Les données sont recueillies à l'aide d'un questionnaire d'enquête que remplissent les 13 régimes d'aide juridique au Canada. L'enquête permet de fournir à la communauté juridique, au milieu universitaire et au public de l'information sur les recettes, les dépenses, le personnel et la charge de travail associés à la prestation et à l'administration de l'aide juridique au Canada.

Il est important de noter que le champ d'application de l'enquête comporte certaines limites. Bien que l'Enquête sur l'aide juridique se veuille une enquête nationale, certains régimes d'aide juridique ne sont pas en mesure de fournir tous les éléments d'information recueillis dans le cadre de l'enquête. L'absence de données rend difficile l'établissement de comparaisons directes entre les secteurs de compétence ou la formation d'un aperçu vraiment national de l'aide juridique au Canada.

La majeure partie des données figurant dans la présente publication ont été recueillies grâce à l'Enquête sur l'aide juridique. Cependant, les données sur les contributions financières des gouvernements provinciaux et territoriaux ont été obtenues auprès des ministères compétents responsables des questions de justice. Le ministère de la Justice du Canada a fourni les données sur les contributions fédérales à l'aide juridique en matière criminelle. Les données sur les membres des barreaux provinciaux et territoriaux ont été obtenues auprès de la Fédération des professions juridiques du Canada.

Les chiffres par habitant sont basés sur les estimations démographiques publiées dans *Statistiques démographiques annuelles, 2002*, rapport de la Division de la démographie de Statistique Canada. Il s'agit des populations au 1<sup>er</sup> juillet : estimations postcensitaires définitives pour 1998 et 1999; estimations postcensitaires mises à jour pour 2000 et 2001; et estimations postcensitaires provisoires pour 2002 (tableau 26).

Pour corriger les données en fonction de l'inflation, on a calculé les chiffres en dollars constants de 1992-1993 en se fondant sur l'indice des prix à la consommation (IPC) selon l'année de base 1992 = 100 (voir *L'indice des prix à la consommation*, produit n° 62-001 au catalogue de Statistique Canada) pour tous les secteurs de compétence sauf le Nunavut. Dans le cas de ce territoire, l'IPC a été calculé selon l'année de base 2002 = 100 (tableau 27). En 2002-2003, plutôt que d'utiliser l'IPC moyen pour l'ensemble du Canada afin de corriger les chiffres des provinces et des territoires, on a utilisé les IPC spécifiques à chaque province et territoire. Cette méthode a produit des changements mineurs aux chiffres déjà diffusés qui avaient été corrigés en fonction de l'inflation.

## Glossaire

L'**accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officieux intervenu entre les régimes d'aide juridique du Canada pour le traitement des dossiers civils mettant en cause des non-résidents. En vertu de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire a été adressé. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique. Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime aux fins de service. Par **dossiers transmis**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux aux fins de service.

Les **adultes** désignent les personnes de 18 ans et plus.

Les **affaires provinciales et territoriales** désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les **affaires relevant du droit de la famille** désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la tutelle et à la protection de l'enfance, ainsi que toute autre affaire de cette nature (par exemple, adoption, changement de nom et médiation).

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de compétence inférieure ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même s'il se peut que l'affaire en cause ait été traitée par le régime dans le passé.

Les **autres affaires civiles** désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais non du droit de la famille.

Les **autres dépenses** désignent les sommes engagées par le régime au chapitre des fonctions ne faisant partie d'aucune autre catégorie de dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations).

Les **autres employés** désignent les personnes dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques ou de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats qui accomplissent des fonctions administratives, de stagiaires, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit, d'employés de bureau, d'employés affectés à l'information du public et d'employés affectés aux recherches juridiques.

Par **autres raisons**, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent inclure les suivantes : motifs liés à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les **autres recettes** ont trait aux recettes qui ne figurent pas dans les autres catégories de recettes. La catégorie « autres recettes » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les intérêts gagnés en général.

Un **avocat non résident** exerce sa profession dans une province ou un territoire donné, mais ne demeure pas en permanence dans cette province ou ce territoire.

La méthode de la **comptabilité d'exercice** consiste à prendre en compte les recettes dans la période où elles ont été gagnées et à déduire les dépenses engagées pour générer ces recettes.

La **comptabilité de caisse** désigne un système dans lequel les recettes ne sont prises en compte qu'au moment où elles sont perçues en espèces et les dépenses sont affectées à la période où le paiement en espèces a été effectué.

La **contribution des provinces et territoires** désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

La **contribution fédérale à l'aide juridique en matière criminelle** désigne les fonds fournis par le ministère de la Justice du Canada.

Les **contributions de juristes** désignent les sommes reçues des avocats (c.-à-d. les prélèvements) autres que les intérêts des comptes en fiducie déclarés séparément.

Les **contributions de clients** désignent les montants reçus des bénéficiaires d'aide juridique, y compris les cotisations fixes des utilisateurs.

Les **contributions gouvernementales** sont les montants déclarés par les régimes d'aide juridique qui représentent les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués aux régimes par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Une répartition détaillée des contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou fédérales-territoriales de partage des frais d'aide juridique liés aux affaires criminelles impliquant des adultes, aux affaires mettant en cause des jeunes et aux affaires civiles n'est pas fournie à l'Enquête sur l'aide juridique, puisque les fonds sont en général directement versés au Trésor de la province ou du territoire et non pas directement aux régimes.

Les **coûts Rowbotham** renvoient aux coûts liés au financement de l'aide juridique ordonné par un tribunal. Une demande Rowbotham est une demande fondée sur la Charte qui est adressée au tribunal et dans laquelle l'accusé soutient que l'État doit lui fournir des fonds juridiques suffisants pour assurer qu'il aura un procès équitable. Le tribunal peut suspendre la procédure s'il croit que l'accusé n'aurait pas un procès équitable sans représentation. Dans l'affaire Rowbotham originale (qui s'est déroulée en Ontario), le tribunal a maintenu que le fait de refuser la représentation par un avocat aux personnes qui font face à des accusations graves et complexes, et qui ne peuvent se permettre un avocat, enfreint leur droit en vertu de la Charte de présenter une défense pleine et entière.

Par **demande**, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Quand les données sont totalisées, le nombre total de demandes indique le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles sont enregistrées sur la formule d'inscription utilisée par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur la même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par **demande de services complets approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services sont nécessaires pour répondre à la demande. On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires (incluant les avis juridiques écrits), ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande de services sommaires approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, ni des services offerts par les avocats nommés d'office. On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services.

Par **demande rejetée** on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé de fournir des services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder tout service, ainsi que les demandes de services complets rejetées pour lesquelles on a approuvé des services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et la politique. S'il y a deux raisons de rejeter une demande, la plus importante est considérée comme la raison principale.

Les **dépenses** désignent les sommes brutes réelles engagées par le régime au cours de l'exercice financier. Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est égal à la somme des dépenses directes au chapitre des services juridiques, des dépenses au chapitre des autres programmes, des dépenses au chapitre des services administratifs centraux et de toute autre dépense.

Les **dépenses au chapitre de l'information du public** (compris dans les dépenses au chapitre des autres programmes) englobent les dépenses relatives aux programmes de droit préventif et de sensibilisation, et à la publicité.

Les **dépenses au chapitre de projets externes** (compris dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en œuvre à l'extérieur du cadre du régime (p. ex. dans des centres de consultation universitaires). On notera que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.



Les **dépenses au chapitre des autres programmes** comprennent les montants consacrés aux projets externes, aux activités de recherche juridique, à l'information du public en matière de droit et à des subventions accordées à d'autres programmes.

Les **dépenses au chapitre des recherches juridiques** (compris dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches sur des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés pour l'entretien des bibliothèques.

Les **dépenses au chapitre des services administratifs centraux** comprennent les sommes engagées par l'administration centrale et des bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les **dépenses directes au chapitre des services juridiques** désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation aux clients, au nombre desquels figurent des groupes cibles. Ces chiffres comprennent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses des services administratifs centraux et les autres dépenses du régime sont exclues.

Les **dépenses directes au chapitre des services juridiques assurés par le personnel du régime** désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Ces dépenses comprennent notamment les traitements et les avantages sociaux du personnel professionnel et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux connexes incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses au chapitre de l'entretien, des conférences, des réunions, des cotisations, des loyers, etc. **Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.**

Les **dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée** englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (par exemple les frais de déplacement) engagés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique à cause de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes de 12 ans et plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Les **membres actifs du barreau** comprennent tous les avocats jouissant d'une assurance responsabilité professionnelle accrédités à pratiquer dans le secteur de compétence visé.

Des demandes peuvent être rejetées pour **mérite insuffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré la prestation de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Le nombre de membres actifs d'un barreau comprend le nombre total d'avocats assurés et accrédités pour exercer leur profession dans le secteur de compétence. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le dénombrement total.

Le rejet d'une demande d'aide juridique pour **non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le requérant a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le requérant refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Par **personnel affecté à l'information du public** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées des programmes de droit préventif ou de sensibilisation, ou de la publicité.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches sur des questions juridiques. Cette catégorie exclut les personnes affectées aux bibliothèques des régimes.

Par **personnel affecté aux services d'aide juridique directs**, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller ou à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Les demandes rejetées pour des **raisons liées à l'applicabilité** sont refusées parce que le régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes.

Par **recouvrements de coûts**, on entend les coûts qu'on a ordonné aux parties de payer ou qu'elles ont accepté de payer. Cette catégorie inclut les montants recouvrés à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Les **ressources en personnel** qui sont déclarées comme nombre d'employés au 31 mars, désignent le nombre réel des employés au service du régime. Ces données sont ventilées selon deux catégories : soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie de l'effectif des régimes sont divisés en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par **services d'avocats nommés d'office**, on entend les services juridiques assurés sans frais par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'avait pas présenté de demande écrite. Les personnes dont la cause est entendue par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est pourquoi les services relatifs aux causes entendues par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes approuvées. Ces services sont comptés avec les demandes approuvées uniquement lorsque l'affaire afférente a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire. On compte le nombre de fois que les services ont été fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées.

Les **services d'avocats nommés d'office en matière criminelle** désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Par **services sommaires** on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de services de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. Par **demande écrite** on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli une formule de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non requérant à un bureau de l'aide juridique ou par téléphone à un professionnel affecté au service d'aide juridique direct. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le nombre des services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.

Le **total des membres du barreau** renvoie au nombre d'avocats actifs assurés qui figurent sur la liste de la Fédération des professions juridiques du Canada. Sont exclus les avocats qui sont à leur retraite ou inactifs. Les avocats des secteurs public et privé sont inclus. Les avocats non résidents sont inclus dans la province où ils travaillent.



## **Tableaux de données**

**Tableau 1**  
**Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette**

Province ou territoire et année	Recettes totales		Contributions des gouvernements <sup>1</sup>		Contributions des clients et recouvrement de coûts		Contributions des juristes		Autres <sup>2</sup>	
	milliers de \$		milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>										
1998-1999	<b>5 899</b>		5 488	93	27	0	334	6	50	1
1999-2000	<b>5 787<sup>r</sup></b>		5 371 <sup>r</sup>	93	10 <sup>r</sup>	0	364 <sup>r</sup>	6	42 <sup>r</sup>	1
2000-2001	<b>6 011<sup>r</sup></b>		5 456 <sup>r</sup>	91	20 <sup>r</sup>	0	505 <sup>r</sup>	8	30 <sup>r</sup>	0
2001-2002	..		..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	..		..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>										
1998-1999	<b>595</b>		561	94	...	...	...	...	34	6
1999-2000	<b>695</b>		610	88	...	...	...	...	85	12
2000-2001	<b>736</b>		655	89	...	...	...	...	81	11
2001-2002	<b>777</b>		702	90	...	...	...	...	75	10
2002-2003	<b>853</b>		766	90	...	...	...	...	87	10
<b>Nouvelle-Écosse</b>										
1998-1999	<b>10 950</b>		10 734	98	37	0	...	...	179	2
1999-2000	<b>11 435</b>		11 207	98	13	0	...	...	215	2
2000-2001	<b>11 654</b>		11 375	98	15	0	...	...	264	2
2001-2002	<b>13 070</b>		12 526	96	3	0	...	...	541	4
2002-2003	<b>12 880</b>		12 656	98	4	0	...	...	220	2
<b>Nouveau-Brunswick<sup>3</sup></b>										
1998-1999	<b>4 050</b>		3 524	87	98	2	160	4	268	7
1999-2000	<b>5 058</b>		4 521	89	101	2	100	2	336	7
2000-2001	<b>4 650</b>		3 913	84	93	2	295	6	349	8
2001-2002	<b>4 729</b>		3 873	82	122	3	150	3	583	12
2002-2003	<b>4 455</b>		3 550	80	86	2	150	3	669	15
<b>Québec</b>										
1998-1999	<b>129 645</b>		128 268	99	914	1	...	...	463	0
1999-2000	<b>105 481</b>		103 874	98	1 123	1	...	...	484	0
2000-2001	<b>107 996</b>		106 097	98	1 389	1	...	...	510	0
2001-2002	<b>120 958</b>		119 087	98	1 511	1	...	...	360	0
2002-2003	<b>121 669</b>		119 751	98	1 743	1	...	...	175	0
<b>Ontario</b>										
1998-1999	<b>272 854</b>		231 588	85	12 361	5	4 365	2	24 540	9
1999-2000	<b>268 539</b>		230 992	86	10 807	4	...	...	26 740	10
2000-2001	<b>249 544</b>		201 626	81	9 791	4	...	...	38 127	15
2001-2002	<b>288 316</b>		246 695	86	15 001	5	...	...	26 620	9
2002-2003	<b>282 247</b>		244 966	87	14 422	5	...	...	22 859	8
<b>Manitoba</b>										
1998-1999	<b>15 335</b>		12 994	85	1 478	10	835	5	28	0
1999-2000	<b>17 590</b>		14 179	81	1 694	10	1 687	10	30	0
2000-2001	<b>18 060</b>		14 657	81	1 838	10	1 524	8	41	0
2001-2002	<b>19 348</b>		15 446	80	1 711	9	2 089	11	102	1
2002-2003	<b>19 153</b>		15 978	83	1 718	9	1 218	6	239	1
<b>Saskatchewan</b>										
1998-1999	<b>9 953</b>		9 825	99	55	1	...	...	73	1
1999-2000	<b>10 690</b>		10 565	99	52	0	...	...	73	1
2000-2001	<b>11 052</b>		10 897	99	43	0	...	...	112	1
2001-2002	<b>11 744</b>		11 415	97	39	0	...	...	290	2
2002-2003	<b>12 211</b>		11 915	98	33	0	...	...	263	2
<b>Alberta</b>										
1998-1999	<b>27 012</b>		22 542	83	2 166	8	...	...	2 304	9
1999-2000	<b>27 680</b>		20 742	75	2 360	9	...	...	4 578	17
2000-2001	<b>29 545</b>		22 542	76	2 579	9	...	...	4 424	15
2001-2002	<b>35 529</b>		27 242	77	2 674	8	...	...	5 613	16
2002-2003	<b>34 840</b>		28 187	81	3 076	9	...	...	3 577	10

**Tableau 1**  
**Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette – fin**

Province ou territoire et année	Recettes totales		Contributions des gouvernements <sup>1</sup>		Contributions des clients et recouvrement de coûts		Contributions des juristes		Autres <sup>2</sup>	
	milliers de \$		milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%
<b>Colombie-Britannique</b>										
1998-1999	<b>86 213</b>		82 035	95	187	0	2 975	3	1 016	1
1999-2000	<b>86 545</b>		81 810	95	199	0	3 175	4	1 361	2
2000-2001	<b>88 324</b>		82 953	94	533	1	3 289	4	1 549	2
2001-2002	<b>93 718</b>		88 776	95	231	0	3 389	4	1 322	1
2002-2003	<b>76 327</b>		71 545	94	49	0	3 674	5	1 059	1
<b>Territoire du Yukon</b>										
1998-1999	<b>938</b>		931	99	7	1	...	...	0	0
1999-2000	<b>978</b>		968	99	10	1	...	...	0	0
2000-2001	<b>1 391</b>		1 356	97	34	2	...	...	1	0
2001-2002	<b>1 429</b>		1 389	97	24	2	...	...	16	1
2002-2003	<b>1 277</b>		1 256	98	9	1	...	...	12	1
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>4,5</sup></b>										
1998-1999	<b>5 412</b>		5 412	100	...	...	...	...	..	..
1999-2000	<b>6 257</b>		5 697	91	...	...	...	...	560	9
2000-2001	<b>3 511</b>		3 511	100	...	...	...	...	..	..
2001-2002	<b>3 747</b>		3 747	100	...	...	...	...	..	..
2002-2003	<b>3 764</b>		3 764	100	...	...	...	...	0	0
<b>Nunavut<sup>5</sup></b>										
1998-1999	...		...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..		..	..	...	...	...	...	...	...
2000-2001	<b>3 365<sup>r</sup></b>		3 363 <sup>r</sup>	100	2	0	...	...	...	...
2001-2002	<b>3 565<sup>r</sup></b>		3 352 <sup>r</sup>	94	1	0	...	...	212	6
2002-2003	<b>4 231<sup>r</sup></b>		3 909	92	3	0	...	...	319	8
<b>Total</b>										
<b>1998-1999</b>	<b>568 856</b>		<b>513 902</b>	<b>90</b>	<b>17 330</b>	<b>3</b>	<b>8 669</b>	<b>2</b>	<b>28 955</b>	<b>5</b>
<b>1999-2000</b>	<b>546 735<sup>r</sup></b>		<b>490 536<sup>r</sup></b>	<b>90</b>	<b>16 369<sup>r</sup></b>	<b>3</b>	<b>5 326<sup>r</sup></b>	<b>1</b>	<b>34 504<sup>r</sup></b>	<b>6</b>
<b>2000-2001</b>	<b>535 839<sup>r</sup></b>		<b>468 401<sup>r</sup></b>	<b>87</b>	<b>16 337<sup>r</sup></b>	<b>3</b>	<b>5 613<sup>r</sup></b>	<b>1</b>	<b>45 488<sup>r</sup></b>	<b>8</b>
<b>2001-2002</b>	<b>596 930<sup>r</sup></b>		<b>534 250<sup>r</sup></b>	<b>89</b>	<b>21 317</b>	<b>4</b>	<b>5 628</b>	<b>1</b>	<b>35 734</b>	<b>6</b>
<b>2002-2003</b>	<b>573 907</b>		<b>518 243</b>	<b>90</b>	<b>21 143</b>	<b>4</b>	<b>5 042</b>	<b>1</b>	<b>29 479</b>	<b>5</b>

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales.
2. La catégorie « Autres » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les bénéfices d'intérêt général.
3. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
4. Les recettes totales comprennent les contributions des bénéficiaires portées au crédit du Trésor du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime. En 1999-2000, les contributions gouvernementales des Territoires du Nord-Ouest comprenaient 2 410 882 \$ pour le Nunavut.
5. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 2**  
**Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, matière criminelle, dollars courants et dollars constants<sup>1</sup>**

Province ou territoire et année	Dollars courants		Dollars constants de 1992 <sup>2</sup>	
	Total	Par habitant <sup>3</sup>	Total	Par habitant <sup>3</sup>
	milliers de \$	\$	milliers de \$	\$
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>				
1998-1999	1 571	2,88	1 449 <sup>r</sup>	2,66
1999-2000	1 557	2,88	1 415 <sup>r</sup>	2,62 <sup>r</sup>
2000-2001	1 546	2,87 <sup>r</sup>	1 365 <sup>r</sup>	2,54 <sup>r</sup>
2001-2002	1 687	3,16	1 473 <sup>r</sup>	2,76 <sup>r</sup>
2002-2003	1 672	3,15	1 425	2,68
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>				
1998-1999	248	1,81	234 <sup>r</sup>	1,71 <sup>r</sup>
1999-2000	254	1,84 <sup>r</sup>	237 <sup>r</sup>	1,72 <sup>r</sup>
2000-2001	262	1,89 <sup>r</sup>	235 <sup>r</sup>	1,70 <sup>r</sup>
2001-2002	321	2,31	280 <sup>r</sup>	2,02 <sup>r</sup>
2002-2003	325	2,32	276	1,97
<b>Nouvelle-Écosse</b>				
1998-1999	2 858	3,05	2 634 <sup>r</sup>	2,81 <sup>r</sup>
1999-2000	2 831	3,01	2 567 <sup>r</sup>	2,73 <sup>r</sup>
2000-2001	2 808	2,98	2 459 <sup>r</sup>	2,61
2001-2002	3 039	3,22	2 613 <sup>r</sup>	2,77 <sup>r</sup>
2002-2003	3 013	3,19	2 515	2,66
<b>Nouveau-Brunswick<sup>4</sup></b>				
1998-1999	1 327	1,76	1 234 <sup>r</sup>	1,64 <sup>r</sup>
1999-2000	1 363	1,80 <sup>r</sup>	1 248 <sup>r</sup>	1,65 <sup>r</sup>
2000-2001	1 401	1,85	1 242 <sup>r</sup>	1,64 <sup>r</sup>
2001-2002	1 724	2,28	1 503 <sup>r</sup>	1,99 <sup>r</sup>
2002-2003	1 750	2,31	1 476	1,95
<b>Québec</b>				
1998-1999	16 396	2,24	15 410 <sup>r</sup>	2,10 <sup>r</sup>
1999-2000	16 535	2,25	15 310 <sup>r</sup>	2,08 <sup>r</sup>
2000-2001	16 683	2,26	15 084 <sup>r</sup>	2,04 <sup>r</sup>
2001-2002	19 350	2,61	17 094 <sup>r</sup>	2,30 <sup>r</sup>
2002-2003	19 449	2,61	16 839	2,26
<b>Ontario</b>				
1998-1999	36 438	3,20	33 460 <sup>r</sup>	2,94 <sup>r</sup>
1999-2000	36 066	3,13	32 492 <sup>r</sup>	2,82 <sup>r</sup>
2000-2001	35 725	3,05 <sup>r</sup>	31 283 <sup>r</sup>	2,67
2001-2002	38 512	3,24	32 720 <sup>r</sup>	2,75 <sup>r</sup>
2002-2003	38 268	3,17	31 863	2,64
<b>Manitoba</b>				
1998-1999	3 154	2,77	2 791 <sup>r</sup>	2,45 <sup>r</sup>
1999-2000	3 145	2,75	2 730 <sup>r</sup>	2,39 <sup>r</sup>
2000-2001	3 135	2,73 <sup>r</sup>	2 655 <sup>r</sup>	2,32 <sup>r</sup>
2001-2002	3 463	3,01	2 857 <sup>r</sup>	2,49 <sup>r</sup>
2002-2003	3 447	3,00	2 800	2,43
<b>Saskatchewan</b>				
1998-1999	2 465	2,41 <sup>r</sup>	2 205 <sup>r</sup>	2,15 <sup>r</sup>
1999-2000	2 480	2,42	2 181 <sup>r</sup>	2,13 <sup>r</sup>
2000-2001	2 490	2,44	2 134 <sup>r</sup>	2,09 <sup>r</sup>
2001-2002	2 831	2,78 <sup>r</sup>	2 353 <sup>r</sup>	2,31 <sup>r</sup>
2002-2003	2 832	2,80	2 289	2,26
<b>Alberta</b>				
1998-1999	6 441	2,22	5 818 <sup>r</sup>	2,00 <sup>r</sup>
1999-2000	6 544	2,21	5 771 <sup>r</sup>	1,95 <sup>r</sup>
2000-2001	6 630	2,20	5 647 <sup>r</sup>	1,88 <sup>r</sup>
2001-2002	7 752	2,53	6 455 <sup>r</sup>	2,11 <sup>r</sup>
2002-2003	7 830	2,51	6 304	2,02

**Tableau 2**  
**Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, matière criminelle, dollars courants et dollars constants<sup>1</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Dollars courants		Dollars constants de 1992 <sup>2</sup>	
	Total	Par habitant <sup>3</sup>	Total	Par habitant <sup>3</sup>
	milliers de \$	\$	milliers de \$	\$
<b>Colombie-Britannique</b>				
1998-1999	<b>8 929</b>	2,23	<b>8 117<sup>r</sup></b>	2,03 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>9 052</b>	2,25	<b>8 140</b>	2,02
2000-2001	<b>9 148</b>	2,25	<b>8 074<sup>r</sup></b>	1,99 <sup>r</sup>
2001-2002	<b>10 648</b>	2,60	<b>9 243<sup>r</sup></b>	2,25 <sup>r</sup>
2002-2003	<b>10 742</b>	2,59	<b>9 111</b>	2,20
<b>Territoire du Yukon</b>				
1998-1999	<b>427</b>	13,56 <sup>r</sup>	<b>385<sup>r</sup></b>	12,21 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>427</b>	13,69 <sup>r</sup>	<b>381<sup>r</sup></b>	12,21 <sup>r</sup>
2000-2001	<b>427</b>	13,95	<b>373<sup>r</sup></b>	12,18 <sup>r</sup>
2001-2002	<b>527</b>	17,45 <sup>r</sup>	<b>451</b>	14,93 <sup>r</sup>
2002-2003	<b>527</b>	17,57	<b>448</b>	14,92
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>5</sup></b>				
1998-1999	<b>1 658</b>	24,56	<b>1 532<sup>r</sup></b>	22,70 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>1 040</b>	25,37	<b>952<sup>r</sup></b>	23,21 <sup>r</sup>
2000-2001	<b>1 200</b>	29,34	<b>1 079<sup>r</sup></b>	26,38 <sup>r</sup>
2001-2002	<b>1 423</b>	34,54 <sup>r</sup>	<b>1 259<sup>r</sup></b>	30,57 <sup>r</sup>
2002-2003	<b>1 423</b>	34,37	<b>1 224</b>	29,55
<b>Nunavut<sup>5</sup></b>				
1998-1999	...	...	...	...
1999-2000	<b>874</b>	32,49	...	...
2000-2001	<b>931</b>	33,85 <sup>r</sup>	...	...
2001-2002	<b>1 108</b>	39,43 <sup>r</sup>	...	...
2002-2003	<b>1 108</b>	38,61	<b>1 108</b>	38,61
<b>Total</b>				
<b>1998-1999</b>	<b>81 912</b>	<b>2,71<sup>r</sup></b>	<b>75 270<sup>r</sup></b>	<b>2,49<sup>r</sup></b>
<b>1999-2000</b>	<b>82 168</b>	<b>2,69<sup>r</sup></b>	<b>73 424<sup>r</sup></b>	<b>2,41<sup>r</sup></b>
<b>2000-2001</b>	<b>82 386</b>	<b>2,68<sup>r</sup></b>	<b>71 628<sup>r</sup></b>	<b>2,33<sup>r</sup></b>
<b>2001-2002</b>	<b>92 385</b>	<b>2,97<sup>r</sup></b>	<b>78 302<sup>r</sup></b>	<b>2,52<sup>r</sup></b>
<b>2002-2003</b>	<b>92 386</b>	<b>2,94</b>	<b>77 679</b>	<b>2,47</b>

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Les chiffres des contributions fédérales à l'aide juridique en matière civile ne peuvent être établis par les données provenant de l'Enquête sur l'aide juridique puisque les fonds proviennent du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et les territoires sont chargés de distribuer les fonds reçus du gouvernement dans le cadre du TCSPS.
2. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, on a utilisé l'année de base 2002=100.
3. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations postcensitaires définitives pour 1998 et 1999; estimations postcensitaires mises à jour pour 2000 et 2001; et estimations postcensitaires provisoires pour 2002.
4. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
5. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 3**  
**Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants**

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 <sup>1</sup>		
	Total	Variation en %	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Variation en %	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
1998-1999	4 467	12	8,19	4 121 <sup>r</sup>	11	7,56
1999-2000	4 432	-1	8,19 <sup>r</sup>	4 029 <sup>r</sup>	-2	7,45 <sup>r</sup>
2000-2001	4 447	0	8,27 <sup>r</sup>	3 925 <sup>r</sup>	-3	7,30 <sup>r</sup>
2001-2002	4 724	6	8,85	4 126 <sup>r</sup>	5	7,73 <sup>r</sup>
2002-2003	..	..	..	..	..	..
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
1998-1999	313	2	2,29 <sup>r</sup>	295 <sup>r</sup>	4	2,16 <sup>r</sup>
1999-2000	456	46	3,31	425 <sup>r</sup>	44	3,08 <sup>r</sup>
2000-2001	391	-14	2,83	350 <sup>r</sup>	-18	2,53 <sup>r</sup>
2001-2002	423	8	3,05	369 <sup>r</sup>	5	2,66 <sup>r</sup>
2002-2003	441	4	3,15	375	2	2,68
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
1998-1999	7 878	4	8,42	7 261 <sup>r</sup>	3	7,76 <sup>r</sup>
1999-2000	8 776	11	9,32 <sup>r</sup>	7 956 <sup>r</sup>	10	8,45 <sup>r</sup>
2000-2001	9 349	7	9,92 <sup>r</sup>	8 187 <sup>r</sup>	3	8,69
2001-2002	9 597 <sup>r</sup>	3	10,18 <sup>r</sup>	8 252 <sup>r</sup>	1	8,75 <sup>r</sup>
2002-2003	10 479	9	11,09	8 747	6	9,26
<b>Nouveau-Brunswick<sup>3</sup></b>						
1998-1999	3 524	8	4,68	3 278 <sup>r</sup>	7	4,35 <sup>r</sup>
1999-2000	3 607	2	4,77 <sup>r</sup>	3 303 <sup>r</sup>	1	4,37 <sup>r</sup>
2000-2001	2 512 <sup>r</sup>	-30	3,32 <sup>r</sup>	2 227 <sup>r</sup>	-33	2,95 <sup>r</sup>
2001-2002	2 991 <sup>r</sup>	19	3,96 <sup>r</sup>	2 608 <sup>r</sup>	17	3,45 <sup>r</sup>
2002-2003	3 008	1	3,98	2 536	-3	3,35
<b>Québec</b>						
1998-1999	111 873	14	15,28	105 144 <sup>r</sup>	15	14,36 <sup>r</sup>
1999-2000	87 340	-22	11,88	80 870 <sup>r</sup>	-23	11,00 <sup>r</sup>
2000-2001	89 415 <sup>r</sup>	2	12,11 <sup>r</sup>	80 845 <sup>r</sup>	-0	10,95 <sup>r</sup>
2001-2002	97 383 <sup>r</sup>	9	13,13 <sup>r</sup>	86 027 <sup>r</sup>	6	11,60 <sup>r</sup>
2002-2003	97 738	0	13,11	84 622	-2	11,35
<b>Ontario</b>						
1998-1999	194 500	2	17,08	178 604 <sup>r</sup>	0	15,68 <sup>r</sup>
1999-2000	194 792	0	16,90 <sup>r</sup>	175 488 <sup>r</sup>	-2	15,22 <sup>r</sup>
2000-2001	171 126	-12	14,63 <sup>r</sup>	149 848 <sup>r</sup>	-15	12,81
2001-2002	197 317	15	16,59 <sup>r</sup>	167 644 <sup>r</sup>	12	14,09 <sup>r</sup>
2002-2003	198 501	1	16,45	165 280	-1	13,70
<b>Manitoba</b>						
1998-1999	9 850	0	8,66	8 717 <sup>r</sup>	-5	7,66 <sup>r</sup>
1999-2000	11 044	12	9,67	9 587 <sup>r</sup>	10	8,39 <sup>r</sup>
2000-2001	11 522	4	10,05	9 756 <sup>r</sup>	2	8,51 <sup>r</sup>
2001-2002	11 946	4	10,40 <sup>r</sup>	9 856 <sup>r</sup>	1	8,58 <sup>r</sup>
2002-2003	12 502	5	10,86	10 156	3	8,83
<b>Saskatchewan</b>						
1998-1999	7 360	6	7,18	6 583 <sup>r</sup>	2	6,42 <sup>r</sup>
1999-2000	8 084	10	7,88	7 110 <sup>r</sup>	8	6,93 <sup>r</sup>
2000-2001	8 407	4	8,23	7 204 <sup>r</sup>	1	7,05 <sup>r</sup>
2001-2002	8 335	-1	8,19 <sup>r</sup>	6 929 <sup>r</sup>	-4	6,81 <sup>r</sup>
2002-2003	9 083	9	8,98	7 737	12	7,65
<b>Alberta</b>						
1998-1999	16 100	0	5,54	14 544 <sup>r</sup>	-3	5,00 <sup>r</sup>
1999-2000	14 198	-12	4,80	12 520 <sup>r</sup>	-14	4,23 <sup>r</sup>
2000-2001	15 912	12	5,29	13 554 <sup>r</sup>	8	4,50 <sup>r</sup>
2001-2002	19 332	21	6,32 <sup>r</sup>	16 097 <sup>r</sup>	19	5,26 <sup>r</sup>
2002-2003	20 363	5	6,54	16 395	2	5,27

**Tableau 3**  
**Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants – fin**

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 <sup>1</sup>		
	Total	Variation en %	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Variation en %	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
<b>Colombie-Britannique<sup>4</sup></b>						
1998-1999	73 600	1	18,41	66 909 <sup>r</sup>	-2	16,74 <sup>r</sup>
1999-2000	74 100	1	18,39 <sup>r</sup>	66 637	0	16,54
2000-2001	75 123	1	18,50 <sup>r</sup>	66 305 <sup>r</sup>	0	16,33 <sup>r</sup>
2001-2002	83 798	12	20,43 <sup>r</sup>	72 741 <sup>r</sup>	10	17,73 <sup>r</sup>
2002-2003	57 492	-31	13,88	48 763	-33	11,77
<b>Territoire du Yukon</b>						
1998-1999	504	17	16,00 <sup>r</sup>	454 <sup>r</sup>	14	14,41 <sup>r</sup>
1999-2000	828	64	26,54 <sup>r</sup>	739 <sup>r</sup>	63	23,67 <sup>r</sup>
2000-2001	929	12	30,36	811 <sup>r</sup>	10	26,49 <sup>r</sup>
2001-2002	829	-11	27,45 <sup>r</sup>	709	-13	23,48 <sup>r</sup>
2002-2003	729	-12	24,30	619	-13	20,65
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>5</sup></b>						
1998-1999	3 124	-7	46,28	2 887 <sup>r</sup>	-8	42,77 <sup>r</sup>
1999-2000	3 521	13	85,88	3 221 <sup>r</sup>	12	78,57 <sup>r</sup>
2000-2001	2 199	-38	53,77	1 978 <sup>r</sup>	-39	48,35 <sup>r</sup>
2001-2002	2 177	-1	52,84 <sup>r</sup>	1 927 <sup>r</sup>	-3	46,76 <sup>r</sup>
2002-2003	2 246	3	54,25	1 931	0	46,65
<b>Nunavut<sup>5</sup></b>						
1998-1999	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	...	...	...
2000-2001	3 347	..	121,71 <sup>r</sup>	...	...	...
2001-2002	3 365	1	119,75 <sup>r</sup>	...	...	...
2002-2003	3 357	0	116,97	3 357	..	116,97
<b>Total</b>						
1998-1999	433 093	5	14,32 <sup>r</sup>	398 797 <sup>r</sup>	3	13,18 <sup>r</sup>
1999-2000	411 178	-5	13,48 <sup>r</sup>	371 886 <sup>r</sup>	-7	12,19 <sup>r</sup>
2000-2001	394 679 <sup>r</sup>	-4	12,82 <sup>r</sup>	344 988 <sup>r</sup>	-7	11,20 <sup>r</sup>
2001-2002	442 217 <sup>r</sup>	12	14,21 <sup>r</sup>	377 284 <sup>r</sup>	9	12,13 <sup>r</sup>
2002-2003	415 939	-6	13,24	350 518	-7	11,16

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, on a utilisé l'année de base 2002=100.

2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations postcensitaires définitives pour 1998 et 1999; estimations postcensitaires mises à jour pour 2000 et 2001; et estimations postcensitaires provisoires pour 2002.

3. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

4. Les chiffres de la Colombie-Britannique n'incluent pas les honoraires et débours versés pour les causes d'aide juridique importantes et les causes Rowbotham (environ 3 000 000 \$) financées directement par le gouvernement provincial.

5. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 4**  
**Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants**

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 <sup>1</sup>		
	Total	Variation en %	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Variation en %	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
1998-1999	<b>5 674</b>	3	10,41 <sup>r</sup>	<b>5 234<sup>r</sup></b>	2	9,60 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>5 900<sup>r</sup></b>	4	10,91 <sup>r</sup>	<b>5 364<sup>r</sup></b>	2	9,92 <sup>r</sup>
2000-2001	<b>7 608<sup>r</sup></b>	29	14,14 <sup>r</sup>	<b>6 715<sup>r</sup></b>	25	12,48 <sup>r</sup>
2001-2002	..	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	..
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
1998-1999	<b>595</b>	10	4,35 <sup>r</sup>	<b>561<sup>r</sup></b>	11	4,10 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>695</b>	17	5,04 <sup>r</sup>	<b>648<sup>r</sup></b>	15	4,70 <sup>r</sup>
2000-2001	<b>736</b>	6	5,32 <sup>r</sup>	<b>659<sup>r</sup></b>	2	4,76 <sup>r</sup>
2001-2002	<b>777</b>	6	5,59 <sup>r</sup>	<b>678<sup>r</sup></b>	3	4,88 <sup>r</sup>
2002-2003	<b>853</b>	10	6,10	<b>725</b>	7	5,18
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
1998-1999	<b>10 965</b>	8	11,71	<b>10 106<sup>r</sup></b>	7	10,80 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>11 117</b>	1	11,81 <sup>r</sup>	<b>10 079<sup>r</sup></b>	0	10,71 <sup>r</sup>
2000-2001	<b>11 031</b>	-1	11,71 <sup>r</sup>	<b>9 659<sup>r</sup></b>	-4	10,25
2001-2002	<b>12 993</b>	18	13,78	<b>11 172<sup>r</sup></b>	16	11,85 <sup>r</sup>
2002-2003	<b>13 178</b>	1	13,95	<b>11 000</b>	-2	11,64
<b>Nouveau-Brunswick<sup>3</sup></b>						
1998-1999	<b>4 038</b>	14	5,36	<b>3 756<sup>r</sup></b>	14	4,99 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>4 087</b>	1	5,41 <sup>r</sup>	<b>3 743<sup>r</sup></b>	0	4,95 <sup>r</sup>
2000-2001	<b>4 104</b>	0	5,43	<b>3 638<sup>r</sup></b>	-3	4,82 <sup>r</sup>
2001-2002	<b>5 437</b>	32	7,19 <sup>r</sup>	<b>4 740<sup>r</sup></b>	30	6,27 <sup>r</sup>
2002-2003	<b>4 849</b>	-11	6,41	<b>4 089</b>	-14	5,40
<b>Québec</b>						
1998-1999	<b>121 180</b>	11	16,55	<b>113 891<sup>r</sup></b>	12	15,55 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>101 943</b>	-16	13,87	<b>94 392<sup>r</sup></b>	-17	12,84 <sup>r</sup>
2000-2001	<b>103 208</b>	1	13,98 <sup>r</sup>	<b>93 316<sup>r</sup></b>	-1	12,64 <sup>r</sup>
2001-2002	<b>118 196</b>	15	15,93 <sup>r</sup>	<b>104 413<sup>r</sup></b>	12	14,08 <sup>r</sup>
2002-2003	<b>122 882</b>	4	16,48	<b>106 391</b>	2	14,27
<b>Ontario</b>						
1998-1999	<b>217 208</b>	16	19,07 <sup>r</sup>	<b>199 456<sup>r</sup></b>	15	17,52 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>223 608</b>	3	19,40 <sup>r</sup>	<b>201 449<sup>r</sup></b>	1	17,47 <sup>r</sup>
2000-2001	<b>241 835</b>	8	20,67 <sup>r</sup>	<b>211 764<sup>r</sup></b>	5	18,10 <sup>r</sup>
2001-2002	<b>293 516</b>	21	24,68 <sup>r</sup>	<b>249 376<sup>r</sup></b>	18	20,96 <sup>r</sup>
2002-2003	<b>291 704</b>	-1	24,17	<b>242 884</b>	-3	20,13
<b>Manitoba</b>						
1998-1999	<b>15 160</b>	-4	13,32	<b>13 416<sup>r</sup></b>	-9	11,79 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>17 637</b>	16	15,44	<b>15 310<sup>r</sup></b>	14	13,40 <sup>r</sup>
2000-2001	<b>18 095</b>	3	15,78 <sup>r</sup>	<b>15 322<sup>r</sup></b>	0	13,37 <sup>r</sup>
2001-2002	<b>19 534</b>	8	17,00 <sup>r</sup>	<b>16 117<sup>r</sup></b>	5	14,03 <sup>r</sup>
2002-2003	<b>18 906</b>	-3	16,43	<b>15 358</b>	-5	13,35
<b>Saskatchewan</b>						
1998-1999	<b>10 111</b>	6	9,87 <sup>r</sup>	<b>9 044<sup>r</sup></b>	2	8,82 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>10 616</b>	5	10,35	<b>9 337<sup>r</sup></b>	3	9,10 <sup>r</sup>
2000-2001	<b>10 989</b>	4	10,75	<b>9 416<sup>r</sup></b>	1	9,21 <sup>r</sup>
2001-2002	<b>11 904</b>	8	11,70 <sup>r</sup>	<b>9 895<sup>r</sup></b>	5	9,73 <sup>r</sup>
2002-2003	<b>12 239</b>	3	12,10	<b>9 894</b>	0	9,78
<b>Alberta</b>						
1998-1999	<b>22 903</b>	3	7,88	<b>20 689<sup>r</sup></b>	-1	7,12 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>26 142</b>	14	8,83	<b>23 053<sup>r</sup></b>	11	7,79 <sup>r</sup>
2000-2001	<b>27 215</b>	4	9,04	<b>23 181<sup>r</sup></b>	1	7,70 <sup>r</sup>
2001-2002	<b>32 438</b>	19	10,60 <sup>r</sup>	<b>27 009<sup>r</sup></b>	17	8,83 <sup>r</sup>
2002-2003	<b>36 670</b>	13	11,78	<b>29 525</b>	9	9,48



**Tableau 4**  
**Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants – fin**

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 <sup>1</sup>		
	Total	Variation en %	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Variation en %	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
<b>Colombie-Britannique</b>						
1998-1999	<b>80 335</b>	-6	20,10 <sup>r</sup>	<b>73 032<sup>r</sup></b>	-8	18,27 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>83 650</b>	4	20,77	<b>75 225</b>	3	18,67 <sup>r</sup>
2000-2001	<b>87 515</b>	5	21,55 <sup>r</sup>	<b>77 242<sup>r</sup></b>	3	19,02 <sup>r</sup>
2001-2002	<b>89 966</b>	3	21,93 <sup>r</sup>	<b>78 095<sup>r</sup></b>	1	19,04 <sup>r</sup>
2002-2003	<b>71 353</b>	-21	17,23	<b>60 520</b>	-23	14,61
<b>Territoire du Yukon</b>						
1998-1999	<b>1 033</b>	17	32,79 <sup>r</sup>	<b>931<sup>r</sup></b>	13	29,54 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>1 245</b>	21	39,90 <sup>r</sup>	<b>1 111<sup>r</sup></b>	19	35,60 <sup>r</sup>
2000-2001	<b>1 032</b>	-17	33,73	<b>901<sup>r</sup></b>	-19	29,43 <sup>r</sup>
2001-2002	<b>1 111</b>	8	36,79 <sup>r</sup>	<b>950<sup>r</sup></b>	6	31,47 <sup>r</sup>
2002-2003	<b>1 281</b>	15	42,70	<b>1 088<sup>1</sup></b>	5	36,28
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>4,5</sup></b>						
1998-1999	<b>5 207</b>	-4	77,14	<b>4 812<sup>r</sup></b>	-4	71,29 <sup>r</sup>
1999-2000	<b>6 366</b>	22	155,27 <sup>r</sup>	<b>5 824<sup>r</sup></b>	21	142,06 <sup>r</sup>
2000-2001	<b>3 511</b>	-45	85,84	<b>3 157<sup>r</sup></b>	-46	77,20 <sup>r</sup>
2001-2002	<b>3 747</b>	7	90,95 <sup>r</sup>	<b>3 316<sup>r</sup></b>	5	80,48 <sup>r</sup>
2002-2003	<b>3 767</b>	1	90,99	<b>3 239</b>	-2	78,24
<b>Nunavut<sup>5</sup></b>						
1998-1999	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	...	...	...
2000-2001	<b>2 836</b>	..	103,13 <sup>r</sup>	...	...	...
2001-2002	<b>3 499</b>	23	124,52 <sup>r</sup>	...	...	...
2002-2003	<b>3 920</b>	12	136,59	<b>3 920</b>	..	136,59
<b>Total</b>						
<b>1998-1999</b>	<b>494 409</b>	<b>9</b>	<b>16,35<sup>r</sup></b>	<b>454 929<sup>r</sup></b>	<b>7</b>	<b>15,04<sup>r</sup></b>
<b>1999-2000</b>	<b>493 006<sup>r</sup></b>	<b>0</b>	<b>16,16<sup>r</sup></b>	<b>445 533<sup>r</sup></b>	<b>-2</b>	<b>14,61<sup>r</sup></b>
<b>2000-2001</b>	<b>519 715<sup>r</sup></b>	<b>5</b>	<b>16,88<sup>r</sup></b>	<b>454 972<sup>r</sup></b>	<b>2</b>	<b>14,78<sup>r</sup></b>
<b>2001-2002</b>	<b>593 118</b>	<b>14</b>	<b>19,06<sup>r</sup></b>	<b>505 763<sup>r</sup></b>	<b>11</b>	<b>16,26<sup>r</sup></b>
<b>2002-2003</b>	<b>581 602</b>	<b>-2</b>	<b>18,51</b>	<b>488 633</b>	<b>-3</b>	<b>15,55</b>

. indisponible pour toute période de référence

... indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié<sup>e</sup> estimé

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, on a utilisé l'année de base 2002=100.

2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant viennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations postcensitaires définitives pour 1998 et 1999; estimations postcensitaires mises à jour pour 2000 et 2001; et estimations postcensitaires provisoires pour 2002.

3. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

4. Les dépenses totales engagées par le régime d'aide juridique des Territoires du Nord-Ouest comprenaient 2 651 402 \$ pour les dépenses du Nunavut en 1999-2000.

5. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 5**  
**Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense<sup>1</sup>**

Province ou territoire et année	Total	Dépenses directes au chapitre des services juridiques				Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
		Affaires criminelles		Affaires civiles		milliers de \$	%	milliers de \$	%
	milliers de \$	%	milliers de \$	%					
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>									
1998-1999	<b>5 674</b>	3 489	61	2 185	39	0	0	0	0
1999-2000	<b>5 900<sup>r</sup></b>	3 325 <sup>r</sup>	56	1 918 <sup>r</sup>	33	623 <sup>r</sup>	11	34 <sup>r</sup>	1
2000-2001	<b>7 608<sup>r</sup></b>	4 166 <sup>r</sup>	55	2 289 <sup>r</sup>	30	1 153 <sup>r</sup>	15	0 <sup>r</sup>	0
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>									
1998-1999	<b>595</b>	380	64	129	22	...	...	86	14
1999-2000	<b>695</b>	492	71	118	17	...	...	85	12
2000-2001	<b>736</b>	525	71	130	18	...	...	81	11
2001-2002	<b>777</b>	547	70	229	29	...	...	...	...
2002-2003	<b>853</b>	564	66	289	34	...	...	...	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>									
1998-1999	<b>10 965</b>	5 291	48	4 950	45	717	7	7	0
1999-2000	<b>11 117</b>	5 454	49	4 768	43	895	8	0	0
2000-2001	<b>11 031</b>	5 491	50	4 629	42	888	8	23	0
2001-2002	<b>12 993</b>	6 164	47	5 198	40	1 366	11	265	2
2002-2003	<b>13 178</b>	6 522	49	5 337	40	1 227	9	92	1
<b>Nouveau-Brunswick<sup>2</sup></b>									
1998-1999	<b>4 038</b>	1 936	48	1 341	33	761	19	0	0
1999-2000	<b>4 087</b>	1 992	49	1 370	34	725	18	0	0
2000-2001	<b>4 104</b>	1 884	46	1 618	39	592	14	9	0
2001-2002	<b>5 437</b>	2 433	45	1 243	23	655	12	1 107	20
2002-2003	<b>4 849</b>	2 461	51	1 597	33	765	16	26	1
<b>Québec</b>									
1998-1999	<b>121 180</b>	32 749 <sup>e</sup>	27	58 410 <sup>e</sup>	48	29 155 <sup>e</sup>	24	866	1
1999-2000	<b>101 943</b>	32 326 <sup>e</sup>	32	59 692 <sup>e</sup>	59	9 175 <sup>e</sup>	9	750	1
2000-2001	<b>103 208</b>	33 179 <sup>e</sup>	32	59 724 <sup>e</sup>	58	9 457 <sup>e</sup>	9	848	1
2001-2002	<b>118 196</b>	40 949 <sup>e</sup>	35	66 914 <sup>e</sup>	57	9 450 <sup>e</sup>	8	883	1
2002-2003	<b>122 882</b>	42 743 <sup>e</sup>	35	69 201 <sup>e</sup>	56	10 069 <sup>e</sup>	8	869	1
<b>Ontario</b>									
1998-1999	<b>217 208</b>	77 988	36	98 434	45	34 629	16	6 157	3
1999-2000	<b>223 608</b>	82 881	37	90 674	41	41 013	18	9 040	4
2000-2001	<b>241 835</b>	84 254	35	103 639	43	43 951	18	9 991	4
2001-2002	<b>293 516</b>	97 336	33	122 709	42	60 236	21	13 235	5
2002-2003	<b>291 704</b>	98 957	34	131 972	45	56 374	19	4 401	2
<b>Manitoba</b>									
1998-1999	<b>15 160</b>	5 558	37	6 983	46	2 194	14	425	3
1999-2000	<b>17 637</b>	6 346	36	7 343	42	3 414	19	534	3
2000-2001	<b>18 095</b>	8 961	50	5 227	29	3 418	19	489	3
2001-2002	<b>19 534</b>	8 399	43	6 948	36	3 663	19	524	3
2002-2003	<b>18 906</b>	8 310	44	7 201	38	2 659	14	736	4
<b>Saskatchewan</b>									
1998-1999	<b>10 111</b>	5 788	57	3 442	34	881	9	...	...
1999-2000	<b>10 616</b>	6 294	59	3 415	32	907	9	...	...
2000-2001	<b>10 989</b>	6 497	59	3 319	30	1 173	11	...	...
2001-2002	<b>11 904</b>	7 444	63	3 581	30	758	6	121	1
2002-2003	<b>12 239</b>	7 754	63	3 608	29	830	7	47	0
<b>Alberta</b>									
1998-1999	<b>22 903</b>	12 926	56	6 931	30	3 046	13	...	...
1999-2000	<b>26 142</b>	13 911	53	9 008	34	3 223	12	...	...
2000-2001	<b>27 215</b>	15 510	57	8 353	31	3 352	12	...	...
2001-2002	<b>32 438</b>	16 998	52	12 012	37	3 267	10	161	0
2002-2003	<b>36 670</b>	19 402	53	13 481	37	3 613	10	174	0

**Tableau 5**  
**Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense<sup>1</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Total	Dépenses directes au chapitre des services juridiques				Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
		Affaires criminelles		Affaires civiles		milliers de \$	%	milliers de \$	%
	milliers de \$	%	milliers de \$	%					
<b>Colombie-Britannique</b>									
1998-1999	<b>80 335</b>	30 278	38	42 015	52	6 387	8	1 655	2
1999-2000	<b>83 650</b>	31 434	38	43 278	52	7 225	9	1 713	2
2000-2001	<b>87 515</b>	32 113	37	45 807	52	7 651	9	1 944	2
2001-2002	<b>89 966</b>	33 024	37	46 837	52	7 436	8	2 669	3
2002-2003	<b>71 353</b>	32 759	46	29 772	42	6 566	9	2 256	3
<b>Territoire du Yukon</b>									
1998-1999	<b>1 033</b>	663	64	133	13	237	23	0	0
1999-2000	<b>1 245</b>	718	58	223	18	304	24	0	0
2000-2001	<b>1 032</b>	624	60	161	16	247	24	0	0
2001-2002	<b>1 111</b>	603	54	257	23	251	23	0	0
2002-2003	<b>1 281</b>	723	56	296	23	262	20	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>3,4</sup></b>									
1998-1999	<b>5 207</b>	782	15	713	14	2 134	41	1 578	30
1999-2000	<b>6 366</b>	471	7	640	10	1 007	16	4 247	67
2000-2001	<b>3 511</b>	479	14	631	18	544	15	1 857	53
2001-2002	<b>3 747</b>	399	11	694	19	691	18	1 962	52
2002-2003	<b>3 767</b>	..	..	..	..	572	15	47	1
<b>Nunavut<sup>4</sup></b>									
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	<b>2 836</b>	178	6	35	1	1 530	54	1 093	39
2001-2002	<b>3 499</b>	869	25	296	8	802	23	1 532	44
2002-2003	<b>3 920</b>	1 536	39	893	23	1 133	29	358	9
<b>Total</b>									
<b>1998-1999</b>	<b>494 409<sup>r</sup></b>	<b>177 828</b>	<b>36</b>	<b>225 666</b>	<b>46</b>	<b>80 141</b>	<b>16</b>	<b>10 774</b>	<b>2</b>
<b>1999-2000</b>	<b>493 006<sup>r</sup></b>	<b>185 644<sup>r</sup></b>	<b>38</b>	<b>222 447<sup>r</sup></b>	<b>45</b>	<b>68 511<sup>r</sup></b>	<b>14</b>	<b>16 403<sup>r</sup></b>	<b>3</b>
<b>2000-2001</b>	<b>519 715<sup>r</sup></b>	<b>193 861<sup>r</sup></b>	<b>37</b>	<b>235 562<sup>r</sup></b>	<b>45</b>	<b>73 956<sup>r</sup></b>	<b>14</b>	<b>16 335<sup>r</sup></b>	<b>3</b>
<b>2001-2002</b>	<b>593 118</b>	<b>215 165</b>	<b>36</b>	<b>266 918</b>	<b>45</b>	<b>88 575</b>	<b>15</b>	<b>22 459</b>	<b>4</b>
<b>2002-2003</b>	<b>581 602</b>	..	..	..	..	<b>84 070</b>	<b>14</b>	<b>9 006</b>	<b>2</b>

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

3. Les dépenses totales engagées par le régime d'aide juridique des Territoires du Nord-Ouest comprenaient 2 651 402 \$ pour les dépenses du Nunavut en 1999-2000. Pour la première fois, en 2002-2003, les dépenses directes relatives aux employés offrant des services juridiques dans les Territoires du Nord-Ouest ont été incluses dans les dépenses directes au chapitre des services juridiques plutôt que dans les autres dépenses de programme. La ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

4. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 6**  
**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques<sup>1</sup>**

Province ou territoire et année	Dépenses directes au chapitre des services juridiques						
	Total	Dépenses directes totales	% du total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
				% des dépenses directes totales	% des dépenses directes totales	milliers de \$	%
milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>							
1998-1999	<b>5 674</b>	5 674	100	3 489	61	2 185	39
1999-2000	<b>5 900<sup>r</sup></b>	5 243 <sup>r</sup>	89	3 325 <sup>r</sup>	63	1 918 <sup>r</sup>	37
2000-2001	<b>7 608<sup>r</sup></b>	6 455 <sup>r</sup>	85	4 166 <sup>r</sup>	65	2 289 <sup>r</sup>	35
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	..	..
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>							
1998-1999	<b>595</b>	509	86	380	75	129	25
1999-2000	<b>695</b>	610	88	492	81	118	19
2000-2001	<b>736</b>	655	89	525	80	130	20
2001-2002	<b>777</b>	776	100	547	70	229	30
2002-2003	<b>853</b>	853	100	564	66	289	34
<b>Nouvelle-Écosse</b>							
1998-1999	<b>10 965</b>	10 241	93	5 291	52	4 950	48
1999-2000	<b>11 117</b>	10 222	92	5 454	53	4 768	47
2000-2001	<b>11 031</b>	10 120	92	5 491	54	4 629	46
2001-2002	<b>12 993</b>	11 362	87	6 164	54	5 198	46
2002-2003	<b>13 178</b>	11 859	90	6 522	55	5 337	45
<b>Nouveau-Brunswick<sup>2</sup></b>							
1998-1999	<b>4 038</b>	3 277	81	1 936	59	1 341	41
1999-2000	<b>4 087</b>	3 362	82	1 992	59	1 370	41
2000-2001	<b>4 104</b>	3 502	85	1 884	54	1 618	46
2001-2002	<b>5 437</b>	3 675	68	2 433	66	1 243	34
2002-2003	<b>4 849</b>	4 058	84	2 461	61	1 597	39
<b>Québec</b>							
1998-1999	<b>121 180</b>	91 159 <sup>e</sup>	75	32 749 <sup>e</sup>	36	58 410 <sup>e</sup>	64
1999-2000	<b>101 943</b>	92 018 <sup>e</sup>	90	32 326 <sup>e</sup>	35	59 692 <sup>e</sup>	65
2000-2001	<b>103 208</b>	92 903 <sup>e</sup>	90	33 179 <sup>e</sup>	36	59 724 <sup>e</sup>	64
2001-2002	<b>118 196</b>	107 863 <sup>e</sup>	91	40 949 <sup>e</sup>	38	66 914 <sup>e</sup>	62
2002-2003	<b>122 882</b>	111 944 <sup>e</sup>	91	42 743 <sup>e</sup>	38	69 201 <sup>e</sup>	62
<b>Ontario</b>							
1998-1999	<b>217 208</b>	176 422	81	77 988	44	98 434	56
1999-2000	<b>223 608</b>	173 555	78	82 881	48	90 674	52
2000-2001	<b>241 835</b>	187 893	78	84 254	45	103 639	55
2001-2002	<b>293 516</b>	220 045	75	97 336	44	122 709	56
2002-2003	<b>291 704</b>	230 929	79	98 957	43	131 972	57
<b>Manitoba</b>							
1998-1999	<b>15 160</b>	12 541	83	5 558	44	6 983	56
1999-2000	<b>17 637</b>	13 689	78	6 346	46	7 343	54
2000-2001	<b>18 095</b>	14 188	78	8 961	63	5 227	37
2001-2002	<b>19 534</b>	15 347	79	8 399	55	6 948	45
2002-2003	<b>18 906</b>	15 511	82	8 310	54	7 201	46
<b>Saskatchewan</b>							
1998-1999	<b>10 111</b>	9 230	91	5 788	63	3 442	37
1999-2000	<b>10 616</b>	9 709	91	6 294	65	3 415	35
2000-2001	<b>10 989</b>	9 816	89	6 497	66	3 319	34
2001-2002	<b>11 904</b>	11 025	93	7 444	68	3 581	32
2002-2003	<b>12 239</b>	11 362	93	7 754	68	3 608	32

**Tableau 6**  
**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques<sup>1</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Dépenses directes au chapitre des services juridiques						
	Total	Dépenses directes totales	% du total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
				% des dépenses directes totales	% des dépenses directes totales	% des dépenses directes totales	% des dépenses directes totales
milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
<b>Alberta</b>							
1998-1999	22 903	19 857	87	12 926	65	6 931	35
1999-2000	26 142	22 919	88	13 911	61	9 008	39
2000-2001	27 215	23 863	88	15 510	65	8 353	35
2001-2002	32 438	29 010	89	16 998	59	12 012	41
2002-2003	36 670	32 883	90	19 402	59	13 481	41
<b>Colombie-Britannique</b>							
1998-1999	80 335	72 293	90	30 278	42	42 015	58
1999-2000	83 650	74 712	89	31 434	42	43 278	58
2000-2001	87 515	77 920	89	32 113	41	45 807	59
2001-2002	89 966	79 861	89	33 024	41	46 837	59
2002-2003	71 353	62 531	88	32 759	52	29 772	48
<b>Territoire du Yukon</b>							
1998-1999	1 033	796	77	663	83	133	17
1999-2000	1 245	941	76	718	76	223	24
2000-2001	1 032	785	76	624	79	161	21
2001-2002	1 111	860	77	603	70	257	30
2002-2003	1 281	1 019	80	723	71	296	29
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>3,4</sup></b>							
1998-1999	5 207	1 495	29	782	52	713	48
1999-2000	6 366	1 112	17	471	42	640	58
2000-2001	3 511	1 110	32	479	43	631	57
2001-2002	3 747	1 093	29	399	37	694	63
2002-2003	3 767	3 148	84	..	..	..	..
<b>Nunavut<sup>4</sup></b>							
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	2 836	213	8	178	84	35	16
2001-2002	3 499	1 165	33	869	75	296	25
2002-2003	3 920	2 429	62	1 536	63	893	37
<b>Total</b>							
1998-1999	494 409 <sup>r</sup>	403 494	82	177 828	44	225 666	56
1999-2000	493 006 <sup>r</sup>	408 092 <sup>r</sup>	83	185 644 <sup>r</sup>	45	222 447 <sup>r</sup>	55
2000-2001	519 715 <sup>r</sup>	429 423 <sup>r</sup>	83	193 861 <sup>r</sup>	45	235 562 <sup>r</sup>	55
2001-2002	593 118	482 082	81	215 165	45	266 918	55
2002-2003	581 602	488 526	84	..	..	..	..

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

3. Les dépenses totales engagées par le régime d'aide juridique des Territoires du Nord-Ouest comprenaient 2 651 402 \$ pour les dépenses du Nunavut en 1999-2000. Pour la première fois, en 2002-2003, les dépenses directes relatives aux employés offrant des services juridiques dans les Territoires du Nord-Ouest sont incluses dans les dépenses directes au chapitre des services juridiques plutôt que dans les autres dépenses de programme. La ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

4. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 7**  
**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire<sup>1</sup>**

Province ou territoire et année	Total					Affaires criminelles					Affaires civiles				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privé	
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>															
1998-1999	5 674	5 537	98	137	2	3 489	3 378	97	111	3	2 185	2 159	99	26	1
1999-2000	5 243 <sup>r</sup>	5 041 <sup>r</sup>	96	202 <sup>r</sup>	4	3 325 <sup>r</sup>	3 146 <sup>r</sup>	95	179 <sup>r</sup>	5	1 918 <sup>r</sup>	1 895 <sup>r</sup>	99	23 <sup>r</sup>	1
2000-2001	6 455 <sup>r</sup>	6 098 <sup>r</sup>	94	357 <sup>r</sup>	6	4 166 <sup>r</sup>	3 827 <sup>r</sup>	92	339 <sup>r</sup>	8	2 289 <sup>r</sup>	2 271 <sup>r</sup>	99	18 <sup>r</sup>	1
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>															
1998-1999	509	441	87	68	13	380	333	88	47	12	129	108	84	21	16
1999-2000	610	516	85	94	15	492	435	88	57	12	118	81	69	37	31
2000-2001	655	543	83	112	17	525	452	86	73	14	130	91	70	39	30
2001-2002	776	563	73	213	27	547	473	86	74	14	229	90	39	139	61
2002-2003	853	558	65	295	35	564	457	81	107	19	289	101	35	188	65
<b>Nouvelle-Écosse</b>															
1998-1999	10 241	8 183	80	2 058	20	5 291	4 395	83	896	17	4 950	3 788	77	1 162	23
1999-2000	10 222	8 292	81	1 930	19	5 454	4 508	83	946	17	4 768	3 784	79	984	21
2000-2001	10 120	8 351	83	1 769	17	5 491	4 634	84	857	16	4 629	3 717	80	912	20
2001-2002	11 362	9 266	82	2 096	18	6 164	5 121	83	1 043	17	5 198	4 145	80	1 053	20
2002-2003	11 859	9 627	81	2 232	19	6 522	5 349	82	1 173	18	5 337	4 278	80	1 059	20
<b>Nouveau-Brunswick<sup>2</sup></b>															
1998-1999	3 277	1 029	31	2 248	69	1 936	0	0	1 936	100	1 341	1 029	77	312	23
1999-2000	3 362	1 068	32	2 294	68	1 992	0	0	1 992	100	1 370	1 067	78	303	22
2000-2001	3 502	1 299	37	2 203	63	1 884	0	0	1 884	100	1 618	1 299	80	319	20
2001-2002	3 675	758	21	2 916	79	2 433	76	3	2 357	97	1 243	683	55	560	45
2002-2003	4 058	1 603	40	2 455	60	2 461	146	6	2 315	94	1 597	1 457	91	140	9
<b>Québec</b>															
1998-1999	91 159 <sup>e</sup>	54 906 <sup>e</sup>	60	36 253	40	32 749 <sup>e</sup>	18 168 <sup>e</sup>	55	14 581	45	58 410 <sup>e</sup>	36 738 <sup>e</sup>	63	21 672	37
1999-2000	92 018 <sup>e</sup>	54 611 <sup>e</sup>	59	37 407	41	32 326 <sup>e</sup>	17 903 <sup>e</sup>	55	14 423	45	59 692 <sup>e</sup>	36 708 <sup>e</sup>	61	22 984	39
2000-2001	92 903 <sup>e</sup>	55 831 <sup>e</sup>	60	37 072	40	33 179 <sup>e</sup>	18 739 <sup>e</sup>	56	14 440	44	59 724 <sup>e</sup>	37 092 <sup>e</sup>	62	22 632	38
2001-2002	107 863 <sup>e</sup>	60 692 <sup>e</sup>	56	47 171	44	40 949 <sup>e</sup>	21 517 <sup>e</sup>	53	19 432	47	66 914 <sup>e</sup>	39 175 <sup>e</sup>	59	27 739	41
2002-2003	111 944 <sup>e</sup>	59 724 <sup>e</sup>	53	52 220	47	42 743 <sup>e</sup>	20 234 <sup>e</sup>	47	22 509	53	69 201 <sup>e</sup>	39 490 <sup>e</sup>	57	29 711	43
<b>Ontario</b>															
1998-1999	176 422	38 329	22	138 093	78	77 988	2 788	4	75 200	96	98 434	35 541	36	62 893	64
1999-2000	173 555	36 963	21	136 592	79	82 881	2 700	3	80 181	97	90 674	34 263	38	56 411	62
2000-2001	187 893	45 720	24	142 173	76	84 254	3 122	4	81 132	96	103 639	42 598	41	61 041	59
2001-2002	220 045	54 324	25	165 721	75	97 336	4 002	4	93 334	96	122 709	50 322	41	72 387	59
2002-2003	230 929	65 662	28	165 267	72	98 957	5 039	5	93 918	95	131 972	60 623	46	71 349	54
<b>Manitoba</b>															
1998-1999	12 541	6 155	49	6 386	51	5 558	2 073	37	3 485	63	6 983	4 082	58	2 901	42
1999-2000	13 689	6 760	49	6 929	51	6 346	2 545	40	3 801	60	7 343	4 215	57	3 128	43
2000-2001	14 188	6 734	47	7 454	53	8 961	4 650	52	4 311	48	5 227	2 084	40	3 143	60
2001-2002	15 347	7 052	46	8 295	54	8 399	3 078	37	5 321	63	6 948	3 974	57	2 974	43
2002-2003	15 511	7 331	47	8 180	53	8 310	3 259	39	5 051	61	7 201	4 072	57	3 129	43
<b>Saskatchewan</b>															
1998-1999	9 230	8 447	92	783	8	5 788	5 342	92	446	8	3 442	3 105	90	337	10
1999-2000	9 709	8 832	91	877	9	6 294	5 627	89	667	11	3 415	3 205	94	210	6
2000-2001	9 816	9 126	93	690	7	6 497	5 915	91	582	9	3 319	3 211	97	108	3
2001-2002	11 025	9 952	90	1 073	10	7 444	6 539	88	905	12	3 581	3 413	95	168	5
2002-2003	11 362	10 383	91	979	9	7 754	6 922	89	832	11	3 608	3 461	96	147	4
<b>Alberta</b>															
1998-1999	19 857	1 832	9	18 025	91	12 926	1 652	13	11 274	87	6 931	180	3	6 751	97
1999-2000	22 919	2 090	9	20 829	91	13 911	1 883	14	12 028	86	9 008	207	2	8 801	98
2000-2001	23 863	2 580	11	21 283	89	15 510	2 374	15	13 136	85	8 353	206	2	8 147	98
2001-2002	29 010	5 140	18	23 870	82	16 998	2 388	14	14 610	86	12 012	2 752	23	9 260	77
2002-2003	32 883	7 206	22	25 677	78	19 402	2 554	13	16 848	87	13 481	4 652	35	8 829	65
<b>Colombie-Britannique</b>															
1998-1999	72 293	24 541	34	47 752	66	30 278	8 098	27	22 180	73	42 015	16 443	39	25 572	61
1999-2000	74 712	25 670	34	49 042	66	31 434	8 509	27	22 925	73	43 278	17 161	40	26 117	60
2000-2001	77 920	27 586	35	50 334	65	32 113	8 976	28	23 137	72	45 807	18 610	41	27 197	59
2001-2002	79 861	28 524	36	51 337	64	33 024	9 583	29	23 441	71	46 837	18 941	40	27 896	60
2002-2003	62 531	16 301	26	46 230	74	32 759	6 412	20	26 347	80	29 772	9 889	33	19 883	67

**Tableau 7**  
**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire<sup>1</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Total					Affaires criminelles					Affaires civiles					
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé	
	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%		
<b>Territoire du Yukon</b>																
1998-1999	796		434	55	362	45	663	376	57	287	43	133	58	44	75	56
1999-2000	941		484	51	457	49	718	347	48	371	52	223	137	61	86	39
2000-2001	785		468	60	317	40	624	353	57	271	43	161	115	71	46	29
2001-2002	860		622	72	238	28	603	459	76	144	24	257	163	63	94	37
2002-2003	1 019		801	79	218	21	723	569	79	154	21	296	232	78	64	22
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>3,4</sup></b>																
1998-1999	1 495		..	..	..	..	782	..	..	..	..	713	..	..	..	..
1999-2000	1 112		..	..	..	..	471	..	..	..	..	640	..	..	..	..
2000-2001	1 110		..	..	..	..	479	..	..	..	..	631	..	..	..	..
2001-2002	1 093		..	..	..	..	399	..	..	..	..	694	..	..	..	..
2002-2003	3 148		1 435	46	1 712	54	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Nunavut<sup>4</sup></b>																
1998-1999	..		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	213		..	..	..	..	178	..	..	..	..	35	..	..	..	..
2001-2002	1 165		692	59	473	41	869	495	57	374	43	296	197	67	99	33
2002-2003	2 429		1 725	71	704	29	1 536	982	64	554	36	893	743	83	150	17
<b>Total</b>																
1998-1999	403 494		..	..	..	..	177 828	..	..	..	..	225 666	..	..	..	..
1999-2000	408 092 <sup>r</sup>		..	..	..	..	185 644 <sup>r</sup>	..	..	..	..	222 447 <sup>r</sup>	..	..	..	..
2000-2001	429 423 <sup>r</sup>		..	..	..	..	193 861 <sup>r</sup>	..	..	..	..	235 562 <sup>r</sup>	..	..	..	..
2001-2002	482 082		..	..	..	..	215 165	..	..	..	..	266 918	..	..	..	..
2002-2003	488 526		182 356	37	306 169	63	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

.. indisponible pour toute période de référence

... indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

3. Les dépenses totales engagées par le régime d'aide juridique des Territoires du Nord-Ouest comprenaient 2 651 402 \$ pour les dépenses du Nunavut en 1999-2000. Pour la première fois, en 2002-2003, les dépenses directes relatives aux employés offrant des services juridiques dans les Territoires du Nord-Ouest sont incluses dans les dépenses directes au chapitre des services juridiques plutôt que dans les autres dépenses de programme. La ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

4. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.



**Tableau 8**  
**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle<sup>1</sup>**

Province ou territoire et année	Total des dépenses au chapitre des affaires criminelles						Affaires criminelles – adultes						Affaires criminelles – jeunes				Affaires de compétence provinciale								
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%		
<b>Terre-Neuve-et-Labrador<sup>2</sup></b>																									
1998-1999	3 489	3 378	97	111	3	2 981	2 880	97	101	3	508	498	98	10	2	.	.	.	.	.	.	.	.	.	
1999-2000	3 325 <sup>r</sup>	3 146 <sup>r</sup>	95	179 <sup>r</sup>	5	2 786 <sup>r</sup>	2 608 <sup>r</sup>	94	178 <sup>r</sup>	6	539 <sup>r</sup>	538 <sup>r</sup>	100	1 <sup>r</sup>	0	.	.	.	.	.	.	.	.	.	
2000-2001	4 166 <sup>r</sup>	3 827 <sup>r</sup>	92	339 <sup>r</sup>	8	3 550 <sup>r</sup>	3 216 <sup>r</sup>	91	334 <sup>r</sup>	9	616 <sup>r</sup>	611 <sup>r</sup>	99	5 <sup>r</sup>	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.	.	.	.	.	.	.	.	.	
2002-2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.	.	.	.	.	.	.	.	.	
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>																									
1998-1999	380	333	88	47	12	327	292	89	35	11	53	41	77	12	23	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
1999-2000	492	435	88	57	12	427	379	89	48	11	65	56	86	9	14	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
2000-2001	525	452	86	73	14	455	390	86	65	14	70	62	89	8	11	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
2001-2002	547	473	86	74	14	488	417	85	71	15	59	56	95	3	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
2002-2003	564	457	81	107	19	499	396	79	103	21	65	61	94	4	6	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
<b>Nouvelle-Écosse</b>																									
1998-1999	5 291	4 395	83	896	17	4 269	3 489	82	780	18	1 022	906	89	116	11	.	.	.	.	.	.	.	0	0	
1999-2000	5 454	4 508	83	946	17	4 402	3 607	82	795	18	1 052	901	86	151	14	.	.	.	.	.	.	.	0	0	
2000-2001	5 491	4 634	84	857	16	4 457	3 752	84	705	16	1 034	882	85	152	15	.	.	.	.	.	.	.	0	0	
2001-2002	6 164	5 121	83	1 043	17	5 002	4 136	83	866	17	1 162	985	85	177	15	.	.	.	.	.	.	.	1	0	
2002-2003	6 522	5 349	82	1 173	18	5 308	4 335	82	973	18	1 214	1 014	84	200	16	.	.	.	.	.	.	.	0	0	
<b>Nouveau-Brunswick</b>																									
1998-1999	1 936	..	..	1 936	100	1 771	..	..	1 771	100	135	..	..	135	100	30	0	0	30	100	..	..	..	..	..
1999-2000	1 992	..	..	1 992	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	43	0	0	43	100	..	..	..	..	..
2000-2001	1 884	..	..	1 884	100	1 740	..	..	1 740	100	110	..	..	110	100	35	0	0	35	100	..	..	..	..	..
2001-2002	2 433	76	3	2 357	97	2 193	38	2	2 155	98	174	38	22	136	78	66	0	0	66	100	..	..	..	..	..
2002-2003	2 461	146	6	2 315	94	2 221	146	7	2 075	93	119	0	0	119	100	121	0	0	121	100	..	..	..	..	..
<b>Québec</b>																									
1998-1999	32 749 <sup>e</sup>	18 168 <sup>e</sup>	55	14 581	45	25 699 <sup>e</sup>	13 985 <sup>e</sup>	54	11 714	46	4 655 <sup>e</sup>	3 028 <sup>e</sup>	65	1 627	35	2 395 <sup>e</sup>	1 155 <sup>e</sup>	48	1 240	52	..	..	..	..	..
1999-2000	32 326 <sup>e</sup>	17 903 <sup>e</sup>	55	14 423	45	25 029 <sup>e</sup>	13 723 <sup>e</sup>	55	11 306	45	4 581 <sup>e</sup>	2 999 <sup>e</sup>	65	1 582	35	2 716 <sup>e</sup>	1 181 <sup>e</sup>	43	1 535	57	..	..	..	..	..
2000-2001	33 179 <sup>e</sup>	18 739 <sup>e</sup>	56	14 440	44	26 060 <sup>e</sup>	14 960 <sup>e</sup>	57	11 100	43	4 688 <sup>e</sup>	2 806 <sup>e</sup>	60	1 882	40	2 431 <sup>e</sup>	973 <sup>e</sup>	40	1 458	60	..	..	..	..	..
2001-2002	40 949 <sup>e</sup>	21 517 <sup>e</sup>	53	19 432	47	32 427 <sup>e</sup>	17 014 <sup>e</sup>	52	15 413	48	5 942 <sup>e</sup>	3 667 <sup>e</sup>	62	2 275	38	2 580 <sup>e</sup>	836 <sup>e</sup>	32	1 744	68	..	..	..	..	..
2002-2003	42 743 <sup>e</sup>	20 234 <sup>e</sup>	47	22 509	53	34 761 <sup>e</sup>	15 861 <sup>e</sup>	46	18 900	54	5 674 <sup>e</sup>	3 630 <sup>e</sup>	64	2 044	36	2 308 <sup>e</sup>	743 <sup>e</sup>	32	1 565	68	..	..	..	..	..
<b>Ontario<sup>3</sup></b>																									
1998-1999	77 988	2 788	4	75 200	96	67 807	2 185	3	65 622	97	9 447	603	6	8 844	94	734	0	0	734	100	..	..	..	..	..
1999-2000	82 881	2 700	3	80 181	97	72 912	2 106	3	70 806	97	9 074	594	7	8 480	93	895	0	0	895	100	..	..	..	..	..
2000-2001	84 254	3 122	4	81 132	96	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	900	0	0	900	100	..	..	..	..	..
2001-2002	97 336	4 002	4	93 334	96	79 714	3 002	4	76 712	96	17 623	1 001	6	16 622	94	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
2002-2003	98 957	5 039	5	93 918	95	81 607	3 779	5	77 828	95	17 350	1 260	7	16 090	93	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
<b>Manitoba</b>																									
1998-1999	5 558	2 073	37	3 485	63	4 454	1 506	34	2 948	66	1 088	565	52	523	48	16	2	13	14	88	..	..	..	..	..
1999-2000	6 346	2 545	40	3 801	60	5 235	1 930	37	3 305	63	1 085	594	55	491	45	26	21	81	5	19	..	..	..	..	..
2000-2001	8 961	4 650	52	4 311	48	7 069	3 290	47	3 779	53	1 869	1 344	72	525	28	23	16	70	7	30	..	..	..	..	..
2001-2002	8 399	3 078	37	5 321	63	6 798	2 151	32	4 647	68	1 574	909	58	665	42	27	18	67	9	33	..	..	..	..	..
2002-2003	8 310	3 259	39	5 051	61	6 921	2 502	36	4 419	64	1 342	737	55	605	45	47	20	43	27	57	..	..	..	..	..
<b>Saskatchewan</b>																									
1998-1999	5 788	5 342	92	446	8	..	4 266	..	..	..	..	1 074	..	..	..	5	2	40	3	60	..	..	..	..	..
1999-2000	6 294	5 627	89	667	11	4 859	4 279	88	580	12	1 430	1 345	94	85	6	5	3	60	2	40	..	..	..	..	..
2000-2001	6 497	5 915	91	582	9	4 963	4 490	90	473	10	1 529	1 423	93	106	7	5	2	40	3	60	..	..	..	..	..
2001-2002	7 444	6 539	88	905	12	5 757	4 995	87	762	13	1 679	1 539	92	140	8	8	5	63	3	38	..	..	..	..	..
2002-2003	7 754	6 922	89	832	11	6 060	5 334	88	726	12	1 691	1 587	94	104	6	3	1	33	2	67	..	..	..	..	..
<b>Alberta</b>																									
1998-1999	12 926	1 652	13	11 274	87	9 414	215	2	9 199	98	3 448	1 437	42	2 011	58	64	0	0	64	100	..	..	..	..	..
1999-2000	13 911	1 883	14	12 028	86	10 237	380	4	9 857	96	3 607	1 503	42	2 104	58	67	0	0	67	100	..	..	..	..	..
2000-2001	15 510	2 374	15	13 136	85	11 604	584	5	11 020	95	3 814	1 790	47	2 024	53	92	0	0	92	100	..	..	..	..	..
2001-2002	16 998	2 388	14	14 610	86	12 878	505	4	12 373	96	4 041	1 883	47	2 158	53	79	0	0	79	100	..	..	..	..	..
2002-2003	19 402	2 554	13	16 848	87	14 751	484	3	14 267	97	4 520	2 070	46	2 450	54	131	0	0	131	100	..	..	..	..	..
<b>Colombie-Britannique</b>																									
1998-1999	30 278	8 098	27	22 180	73	24 484	5 518	23	18 966	77	5 571	2 532	45	3 039	55	223	48	22	175	78	..	..	..	..	..
1999-2000	31 434	8 509	27	22 925	73	25 548	5 724	22	19 824	78	5 609	2 735	49	2 874	51	277	50	18	227	82	..	..	..	..	..
2000-2001	32 113	8 976	28	23 137	72	26 647	6 116	23	20 531	77	4 981	2 536	51	2 445	49	485	324	67	161	33	..	..	..	..	..
2001-2002	33 024	9 583	29	23 441	71	27 405	6 490	24	20 915	76	4 932	2 592	53	2 340	47	687	501	73	186	27	..	..	..	..	

**Tableau 8**  
**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle<sup>1</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Total des dépenses au chapitre des affaires criminelles					Affaires criminelles – adultes					Affaires criminelles – jeunes					Affaires de compétence provinciale				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
<b>Territoire du Yukon</b>																				
1998-1999	663	376	57	287	43	475	231	49	244	51	188	145	77	43	23	0	0	0	0	0
1999-2000	718	347	48	371	52	573	246	43	327	57	145	101	70	45	31	0	0	0	0	0
2000-2001	624	353	57	271	43	578	319	55	259	45	46	34	74	12	26	0	0	0	0	0
2001-2002	603	459	76	144	24	504	366	73	138	27	99	93	94	6	6	0	0	0	0	0
2002-2003	723	569	79	154	21	674	530	79	144	21	49	39	80	10	20	0	0	0	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>4</sup></b>																				
1998-1999	782	.	.	.	.	772	.	.	.	.	10	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	471	.	.	.	.	452	.	.	.	.	19	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	479	.	.	.	.	462	.	.	.	.	17	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	399	.	.	.	.	391	.	.	.	.	9	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2002-2003	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.	.	.	.	.	.
<b>Nunavut<sup>4</sup></b>																				
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	178	..	..	..	..	175	..	..	..	..	3	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	869	495	57	374	43	867	495	57	372	43	2	0	0	2	100	0	0	0	0	0
2002-2003	1 536	982	64	554	36	1 487	982	66	505	34	49	0	0	49	100	0	0	0	0	0
<b>Total</b>																				
1998-1999	177 828	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	185 644 <sup>r</sup>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	193 861 <sup>r</sup>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	215 165	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2002-2003	221 731	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

. . . indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. À Terre-Neuve-et-Labrador, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

3. En Ontario, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

4. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 9**  
**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile<sup>1</sup>**

Province ou territoire et année	Total des dépenses sur les affaires civiles					Affaires civiles – droit de la famille					Autres affaires civiles					
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>																
1998-1999	2 185	2 159	99	26	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	1 918 <sup>r</sup>	1 895 <sup>r</sup>	99	23 <sup>r</sup>	1	1 918 <sup>r</sup>	1 895 <sup>r</sup>	99	23 <sup>r</sup>	1	..	..	..	..	..	..
2000-2001	2 289 <sup>r</sup>	2 271 <sup>r</sup>	99	18 <sup>r</sup>	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>																
1998-1999	129	108	84	21	16	129	108	84	21	16	..	..	..	..	..	..
1999-2000	118	81	69	37	31	118	81	69	37	31	..	..	..	..	..	..
2000-2001	130	91	70	39	30	130	91	70	39	30	..	..	..	..	..	..
2001-2002	229	90	39	139	61	229	90	39	139	61	..	..	..	..	..	..
2002-2003	289	101	35	188	65	202	101	50	101	50	87	0	0	87	100	..
<b>Nouvelle-Écosse</b>																
1998-1999	4 950	3 788	77	1 162	23	4 950	3 788	77	1 162	23	0	0	0	0	0	0
1999-2000	4 768	3 784	79	984	21	4 768	3 784	79	984	21	0	0	0	0	0	0
2000-2001	4 629	3 717	80	912	20	4 629	3 717	80	912	20	0	0	0	0	0	0
2001-2002	5 198	4 145	80	1 053	20	5 198	4 145	80	1 053	20	0	0	0	0	0	0
2002-2003	5 337	4 278	80	1 059	20	5 337	4 278	80	1 059	20	0	0	0	0	0	0
<b>Nouveau-Brunswick<sup>2</sup></b>																
1998-1999	1 341	1 029	77	312	23	702	390	56	312	44	639	639	100	0	0	0
1999-2000	1 370	1 067	78	303	22	665	362	54	303	46	705	705	100	0	0	0
2000-2001	1 618	1 299	80	319	20	580	425	73	155	27	1 038	874	84	164	16	..
2001-2002	1 243	683	55	560	45	968	683	71	286	30	275	0	0	275	100	..
2002-2003	1 597	1 457	91	140	9	1 515	1 375	91	140	9	82	82	100	0	0	0
<b>Québec</b>																
1998-1999	58 410 <sup>e</sup>	36 738 <sup>e</sup>	63	21 672	37	36 765 <sup>e</sup>	23 261 <sup>e</sup>	63	13 504	37	21 645 <sup>e</sup>	13 477 <sup>e</sup>	62	8 168	38	..
1999-2000	59 692 <sup>e</sup>	36 708 <sup>e</sup>	61	22 984	39	38 470 <sup>e</sup>	24 058 <sup>e</sup>	63	14 412	37	21 222 <sup>e</sup>	12 650 <sup>e</sup>	60	8 572	40	..
2000-2001	59 724 <sup>e</sup>	37 092 <sup>e</sup>	62	22 632	38	38 233 <sup>e</sup>	24 011 <sup>e</sup>	63	14 222	37	21 491 <sup>e</sup>	13 081 <sup>e</sup>	61	8 410	39	..
2001-2002	66 914 <sup>e</sup>	39 175 <sup>e</sup>	59	27 739	41	45 172 <sup>e</sup>	26 582 <sup>e</sup>	59	18 590	41	21 742 <sup>e</sup>	12 593 <sup>e</sup>	58	9 149	42	..
2002-2003	69 201 <sup>e</sup>	39 490 <sup>e</sup>	57	29 711	43	48 770 <sup>e</sup>	27 543 <sup>e</sup>	56	21 227	44	20 431 <sup>e</sup>	11 947 <sup>e</sup>	58	8 484	42	..
<b>Ontario</b>																
1998-1999	98 434	35 541	36	62 893	64	32 845	1 066	3	31 779	97	65 589	34 475	53	31 114	47	..
1999-2000	90 674	34 263	38	56 411	62	35 179	1 028	3	34 151	97	55 495	33 235	60	22 260	40	..
2000-2001	103 639	42 598	41	61 041	59	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	122 709	50 322	41	72 387	59	..	..	..	48 877	..	..	..	..	23 510	..	..
2002-2003	131 972	60 623	46	71 349	54	..	..	..	47 584	..	..	..	..	23 765	..	..
<b>Manitoba</b>																
1998-1999	6 983	4 082	58	2 901	42	6 983	4 082	58	2 901	42	..	..	..	..	..	..
1999-2000	7 343	4 215	57	3 128	43	7 343	4 215	57	3 128	43	..	..	..	..	..	..
2000-2001	5 227	2 084	40	3 143	60	5 227	2 084	40	3 143	60	..	..	..	..	..	..
2001-2002	6 948	3 974	57	2 974	43	6 948	3 974	57	2 974	43	..	..	..	..	..	..
2002-2003	7 201	4 072	57	3 129	43	7 201	4 072	57	3 129	43	..	..	..	..	..	..
<b>Saskatchewan</b>																
1998-1999	3 442	3 105	90	337	10	3 435	3 098	90	337	10	7	7	100	0	0	0
1999-2000	3 415	3 205	94	210	6	3 409	3 199	94	210	6	6	6	100	0	0	0
2000-2001	3 319	3 211	97	108	3	3 311	3 203	97	108	3	8	8	100	0	0	0
2001-2002	3 581	3 413	95	168	5	3 573	3 405	95	168	5	8	8	100	0	0	0
2002-2003	3 608	3 461	96	147	4	3 605	3 458	96	147	4	3	3	100	0	0	0
<b>Alberta</b>																
1998-1999	6 931	180	3	6 751	97	4 510	116	3	4 394	97	2 421	64	3	2 357	97	..
1999-2000	9 008	207	2	8 801	98	5 773	174	3	5 599	97	3 235	33	1	3 202	99	..
2000-2001	8 353	206	2	8 147	98	6 120	173	3	5 947	97	2 233	33	1	2 200	99	..
2001-2002	12 012	2 752	23	9 260	77	7 084	0	0	7 084	100	4 928	2 752	56	2 176	44	..
2002-2003	13 481	4 652	35	8 829	65	..	..	..	..	..	6 727	4 652	69	2 075	31	..
<b>Colombie-Britannique</b>																
1998-1999	42 015	16 443	39	25 572	61	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	43 278	17 161	40	26 117	60	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	45 807	18 610	41	27 197	59	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	46 837	18 941	40	27 896	60	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	29 772	9 889	33	19 883	67	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Territoire du Yukon</b>																
1998-1999	133	58	44	75	56	123	53	43	70	57	11	6	55	5	45	..
1999-2000	223	137	61	86	39	210	129	61	81	39	13	8	62	5	38	..
2000-2001	161	115	71	46	29	150	104	69	46	31	11	11	100	0	0	..
2001-2002	257	163	63	94	37	243	151	62	92	38	14	12	86	2	14	..
2002-2003	296	232	78	64	22	277	214	77	63	23	19	18	95	1	5	..

**Tableau 9**  
**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile<sup>1</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Total des dépenses sur les affaires civiles					Affaires civiles – droit de la famille					Autres affaires civiles				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>3</sup></b>															
1998-1999	713	.	.	.	.	654	.	.	.	.	59	.	.	.	.
1999-2000	640	.	.	.	.	620	.	.	.	.	20	.	.	.	.
2000-2001	631	.	.	.	.	594	.	.	.	.	38	.	.	.	.
2001-2002	694	.	.	.	.	672	.	.	.	.	22	.	.	.	.
2002-2003	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.
<b>Nunavut<sup>3</sup></b>															
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	35	..	..	..	..	34	..	..	..	..	1	0	0	..	..
2001-2002	296	197	67	99	33	293	197	67	96	33	3	0	0	3	100
2002-2003	893	743	83	150	17	871	743	85	128	15	22	0	0	22	100
<b>Total</b>															
1998-1999	225 666	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	222 447 <sup>r</sup>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	235 562 <sup>r</sup>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	266 918	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2002-2003	263 647	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

3. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 10**  
**Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire<sup>1,2</sup>**

Province ou territoire et année	Demandes totales <sup>1</sup>		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en %	Total	Variation en %	% du total	Total	Variation en %	% du total
	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	%	n <sup>bre</sup>	%	%
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>								
1998-1999	<b>14 553</b>	-7	8 435	-7	58	6 118	-7	42
1999-2000	<b>11 340<sup>r</sup></b>	-22	8 283 <sup>r</sup>	-2	73	3 057 <sup>r</sup>	-50	27
2000-2001	<b>10 751<sup>r</sup></b>	-5	7 991 <sup>r</sup>	-4	74	2 760 <sup>r</sup>	-10	26
2001-2002	<b>11 548<sup>r</sup></b>	7	8 753 <sup>r</sup>	10	76	2 795 <sup>r</sup>	1	24
2002-2003	<b>13 698</b>	19	10 969	25	80	2 729	-2	20
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>								
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.
2002-2003	.	.	.	.	.	.	.	.
<b>Nouvelle-Écosse<sup>3</sup></b>								
1998-1999	<b>19 734</b>	-5	11 449	0	58	8 285	-10	42
1999-2000	<b>24 003</b>	22	15 653	37	65	8 350	1	35
2000-2001	<b>24 087</b>	0	15 739	1	65	8 348	0	35
2001-2002	<b>25 946</b>	8	18 027	15	69	7 919	-5	31
2002-2003	<b>18 674</b>	-28	10 810	-40	58	7 864	-1	42
<b>Nouveau-Brunswick<sup>4</sup></b>								
1998-1999	<b>5 055</b>	-7	1 969	-19	39	3 086	2	61
1999-2000	<b>5 186</b>	3	2 026	3	39	3 160	2	61
2000-2001	<b>5 278</b>	2	1 883	-7	36	3 395	7	64
2001-2002	<b>2 468</b>	-53	2 118	12	86	350	-90	14
2002-2003	<b>2 382</b>	-3	2 038	-4	86	344	-2	14
<b>Québec</b>								
1998-1999	<b>258 763</b>	-1	95 209	-2	37	163 554	0	63
1999-2000	<b>257 673</b>	0	95 625	0	37	162 048	-1	63
2000-2001	<b>253 326</b>	-2	96 363	1	38	156 963	-3	62
2001-2002	<b>264 270</b>	4	109 993	14	42	154 277	-2	58
2002-2003	<b>266 037</b>	1	112 402	2	42	153 635	0	58
<b>Ontario</b>								
1998-1999	<b>347 522</b>	12	.	.	.	.	.	.
1999-2000	<b>350 658</b>	1	.	.	.	.	.	.
2000-2001	<b>365 077</b>	4	.	.	.	.	.	.
2001-2002	<b>358 376</b>	-2	.	.	.	.	.	.
2002-2003	<b>362 586</b>	1	.	.	.	.	.	.
<b>Manitoba</b>								
1998-1999	<b>22 155</b>	-1	11 572	1	52	10 583	-3	48
1999-2000	<b>22 042</b>	-1	11 838	2	54	10 204	-4	46
2000-2001	<b>21 705</b>	-2	11 451	-3	53	10 254	0	47
2001-2002	<b>21 509</b>	-1	11 449	0	53	10 060	-2	47
2002-2003	<b>21 199</b>	-1	11 449	0	54	9 750	-3	46
<b>Saskatchewan<sup>5</sup></b>								
1998-1999	<b>23 981</b>	2	17 985	2	75	5 996	1	25
1999-2000	<b>24 469</b>	2	17 858	-1	73	6 611	10	27
2000-2001	<b>23 530</b>	-4	17 513	-2	74	6 017	-9	26
2001-2002	<b>22 213</b>	-6	16 657	-5	75	5 556	-8	25
2002-2003	<b>21 946</b>	-1	16 001	-4	73	5 945	7	27
<b>Alberta</b>								
1998-1999	<b>39 409</b>	10	27 370	10	69	12 039	10	31
1999-2000	<b>42 365</b>	8	29 019	6	68	13 346	11	32
2000-2001	<b>45 386</b>	7	30 594	5	67	14 792	11	33
2001-2002	<b>48 185</b>	6	33 054	8	69	15 131	2	31
2002-2003	<b>50 533</b>	5	34 826	5	69	15 707	4	31

**Tableau 10**  
**Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire<sup>1,2</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Demandes totales <sup>1</sup>		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en %	Total	Variation en %	% du total	Total	Variation en %	% du total
	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	%	n <sup>bre</sup>	%	%
<b>Colombie-Britannique</b>								
1998-1999	99 331	-3	39 523	-5	40	59 808	-1	60
1999-2000	98 535	-1	38 409	-3	39	60 126	1	61
2000-2001	96 880	-2	35 713	-7	37	61 167	2	63
2001-2002	92 232	-5	33 662	-6	36	58 570	-4	64
2002-2003	53 606	-42	28 837	-14	54	24 769	-58	46
<b>Territoire du Yukon<sup>6</sup></b>								
1998-1999	1 186	1	743	1	63	443	1	37
1999-2000	1 015	-14	774	4	76	241	-46	24
2000-2001	1 291	27	918	19	71	373	55	29
2001-2002	1 384	7	974	6	70	410	10	30
2002-2003	1 438	4	1 077	11	75	361	-12	25
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>7,8</sup></b>								
1998-1999	1 752	-20	802	-31	46	950	-8	54
1999-2000	1 707	-3	862	7	50	845	-11	50
2000-2001	1 273	-25	547	-37	43	726	-14	57
2001-2002	1 147	-10	537	-2	47	610	-16	53
2002-2003	1 376	20	711	32	52	665	9	48
<b>Nunavut<sup>8</sup></b>								
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	785	..	439	..	56	346	..	44
2001-2002	831	6	482	10	58	349	1	42
2002-2003	550	-34	288	-40	52	262	-25	48
<b>Total</b>								
1998-1999	833 441	4	.	.	.	.	.	.
1999-2000	838 993 <sup>r</sup>	1	.	.	.	.	.	.
2000-2001	849 369 <sup>r</sup>	1	.	.	.	.	.	.
2001-2002	850 109 <sup>r</sup>	0	.	.	.	.	.	.
2002-2003	814 025	-4	.	.	.	.	.	.

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services, incluant les demandes de services complets et de services sommaires, et des demandes rejetées.

3. En 2002-2003, la Nouvelle-Écosse a cessé de déclarer les services d'avocats nommés d'office sous le total des demandes d'aide juridique.

4. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

5. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).

6. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office assurant des services complets.

7. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes comparaisant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont plutôt présumées admissibles et reçoivent des services d'aide juridique. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest depuis 1998-1999. Les données des Territoires du Nord-Ouest excluent les infractions aux lois territoriales.

8. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.**Source** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 11**  
**Nombre total de demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle et civile<sup>1,2</sup>**

Province ou territoire et année	Demandes totales <sup>1</sup>	Affaires criminelles						Affaires civiles					
		Total	Adultes		Jeunes		Compétence provinciale		Total	Affaires relevant du droit de la famille		Autres	
		n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>
<b>Terre-Neuve-et-Labrador<sup>3</sup></b>													
1998-1999	<b>14 553</b>	8 435	..	..	..	..	..	..	6 118	..	..	..	..
1999-2000	<b>11 340<sup>r</sup></b>	8 283 <sup>r</sup>	6 537 <sup>r</sup>	79	1 746 <sup>r</sup>	21	..	..	3 057 <sup>r</sup>	..	..	..	..
2000-2001	<b>10 751<sup>r</sup></b>	7 991 <sup>r</sup>	6 341 <sup>r</sup>	79	1 650 <sup>r</sup>	21	..	..	2 760 <sup>r</sup>	..	..	..	..
2001-2002	<b>11 548<sup>r</sup></b>	8 753 <sup>r</sup>	6 798 <sup>r</sup>	78	1 955 <sup>r</sup>	22	..	..	2 795 <sup>r</sup>	..	..	..	..
2002-2003	<b>13 698</b>	10 969	7 458	68	3 511	32	..	..	2 729	..	..	..	..
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>													
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Nouvelle-Écosse<sup>4</sup></b>													
1998-1999	<b>19 734</b>	11 449	9 163	80	2 173	19	113	1	8 285	7 708	93	577	7
1999-2000	<b>24 003</b>	15 653	12 712	81	2 813	18	128	1	8 350	7 663	92	687	8
2000-2001	<b>24 087</b>	15 739	12 843	82	2 791	18	105	1	8 348	7 676	92	672	8
2001-2002	<b>25 946</b>	18 027	14 802	82	3 105	17	120	1	7 919	7 423	94	496	6
2002-2003	<b>18 674</b>	10 810	8 320	77	2 416	22	74	1	7 864	7 372	94	492	6
<b>Nouveau-Brunswick<sup>5</sup></b>													
1998-1999	<b>5 055</b>	1 969	1 674	85	251	13	44	2	3 086	2 819	91	267	9
1999-2000	<b>5 186</b>	2 026	1 723	85	237	12	66	3	3 160	3 160	100	0	0
2000-2001	<b>5 278</b>	1 883	1 584	84	209	11	90	5	3 395	3 170	93	225	7
2001-2002	<b>2 468</b>	2 118	1 759	83	267	13	92	4	350	125	36	225	64
2002-2003	<b>2 382</b>	2 038	1 701	83	206	10	131	6	344	153	44	191	56
<b>Québec</b>													
1998-1999	<b>258 763</b>	95 209	73 697	77	12 623	13	8 889	9	163 554	97 881	60	65 673	40
1999-2000	<b>257 673</b>	95 625	74 542	78	12 434	13	8 649	9	162 048	100 423	62	61 625	38
2000-2001	<b>253 326</b>	96 363	76 605	79	11 974	12	7 784	8	156 963	96 594	62	60 369	38
2001-2002	<b>264 270</b>	109 993	89 331	81	13 315	12	7 347	7	154 277	94 600	61	59 677	39
2002-2003	<b>266 037</b>	112 402	91 628	82	13 538	12	7 236	6	153 635	95 193	62	58 442	38
<b>Ontario</b>													
1998-1999	<b>347 522</b>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	<b>350 658</b>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	<b>365 077</b>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	<b>358 376</b>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	<b>362 586</b>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Manitoba</b>													
1998-1999	<b>22 155</b>	11 572	9 366	81	2 206	19	..	..	10 583	10 583	100	..	..
1999-2000	<b>22 042</b>	11 838	9 742	82	2 096	18	..	..	10 204	10 204	100	..	..
2000-2001	<b>21 705</b>	11 451	9 581	84	1 870	16	..	..	10 254	10 254	100	..	..
2001-2002	<b>21 509</b>	11 449	9 658	84	1 791	16	..	..	10 060	10 060	100	..	..
2002-2003	<b>21 199</b>	11 449	9 503	83	1 946	17	..	..	9 750	9 750	100	..	..
<b>Saskatchewan<sup>6</sup></b>													
1998-1999	<b>23 981</b>	17 985	13 567	75	4 382	24	36	0	5 996	5 980	100	16	0
1999-2000	<b>24 469</b>	17 858	14 784	83	3 060	17	14	0	6 611	6 597	100	14	0
2000-2001	<b>23 530</b>	17 513	13 764	79	3 727	21	22	0	6 017	6 006	100	11	0
2001-2002	<b>22 213</b>	16 657	12 591	76	4 046	24	20	0	5 556	5 549	100	7	0
2002-2003	<b>21 946</b>	16 001	12 393	77	3 598	22	10	0	5 945	5 942	100	3	0
<b>Alberta</b>													
1998-1999	<b>39 409</b>	27 370	20 367	74	6 816	25	187	1	12 039	10 936	91	1 103	9
1999-2000	<b>42 365</b>	29 019	22 083	76	6 782	23	154	1	13 346	12 324	92	1 022	8
2000-2001	<b>45 386</b>	30 594	23 698	77	6 687	22	209	1	14 792	13 811	93	981	7
2001-2002	<b>48 185</b>	33 054	25 712	78	7 123	22	219	1	15 131	14 019	93	1 112	7
2002-2003	<b>50 533</b>	34 826	27 396	79	7 142	21	288	1	15 707	14 496	92	1 211	8



**Tableau 11**  
**Nombre total de demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle et civile<sup>1,2</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Demandes totales <sup>1</sup>	Affaires criminelles						Affaires civiles					
		Total	Adultes		Jeunes		Compétence provinciale		Total	Affaires relevant du droit de la famille		Autres	
		n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%
<b>Colombie-Britannique</b>													
1998-1999	<b>99 331</b>	39 523	32 029	81	6 654	17	840	2	59 808	24 556	41	35 252	59
1999-2000	<b>98 535</b>	38 409	31 379	82	6 101	16	929	2	60 126	24 386	41	35 740	59
2000-2001	<b>96 880</b>	35 713	29 368	82	5 387	15	958	3	61 167	25 217	41	35 950	59
2001-2002	<b>92 232</b>	33 662	27 555	82	4 988	15	1 119	3	58 570	23 168	40	35 402	60
2002-2003	<b>53 606</b>	28 837	23 896	83	4 263	15	678	2	24 769	11 029	45	13 740	55
<b>Territoire du Yukon<sup>7</sup></b>													
1998-1999	<b>1 186</b>	743	545	73	198	27	0	0	443	387	87	56	13
1999-2000	<b>1 015</b>	774	589	76	185	24	0	0	241	222	92	19	8
2000-2001	<b>1 291</b>	918	729	79	189	21	0	0	373	329	88	44	12
2001-2002	<b>1 384</b>	974	808	83	166	17	0	0	410	379	92	31	8
2002-2003	<b>1 438</b>	1 077	872	81	205	19	0	0	361	342	95	19	5
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>8,9</sup></b>													
1998-1999	<b>1 752</b>	802	731	91	56	7	15	2	950	888	93	62	7
1999-2000	<b>1 707</b>	862	782	91	62	7	18	2	845	803	95	42	5
2000-2001	<b>1 273</b>	547	491	90	44	8	12	2	726	680	94	46	6
2001-2002	<b>1 147</b>	537	453	84	54	10	30	6	610	569	93	41	7
2002-2003	<b>1 376</b>	711	625	88	86	12	..	..	665	612	92	53	8
<b>Nunavut<sup>9</sup></b>													
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	<b>785</b>	439	416	95	23	5	...	...	346	321	93	25	7
2001-2002	<b>831</b>	482	440	91	42	9	...	...	349	314	90	35	10
2002-2003	<b>550</b>	288	269	93	19	7	...	...	262	246	94	16	6
<b>Total</b>													
<b>1998-1999</b>	<b>833 441</b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
<b>1999-2000</b>	<b>838 993<sup>r</sup></b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
<b>2000-2001</b>	<b>849 369<sup>r</sup></b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
<b>2001-2002</b>	<b>850 109<sup>r</sup></b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
<b>2002-2003</b>	<b>814 025</b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services, incluant les demandes de services complets et de services sommaires, et des demandes rejetées.

3. À Terre-Neuve-et-Labrador, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

4. En 2002-2003, la Nouvelle-Écosse a cessé de déclarer les services d'avocats nommés d'office sous le total des demandes d'aide juridique.

5. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

6. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).

7. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office assurant des services complets.

8. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes comparaisant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont plutôt présumées admissibles et reçoivent des services d'aide juridique. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest depuis 1998-1999. Les données des Territoires du Nord-Ouest excluent les infractions aux lois territoriales.

9. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 12**  
**Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire<sup>1,2</sup>**

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées <sup>3</sup>			Affaires criminelles			Affaires civiles				
	Total	Variation en %	Taux pour 1 000 habitants <sup>4</sup>	Total des affaires criminelles	Variation en %	% du total	Taux pour 1 000 habitants <sup>4</sup>	Total des affaires civiles	Variation en %	% du total	Taux pour 1 000 habitants <sup>4</sup>
	n <sup>bre</sup>	%		n <sup>bre</sup>	%	%		n <sup>bre</sup>	%	%	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>											
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	<b>5 622</b> <sup>r</sup>	..	10	<b>3 197</b> <sup>r</sup>	..	57	6	<b>2 425</b> <sup>r</sup>	..	43	4
2000-2001	<b>4 408</b> <sup>r</sup>	-22	8	<b>2 560</b> <sup>r</sup>	-20	58	5	<b>1 848</b> <sup>r</sup>	-24	42	3
2001-2002	<b>4 529</b> <sup>r</sup>	3	8	<b>2 662</b> <sup>r</sup>	4	59	5	<b>1 867</b> <sup>r</sup>	1	41	3
2002-2003	<b>4 731</b>	4	9	<b>3 049</b>	15	64	6	<b>1 682</b>	-10	36	3
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>											
1998-1999	<b>1 098</b>	-14	8	<b>1 019</b>	-15	93	7	<b>79</b>	-2	7	1
1999-2000	<b>1 209</b>	10	9	<b>1 133</b>	11	94	8	<b>76</b>	-4	6	1
2000-2001	<b>1 185</b>	-2	9	<b>1 083</b>	-4	91	8	<b>102</b>	34	9	1
2001-2002	<b>1 385</b>	17	10	<b>1 132</b>	5	82	8	<b>253</b>	148	18	2
2002-2003	<b>1 478</b>	7	11	<b>1 187</b>	5	80	8	<b>291</b>	15	20	2
<b>Nouvelle-Écosse</b>											
1998-1999	<b>14 575</b>	-7	16	<b>8 996</b>	-7	62	10	<b>5 579</b>	-7	38	6
1999-2000	<b>15 481</b>	6	16	<b>9 745</b>	8	63	10	<b>5 736</b>	3	37	6
2000-2001	<b>15 150</b>	-2	16	<b>9 551</b>	-2	63	10	<b>5 599</b>	-2	37	6
2001-2002	<b>14 759</b>	-3	16	<b>9 445</b>	-1	64	10	<b>5 314</b>	-5	36	6
2002-2003	<b>14 685</b>	-1	16	<b>9 404</b>	0	64	10	<b>5 281</b>	-1	36	6
<b>Nouveau-Brunswick<sup>5</sup></b>											
1998-1999	<b>3 965</b>	1	5	<b>1 278</b>	-9	32	2	<b>2 687</b>	6	68	4
1999-2000	<b>4 637</b>	17	6	<b>1 285</b>	1	28	2	<b>3 352</b>	25	72	4
2000-2001	<b>3 935</b>	-15	5	<b>1 226</b>	-5	31	2	<b>2 709</b>	-19	69	4
2001-2002	<b>1 673</b>	-57	2	<b>1 399</b>	14	84	2	<b>274</b>	-90	16	0
2002-2003	<b>1 914</b>	14	3	<b>1 638</b>	17	86	2	<b>276</b>	1	14	0
<b>Québec</b>											
1998-1999	<b>216 790</b>	1	30	<b>78 084</b>	1	36	11	<b>138 706</b>	1	64	19
1999-2000	<b>215 991</b>	0	29	<b>77 525</b>	-1	36	11	<b>138 466</b>	0	64	19
2000-2001	<b>212 192</b>	-2	29	<b>78 951</b>	2	37	11	<b>133 241</b>	-4	63	18
2001-2002	<b>217 574</b>	3	29	<b>87 484</b>	11	40	12	<b>130 090</b>	-2	60	18
2002-2003	<b>219 570</b>	1	29	<b>89 925</b>	3	41	12	<b>129 645</b>	0	59	17
<b>Ontario</b>											
1998-1999	<b>131 512</b>	14	12	<b>61 250</b>	12	47	5	<b>70 262</b>	16	53	6
1999-2000	<b>140 903</b>	7	12	<b>62 054</b>	1	44	5	<b>78 849</b>	12	56	7
2000-2001	<b>159 338</b>	13	14	<b>65 279</b>	5	41	6	<b>94 059</b>	19	59	8
2001-2002	<b>145 227</b> <sup>r</sup>	-9	12	<b>63 201</b>	-3	44	5	<b>82 026</b> <sup>r</sup>	-13	56	7
2002-2003	<b>137 693</b>	-5	11	<b>61 076</b>	-3	44	5	<b>76 617</b>	-13	56	6
<b>Manitoba<sup>6</sup></b>											
1998-1999	<b>17 306</b>	2	15	<b>8 580</b>	8	50	8	<b>8 726</b>	-4	50	8
1999-2000	<b>17 374</b>	0	15	<b>8 871</b>	3	51	8	<b>8 503</b>	-3	49	7
2000-2001	<b>17 627</b>	1	15	<b>9 028</b>	2	51	8	<b>8 599</b>	1	49	8
2001-2002	<b>17 518</b>	-1	15	<b>9 144</b>	1	52	8	<b>8 374</b>	-3	48	7
2002-2003	<b>22 498</b>	28	20	<b>14 272</b>	56	63	12	<b>8 226</b>	-2	37	7
<b>Saskatchewan<sup>7</sup></b>											
1998-1999	<b>22 401</b>	2	22	<b>16 971</b>	3	76	17	<b>5 430</b>	-9	24	5
1999-2000	<b>21 891</b>	-2	21	<b>16 419</b>	-3	75	16	<b>5 472</b>	1	25	5
2000-2001	<b>22 057</b>	1	22	<b>16 585</b>	1	75	16	<b>5 472</b>	0	25	5
2001-2002	<b>20 677</b>	-6	20	<b>15 596</b>	-6	75	15	<b>5 081</b>	-7	25	5
2002-2003	<b>19 119</b>	-8	19	<b>14 197</b>	-9	74	14	<b>4 922</b>	-3	26	5
<b>Alberta</b>											
1998-1999	<b>30 294</b>	7	10	<b>22 253</b>	8	73	8	<b>8 041</b>	5	27	3
1999-2000	<b>32 051</b>	6	11	<b>23 378</b>	5	73	8	<b>8 673</b>	8	27	3
2000-2001	<b>33 799</b>	5	11	<b>24 429</b>	4	72	8	<b>9 370</b>	8	28	3
2001-2002	<b>36 420</b>	8	12	<b>26 589</b>	9	73	9	<b>9 831</b>	5	27	3
2002-2003	<b>37 822</b>	4	12	<b>27 711</b>	4	73	9	<b>10 111</b>	3	27	3
<b>Colombie-Britannique</b>											
1998-1999	<b>50 738</b>	-2	13	<b>28 043</b>	-2	55	7	<b>22 695</b>	-2	45	6
1999-2000	<b>51 534</b>	2	13	<b>27 479</b>	-2	53	7	<b>24 055</b>	6	47	6
2000-2001	<b>50 513</b>	-2	12	<b>25 845</b>	-6	51	6	<b>24 668</b>	3	49	6
2001-2002	<b>46 889</b>	-7	11	<b>24 288</b>	-6	52	6	<b>22 601</b>	-8	48	6
2002-2003	<b>31 537</b>	-33	8	<b>21 970</b>	-10	70	5	<b>9 567</b>	-58	30	2

**Tableau 12**  
**Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire<sup>1,2</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées <sup>3</sup>			Affaires criminelles				Affaires civiles			
	Total	Variation en %	Taux pour 1 000 habitants <sup>4</sup>	Total des affaires criminelles	Variation en %	% du total	Taux pour 1 000 habitants <sup>4</sup>	Total des affaires civiles	Variation en %	% du total	Taux pour 1 000 habitants <sup>4</sup>
	n <sup>bre</sup>	%		n <sup>bre</sup>	%	%		n <sup>bre</sup>	%	%	
<b>Territoire du Yukon<sup>8</sup></b>											
1998-1999	1 032	-1	33	685	-1	66	22	347	-1	34	11
1999-2000	1 003	-3	32	767	12	76	25	236	-32	24	8
2000-2001	800	-20	26	554	-28	69	18	246	4	31	8
2001-2002	957	20	32	689	24	72	23	268	9	28	9
2002-2003	1 391	45	46	1 056	53	76	35	335	25	24	11
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>9,10</sup></b>											
1998-1999	1 131	-14	17	660	-24	58	10	471	4	42	7
1999-2000	1 000	-12	24	659	0	66	16	341	-28	34	8
2000-2001	813	-19	20	445	-32	55	11	368	8	45	9
2001-2002	782	-4	19	460	3	59	11	322	-13	41	8
2002-2003	1 169	49	28	697	52	60	17	472	47	40	11
<b>Nunavut<sup>10</sup></b>											
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	785	..	29	439	..	56	16	346	..	44	13
2001-2002	768	-2	27	456	4	59	16	312	-10	41	11
2002-2003	369	-52	13	258	-43	70	9	111	-64	30	4
<b>Total</b>											
1998-1999	490 842	2	16	227 819	0	46	8	263 023	3	54	9
1999-2000	508 696 <sup>r</sup>	4	17	232 512 <sup>r</sup>	2	46	8	276 184 <sup>r</sup>	5	54	9
2000-2001	522 602 <sup>r</sup>	3	17	235 975 <sup>r</sup>	1	45	8	286 627 <sup>r</sup>	4	55	9
2001-2002	509 158 <sup>r</sup>	-3	16	242 545 <sup>r</sup>	3	48	8	266 613 <sup>r</sup>	-7	52	9
2002-2003	493 976	-3	16	246 440	2	50	8	247 536	-7	50	8

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande d'aide juridique qui donne droit à l'aide juridique décrite dans un certificat, un renvoi ou une autre autorisation indiquant que le demandeur a droit aux services juridiques.

3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

4. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations postcensitaires définitives pour 1998 et 1999; estimations postcensitaires mises à jour pour 2000 et 2001; et estimations postcensitaires provisoires pour 2002.

5. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

6. L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet).

7. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).

8. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office assurant des services complets.

9. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée » selon laquelle les personnes comparaissant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont plutôt présumées admissibles et reçoivent des services d'aide juridique. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest depuis 1998-1999. Les données des Territoires du Nord-Ouest excluent les infractions aux lois territoriales.

10. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 13**  
**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire<sup>1,2</sup>**

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées <sup>3</sup>					Affaires criminelles					Affaires civiles				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>															
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	5 622 <sup>r</sup>	5 509 <sup>r</sup>	98	113 <sup>r</sup>	2	3 197 <sup>r</sup>	3 107 <sup>r</sup>	97	90 <sup>r</sup>	3	2 425 <sup>r</sup>	2 402 <sup>r</sup>	99	23 <sup>r</sup>	1
2000-2001	4 408 <sup>r</sup>	4 357 <sup>r</sup>	99	51 <sup>r</sup>	1	2 560 <sup>r</sup>	2 526 <sup>r</sup>	99	34 <sup>r</sup>	1	1 848 <sup>r</sup>	1 831 <sup>r</sup>	99	17 <sup>r</sup>	1
2001-2002	4 529 <sup>r</sup>	4 507 <sup>r</sup>	100	22 <sup>r</sup>	0	2 662 <sup>r</sup>	2 644 <sup>r</sup>	99	18 <sup>r</sup>	1	1 867 <sup>r</sup>	1 863 <sup>r</sup>	100	4 <sup>r</sup>	0
2002-2003	4 731	4 716	100	15	0	3 049	3 037	100	12	0	1 682	1 679	100	3	0
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>															
1998-1999	1 098	992	90	106	10	1 019	935	92	84	8	79	57	72	22	28
1999-2000	1 209	1 045	86	164	14	1 133	995	88	138	12	76	50	66	26	34
2000-2001	1 185	1 032	87	153	13	1 083	961	89	122	11	102	71	70	31	30
2001-2002	1 385	1 081	78	304	22	1 132	1 034	91	98	9	253	47	19	206	81
2002-2003	1 478	1 141	77	337	23	1 187	1 084	91	103	9	291	57	20	234	80
<b>Nouvelle-Écosse</b>															
1998-1999	14 575	12 095	83	2 480	17	8 996	7 959	88	1 037	12	5 579	4 136	74	1 443	26
1999-2000	15 481	12 567	81	2 914	19	9 745	8 583	88	1 162	12	5 736	3 984	69	1 752	31
2000-2001	15 150	12 279	81	2 871	19	9 551	8 216	86	1 335	14	5 599	4 063	73	1 536	27
2001-2002	14 759	11 779	80	2 980	20	9 445	8 016	85	1 429	15	5 314	3 763	71	1 551	29
2002-2003	14 685	11 592	79	3 093	21	9 404	7 834	83	1 570	17	5 281	3 758	71	1 523	29
<b>Nouveau-Brunswick<sup>4</sup></b>															
1998-1999	3 965	1 253	32	2 712	68	1 278	...	...	1 278	100	2 687	1 253	47	1 434	53
1999-2000	4 637	1 311	28	3 326	72	1 285	...	...	1 285	100	3 352	1 311	39	2 041	61
2000-2001	3 935	1 298	33	2 637	67	1 226	...	...	1 226	100	2 709	1 298	48	1 411	52
2001-2002	1 673	15	1	1 658	99	1 399	6	0	1 393	100	274	9	3	265	97
2002-2003	1 914	7	0	1 907	100	1 638	7	0	1 631	100	276	0	0	276	100
<b>Québec</b>															
1998-1999	216 790	103 733	48	113 057	52	78 084	28 760	37	49 324	63	138 706	74 973	54	63 733	46
1999-2000	215 991	103 390	48	112 601	52	77 525	28 514	37	49 011	63	138 466	74 876	54	63 590	46
2000-2001	212 192	106 689	50	105 503	50	78 951	31 327	40	47 624	60	133 241	75 362	57	57 879	43
2001-2002	217 574	106 319	49	111 255	51	87 484	33 654	38	53 830	62	130 090	72 665	56	57 425	44
2002-2003	219 570	104 490	48	115 080	52	89 925	32 982	37	56 943	63	129 645	71 508	55	58 137	45
<b>Ontario</b>															
1998-1999	131 512	29 365	22	102 147	78	61 250	...	...	61 250	100	70 262	29 365	42	40 897	58
1999-2000	140 903	33 359	24	107 544	76	62 054	...	...	62 054	100	78 849	33 359	42	45 490	58
2000-2001	159 338	41 789	26	117 549	74	65 279	...	...	65 279	100	94 059	41 789	44	52 270	56
2001-2002	145 227 <sup>r</sup>	32 384 <sup>r</sup>	21	112 843	78	63 201	...	...	63 201	100	82 026 <sup>r</sup>	32 384 <sup>r</sup>	39	49 642	61
2002-2003	137 693	32 007	23	105 686	77	61 076	47	0	61 029	100	76 617	31 960	42	44 657	58
<b>Manitoba<sup>5</sup></b>															
1998-1999	17 306	4 806	28	12 500	72	8 580	1 633	19	6 947	81	8 726	3 173	36	5 553	64
1999-2000	17 374	4 746	27	12 628	73	8 871	1 732	20	7 139	80	8 503	3 014	35	5 489	65
2000-2001	17 627	4 133	23	13 494	77	9 028	1 434	16	7 594	84	8 599	2 699	31	5 900	69
2001-2002	17 518	3 767	22	13 751	78	9 144	1 101	12	8 043	88	8 374	2 666	32	5 708	68
2002-2003	22 498	9 127	41	13 371	59	14 272	6 108	43	8 164	57	8 226	3 019	37	5 207	63
<b>Saskatchewan<sup>6</sup></b>															
1998-1999	22 401	21 251	95	1 150	5	16 971	16 604	98	367	2	5 430	4 647	86	783	14
1999-2000	21 891	20 722	95	1 169	5	16 419	15 624	95	795	5	5 472	5 098	93	374	7
2000-2001	22 057	21 024	95	1 033	5	16 585	15 851	96	734	4	5 472	5 173	95	299	5
2001-2002	20 677	19 177	93	1 500	7	15 596	14 422	92	1 174	8	5 081	4 755	94	326	6
2002-2003	19 119	18 316	96	803	4	14 197	13 574	96	623	4	4 922	4 742	96	180	4
<b>Alberta</b>															
1998-1999	30 294	2 823	9	27 471	91	22 253	2 748	12	19 505	88	8 041	75	1	7 966	99
1999-2000	32 051	3 035	9	29 016	91	23 378	2 827	12	20 551	88	8 673	208	2	8 465	98
2000-2001	33 799	3 002	9	30 797	91	24 429	2 801	11	21 628	89	9 370	201	2	9 169	98
2001-2002	36 420	4 958	14	31 462	86	26 589	2 928	11	23 661	89	9 831	2 030	21	7 801	79
2002-2003	37 822	5 633	15	32 189	85	27 711	2 970	11	24 741	89	10 111	2 663	26	7 448	74
<b>Colombie-Britannique</b>															
1998-1999	50 738	12 905	25	37 833	75	28 043	4 793	17	23 250	83	22 695	8 112	36	14 583	64
1999-2000	51 534	12 244	24	39 290	76	27 479	4 390	16	23 089	84	24 055	7 854	33	16 201	67
2000-2001	50 513	11 672	23	38 841	77	25 845	4 260	16	21 585	84	24 668	7 412	30	17 256	70
2001-2002	46 889	10 745	23	36 144	77	24 288	3 939	16	20 349	84	22 601	6 806	30	15 795	70
2002-2003	31 537	2 080	7	29 457	93	21 970	780	4	21 190	96	9 567	1 300	14	8 267	86
<b>Territoire du Yukon<sup>7</sup></b>															
1998-1999	1 032	647	63	385	37	685	426	62	259	38	347	221	64	126	36
1999-2000	1 003	592	59	411	41	767	423	55	344	45	236	169	72	67	28
2000-2001	800	566	71	234	29	554	393	71	161	29	246	173	70	73	30
2001-2002	957	749	78	208	22	689	574	83	115	17	268	175	65	93	35
2002-2003	1 391	1 211	87	180	13	1 056	935	89	121	11	335	276	82	59	18
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>8,9</sup></b>															
1998-1999	1 131	409	36	722	64	660	262	40	398	60	471	147	31	324	69
1999-2000	1 000	265	27	735	74	659	193	29	466	71	341	72	21	269	79
2000-2001	813	278	34	535	66	445	144	32	301	68	368	134	36	234	64
2001-2002	782	242	31	540	69	460	131	28	329	72	322	111	34	211	66
2002-2003	1 169	311	27	858	73	697	156	22	541	78	472	155	33	317	67

**Tableau 13**  
**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire<sup>1,2</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées <sup>3</sup>					Affaires criminelles					Affaires civiles				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	
Nunavut <sup>9</sup>															
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	785	366	47	419	53	439	311	71	128	29	346	55	16	291	84
2001-2002	768	314	41	454	59	456	148	32	308	68	312	166	53	146	47
2002-2003	369	227	62	142	38	258	116	45	142	55	111	111	100	0	0
<b>Total</b>															
1998-1999	490 842	190 279	39	300 563	61	227 819	64 120	28	163 699	72	263 023	126 159	48	136 864	52
1999-2000	508 696 <sup>r</sup>	198 785 <sup>r</sup>	39	309 911 <sup>r</sup>	61	232 512 <sup>r</sup>	66 388 <sup>r</sup>	29	166 124 <sup>r</sup>	71	276 184 <sup>r</sup>	132 397 <sup>r</sup>	48	143 787 <sup>r</sup>	52
2000-2001	522 602 <sup>r</sup>	208 485 <sup>r</sup>	40	314 117 <sup>r</sup>	60	235 975 <sup>r</sup>	68 224 <sup>r</sup>	29	167 751 <sup>r</sup>	71	286 627 <sup>r</sup>	140 261 <sup>r</sup>	49	146 366 <sup>r</sup>	51
2001-2002	509 158 <sup>r</sup>	196 037 <sup>r</sup>	39	313 121 <sup>r</sup>	61	242 545 <sup>r</sup>	68 597 <sup>r</sup>	28	173 948 <sup>r</sup>	72	266 613 <sup>r</sup>	127 440 <sup>r</sup>	48	139 173 <sup>r</sup>	52
2002-2003	493 976	190 858	39	303 118	61	246 440	69 630	28	176 810	72	247 536	121 228	49	126 308	51

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande d'aide juridique qui donne droit à l'aide juridique décrite dans un certificat, un renvoi ou une autre autorisation indiquant que le demandeur a droit aux services juridiques.

3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

4. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

5. L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet).

6. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).

7. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office assurant des services complets.

8. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée » selon laquelle les personnes comparaissant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont plutôt présumées admissibles et reçoivent des services d'aide juridique. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest depuis 1998-1999. Les données des Territoires du Nord-Ouest excluent les infractions aux lois territoriales.

9. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 14**  
**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle<sup>1,2</sup>**

Province ou territoire et année	Total des affaires criminelles					Affaires criminelles – adultes					Affaires criminelles – jeunes					Affaires de compétence provinciale				
	Total <sup>3</sup>		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%		
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>																				
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
1999-2000	<b>3 197</b> r	3 107	r 97	90	r 3	2 408	r 97	2 342	r 97	66	r 3	741	r 97	23	r 3	48	r 98	1	r 2	
2000-2001	<b>2 560</b> r	2 526	r 99	34	r 1	1 902	r 99	1 877	r 99	25	r 1	611	r 99	8	r 1	47	r 98	1	r 2	
2001-2002	<b>2 662</b> r	2 644	r 99	18	r 1	1 948	r 99	1 930	r 99	18	r 1	650	r 100	0	r 0	64	r 100	0	r 0	
2002-2003	<b>3 049</b>	3 037	100	12	0	2 064	2 052	99	12	1	886	886	100	0	0	99	99	100	0	0
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>																				
1998-1999	<b>1 019</b>	935	92	84	8	769	709	92	60	8	250	226	90	24	10	...	...	...	...	
1999-2000	<b>1 133</b>	995	88	138	12	880	771	88	109	12	253	224	89	29	11	...	...	...	...	
2000-2001	<b>1 083</b>	961	89	122	11	857	761	89	96	11	226	200	88	26	12	...	...	...	...	
2001-2002	<b>1 132</b>	1 034	91	98	9	901	815	90	86	10	231	219	95	12	5	...	...	...	...	
2002-2003	<b>1 187</b>	1 084	91	103	9	981	887	90	94	10	206	197	96	9	4	...	...	...	...	
<b>Nouvelle-Écosse</b>																				
1998-1999	<b>8 996</b>	7 959	88	1 037	12	6 965	6 170	89	795	11	2 006	1 765	88	241	12	25	24	96	1	4
1999-2000	<b>9 745</b>	8 583	88	1 162	12	7 459	6 576	88	883	12	2 257	1 978	88	279	12	29	29	100	0	0
2000-2001	<b>9 551</b>	8 216	86	1 335	14	7 356	6 288	85	1 068	15	2 177	1 910	88	267	12	18	18	100	0	0
2001-2002	<b>9 445</b>	8 016	85	1 429	15	7 227	6 124	85	1 103	15	2 180	1 854	85	326	15	38	38	100	0	0
2002-2003	<b>9 404</b>	7 834	83	1 570	17	7 045	5 876	83	1 169	17	2 341	1 940	83	401	17	18	18	100	0	0
<b>Nouveau-Brunswick<sup>4</sup></b>																				
1998-1999	<b>1 278</b>	...	...	1 278	100	1 000	...	...	1 000	100	251	...	...	251	100	27	0	0	27	100
1999-2000	<b>1 285</b>	...	...	1 285	100	1 100	...	...	1 100	100	155	...	...	155	100	30	0	0	30	100
2000-2001	<b>1 226</b>	...	...	1 226	100	1 038	...	...	1 038	100	152	...	...	152	100	36	0	0	36	100
2001-2002	<b>1 399</b>	6	0	1 393	100	1 207	5	0	1 202	100	160	1	1	159	99	32	0	0	32	100
2002-2003	<b>1 638</b>	7	0	1 631	100	1 423	5	0	1 418	100	155	2	1	153	99	60	0	0	60	100
<b>Québec</b>																				
1998-1999	<b>78 084</b>	28 760	37	49 324	63	58 748	21 037	36	37 711	64	12 458	6 073	49	6 385	51	6 878	1 650	24	5 228	76
1999-2000	<b>77 525</b>	28 514	37	49 011	63	58 294	20 708	36	37 586	64	12 196	5 936	49	6 260	51	7 035	1 870	27	5 165	73
2000-2001	<b>78 951</b>	31 327	40	47 624	60	60 877	24 011	39	36 866	61	11 724	5 974	51	5 750	49	6 350	1 342	21	5 008	79
2001-2002	<b>87 484</b>	33 654	38	53 830	62	68 570	25 585	37	42 985	63	13 025	6 849	53	6 176	47	5 889	1 220	21	4 669	79
2002-2003	<b>89 925</b>	32 982	37	56 943	63	70 959	25 126	35	45 833	65	13 249	6 670	50	6 579	50	5 717	1 186	21	4 531	79
<b>Ontario</b>																				
1998-1999	<b>61 250</b>	...	...	61 250	100	45 595	...	...	45 595	100	15 655	...	...	15 655	100	...	...	...	...	...
1999-2000	<b>62 054</b>	...	...	62 054	100	50 981	...	...	50 981	100	11 073	...	...	11 073	100	...	...	...	...	...
2000-2001	<b>65 279</b>	...	...	65 279	100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2001-2002	<b>63 201</b>	...	...	63 201	100	48 728	...	...	48 728	100	14 473	...	...	14 473	100	...	...	...	...	...
2002-2003	<b>61 076</b>	47	0	61 029	100	47 743	47	100	47 696	100	13 333	...	...	13 333	100	...	...	...	...	...
<b>Manitoba<sup>5</sup></b>																				
1998-1999	<b>8 580</b>	1 633	19	6 947	81	6 995	1 377	20	5 618	80	1 545	244	16	1 301	84	40	12	30	28	70
1999-2000	<b>8 871</b>	1 732	20	7 139	80	7 351	1 483	20	5 868	80	1 499	240	16	1 259	84	21	9	43	12	57
2000-2001	<b>9 028</b>	1 434	16	7 594	84	7 511	1 235	16	6 276	84	1 484	191	13	1 293	87	33	8	24	25	76
2001-2002	<b>9 144</b>	1 101	12	8 043	88	7 626	963	13	6 663	87	1 475	129	9	1 346	91	43	9	21	34	79
2002-2003	<b>14 272</b>	6 108	43	8 164	57	11 605	4 865	42	6 740	58	2 633	1 239	47	1 394	53	34	4	12	30	88
<b>Saskatchewan<sup>6</sup></b>																				
1998-1999	<b>16 971</b>	16 604	98	367	2	12 939	12 636	98	303	2	4 015	3 951	98	64	2	17	17	100	0	0
1999-2000	<b>16 419</b>	15 624	95	795	5	13 711	13 019	95	692	5	2 704	2 601	96	103	4	4	4	100	0	0
2000-2001	<b>16 585</b>	15 851	96	734	4	13 188	12 601	96	587	4	3 386	3 239	96	147	4	11	11	100	0	0
2001-2002	<b>15 596</b>	14 422	92	1 174	8	11 951	10 993	92	958	8	3 644	3 428	94	216	6	1	1	100	0	0
2002-2003	<b>14 197</b>	13 574	96	623	4	11 062	10 542	95	520	5	3 133	3 030	97	103	3	2	2	100	0	0
<b>Alberta</b>																				
1998-1999	<b>22 253</b>	2 748	12	19 505	88	15 250	5	0	15 245	100	6 816	2 743	40	4 073	60	187	0	0	187	100
1999-2000	<b>23 378</b>	2 827	12	20 551	88	16 442	114	1	16 328	99	6 782	2 713	40	4 069	60	154	0	0	154	100
2000-2001	<b>24 429</b>	2 801	11	21 628	89	17 533	72	0	17 461	100	6 687	2 729	41	3 958	59	209	0	0	209	100
2001-2002	<b>26 589</b>	2 928	11	23 661	89	19 247	60	0	19 187	100	7 123	2 858	40	4 265	60	219	10	5	209	95
2002-2003	<b>27 711</b>	2 970	11	24 741	89	20 281	37	0	20 244	100	7 142	2 915	41	4 227	59	288	18	6	270	94
<b>Colombie-Britannique</b>																				
1998-1999	<b>28 043</b>	4 793	17	23 250	83	21 093	3 150	15	17 943	85	6 450	1 510	23	4 940	77	500	133	27	367	73
1999-2000	<b>27 479</b>	4 390	16	23 089	84	21 030	2 851	14	18 179	86	5 911	1 409	24	4 502	76	538	130	24	408	76
2000-2001	<b>25 845</b>	4 260	16	21 585	84	20 044	2 889	14	17 155	86	5 226	1 210	23	4 016	77	575	161	28	414	72
2001-2002	<b>24 288</b>	3 939	16	20 349	84	18 761	2 656	14	16 105	86	4 823	1 079	22	3 744	78	704	204	29	500	71
2002-2003	<b>21 970</b>	780	4	21 190	96	17 377	586	3	16 791	97	4 146	168	4	3 978	96	447	26	6	421	94

**Tableau 14**  
**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle<sup>1,2</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Total des affaires criminelles					Affaires criminelles – adultes					Affaires criminelles – jeunes				Affaires de compétence provinciale					
	Total <sup>3</sup>		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée					
	nbre	%	nbre	%	nbre	nbre	%	nbre	%	nbre	nbre	%	nbre	%	nbre	%				
<b>Territoire du Yukon<sup>7</sup></b>																				
1998-1999	685	426	62	259	38	490	291	59	199	41	195	135	69	60	31	0	0	0	0	
1999-2000	767	423	55	344	45	582	292	50	290	50	185	131	71	54	29	0	0	0	0	
2000-2001	554	393	71	161	29	452	308	68	144	32	102	85	83	17	17	0	0	0	0	
2001-2002	689	574	83	115	17	557	455	82	102	18	132	119	90	13	10	0	0	0	0	
2002-2003	1 056	935	89	121	11	851	735	86	116	14	205	200	98	5	2	0	0	0	0	
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>8,9</sup></b>																				
1998-1999	660	262	40	398	60	594	232	39	362	61	56	30	54	26	46	10	0	0	10	100
1999-2000	659	193	29	466	71	597	175	29	422	71	51	16	31	35	69	11	2	18	9	82
2000-2001	445	144	32	301	68	395	125	32	270	68	40	17	43	23	58	10	2	20	8	80
2001-2002	460	131	28	329	72	390	107	27	283	73	51	14	27	37	73	19	10	53	9	47
2002-2003	697	156	22	541	78	613	137	22	476	78	84	19	23	65	77	..	..	..	..	..
<b>Nunavut<sup>9</sup></b>																				
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	439	311	71	128	29	416	288	69	128	31	23	23	100	0	0	0	0	0	0	0
2001-2002	456	148	32	308	68	416	128	31	288	69	40	20	50	20	50	0	0	0	0	0
2002-2003	258	116	45	142	55	239	97	41	142	59	19	19	100	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>																				
1998-1999	227 819	64 120	28	163 699	72	170 438	45 607	27	124 831	73	49 697	16 677	34	33 020	66	7 684	1 836	24	5 848	76
1999-2000	232 512 <sup>r</sup>	66 388 <sup>r</sup>	29	166 124 <sup>r</sup>	71	180 835 <sup>r</sup>	48 331 <sup>r</sup>	27	132 504 <sup>r</sup>	73	43 807 <sup>r</sup>	15 966 <sup>r</sup>	36	27 841 <sup>r</sup>	64	7 870 <sup>r</sup>	2 091 <sup>r</sup>	27	5 779 <sup>r</sup>	73
2000-2001	235 975 <sup>r</sup>	68 224 <sup>r</sup>	29	167 751 <sup>r</sup>	71	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	242 545 <sup>r</sup>	68 597 <sup>r</sup>	28	173 948 <sup>r</sup>	72	187 529 <sup>r</sup>	49 821 <sup>r</sup>	27	137 708 <sup>r</sup>	73	48 007 <sup>r</sup>	17 220 <sup>r</sup>	36	30 787 <sup>r</sup>	64	7 009 <sup>r</sup>	1 556 <sup>r</sup>	22	5 453 <sup>r</sup>	78
2002-2003	246 440	69 630	28	176 810	72	192 243	50 992	27	141 251	73	47 532	17 285	36	30 247	64	6 665	1 353	20	5 312	80

.. indisponible pour toute période de référence

... indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande d'aide juridique qui donne droit à l'aide juridique décrite dans un certificat, un renvoi ou une autre autorisation indiquant que le demandeur a droit aux services juridiques.

3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

4. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

5. L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet).

6. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).

7. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office assurant des services complets.

8. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée » selon laquelle les personnes comparaissant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont plutôt présumées admissibles et reçoivent des services d'aide juridique. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest depuis 1998-1999. Les données des Territoires du Nord-Ouest excluent les infractions aux lois territoriales.

9. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.



**Tableau 15**  
**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile<sup>1,2</sup>**

Province ou territoire et année	Total des affaires civiles					Affaires civiles – droit de la famille					Autres affaires civiles				
	Total <sup>3</sup>	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>															
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	2 425 <sup>r</sup>	2 402 <sup>r</sup>	99	23 <sup>r</sup>	1	2 167 <sup>r</sup>	2 146 <sup>r</sup>	99	21 <sup>r</sup>	1	258 <sup>r</sup>	256 <sup>r</sup>	99	2 <sup>r</sup>	1
2000-2001	1 848 <sup>r</sup>	1 831 <sup>r</sup>	99	17 <sup>r</sup>	1	1 663 <sup>r</sup>	1 648 <sup>r</sup>	99	15 <sup>r</sup>	1	185 <sup>r</sup>	183 <sup>r</sup>	99	2 <sup>r</sup>	1
2001-2002	1 867 <sup>r</sup>	1 863 <sup>r</sup>	100	4 <sup>r</sup>	0	1 715 <sup>r</sup>	1 712 <sup>r</sup>	100	3 <sup>r</sup>	0	152 <sup>r</sup>	151 <sup>r</sup>	99	1 <sup>r</sup>	1
2002-2003	1 682	1 679	100	3	0	1 550	1 547	100	3	0	132	132	100	0	0
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>															
1998-1999	79	57	72	22	28	79	57	72	22	28	..	..	..	..	..
1999-2000	76	50	66	26	34	76	50	66	26	34	..	..	..	..	..
2000-2001	102	71	70	31	30	102	71	70	31	30	..	..	..	..	..
2001-2002	253	47	19	206	81	253	47	19	206	81	..	..	..	..	..
2002-2003	291	57	20	234	80	291	57	20	234	80	..	..	..	..	..
<b>Nouvelle-Écosse</b>															
1998-1999	5 579	4 136	74	1 443	26	5 352	3 928	73	1 424	27	227	208	92	19	8
1999-2000	5 736	3 984	69	1 752	31	5 395	3 783	70	1 612	30	341	201	59	140	41
2000-2001	5 599	4 063	73	1 536	27	5 361	3 847	72	1 514	28	238	216	91	22	9
2001-2002	5 314	3 763	71	1 551	29	5 096	3 573	70	1 523	30	218	190	87	28	13
2002-2003	5 281	3 758	71	1 523	29	5 060	3 568	71	1 492	29	221	190	86	31	14
<b>Nouveau-Brunswick<sup>4</sup></b>															
1998-1999	2 687	1 253	47	1 434	53	2 509	1 253	50	1 256	50	178	0	0	178	100
1999-2000	3 352	1 311	39	2 041	61	3 352	1 311	39	2 041	61	0	0	0	0	0
2000-2001	2 709	1 298	48	1 411	52	2 525	1 298	51	1 227	49	184	0	0	184	100
2001-2002	274	9	3	265	97	97	9	9	88	91	177	0	0	177	100
2002-2003	276	0	0	276	100	276	0	0	276	100	0	0	0	0	0
<b>Québec</b>															
1998-1999	138 706	74 973	54	63 733	46	88 171	47 702	54	40 469	46	50 535	27 271	54	23 264	46
1999-2000	138 466	74 876	54	63 590	46	90 602	49 200	54	41 402	46	47 864	25 676	54	22 188	46
2000-2001	133 241	75 362	57	57 879	43	86 190	48 795	57	37 395	43	47 051	26 567	56	20 484	44
2001-2002	130 090	72 665	56	57 425	44	83 641	46 897	56	36 744	44	46 449	25 768	55	20 681	45
2002-2003	129 645	71 508	55	58 137	45	84 328	45 740	54	38 588	46	45 317	25 768	57	19 549	43
<b>Ontario</b>															
1998-1999	70 262	29 365	42	40 897	58	..	..	..	28 138	..	..	..	..	12 759	..
1999-2000	78 849	33 359	42	45 490	58	34 266	4 128	12	30 138	88	44 583	29 231	66	15 352	34
2000-2001	94 059	41 789	44	52 270	56	42 161	9 374	22	32 787	78	51 898	32 415	62	19 483	38
2001-2002	82 026 <sup>r</sup>	32 384 <sup>r</sup>	39	49 642	61	29 934 <sup>r</sup>	1 217 <sup>r</sup>	4	28 717	96	52 092	31 167	60	20 925	40
2002-2003	76 617	31 960	42	44 657	58	27 160	800	3	26 360	97	49 457	31 160	63	18 297	37
<b>Manitoba</b>															
1998-1999	8 726	3 173	36	5 553	64	8 726	3 173	36	5 553	64	..	..	..	..	..
1999-2000	8 503	3 014	35	5 489	65	8 503	3 014	35	5 489	65	..	..	..	..	..
2000-2001	8 599	2 699	31	5 900	69	8 599	2 699	31	5 900	69	..	..	..	..	..
2001-2002	8 374	2 666	32	5 708	68	8 374	2 666	32	5 708	68	..	..	..	..	..
2002-2003	8 226	3 019	37	5 207	63	8 226	3 019	37	5 207	63	..	..	..	..	..
<b>Saskatchewan<sup>5</sup></b>															
1998-1999	5 430	4 647	86	783	14	5 425	4 642	86	783	14	5	5	100	0	0
1999-2000	5 472	5 098	93	374	7	5 470	5 096	93	374	7	2	2	100	0	0
2000-2001	5 472	5 173	95	299	5	5 470	5 171	95	299	5	2	2	100	0	0
2001-2002	5 081	4 755	94	326	6	5 079	4 753	94	326	6	2	2	100	0	0
2002-2003	4 922	4 742	96	180	4	4 919	4 739	96	180	4	3	3	100	0	0
<b>Alberta</b>															
1998-1999	8 041	75	1	7 966	99	6 938	48	1	6 890	99	1 103	27	2	1 076	98
1999-2000	8 673	208	2	8 465	98	7 651	175	2	7 476	98	1 022	33	3	989	97
2000-2001	9 370	201	2	9 169	98	8 389	170	2	8 219	98	981	31	3	950	97
2001-2002	9 831	2 030	21	7 801	79	8 719	1 926	22	6 793	78	1 112	104	9	1 008	91
2002-2003	10 111	2 663	26	7 448	74	8 900	2 557	29	6 343	71	1 211	106	9	1 105	91
<b>Colombie-Britannique</b>															
1998-1999	22 695	8 112	36	14 583	64	13 177	1 792	14	11 385	86	9 518	6 320	66	3 198	34
1999-2000	24 055	7 854	33	16 201	67	13 828	1 548	11	12 280	89	10 227	6 306	62	3 921	38
2000-2001	24 668	7 412	30	17 256	70	15 526	1 491	10	14 035	90	9 142	5 921	65	3 221	35
2001-2002	22 601	6 806	30	15 795	70	13 991	1 413	10	12 578	90	8 610	5 393	63	3 217	37
2002-2003	9 567	1 300	14	8 267	86	6 454	528	8	5 926	92	3 113	772	25	2 341	75

**Tableau 15**  
**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile<sup>1,2</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Total des affaires civiles					Affaires civiles – droit de la famille					Autres affaires civiles				
	Total <sup>3</sup>	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%
<b>Territoire du Yukon<sup>6</sup></b>															
1998-1999	347	221	64	126	36	306	194	63	112	37	41	27	66	14	34
1999-2000	236	169	72	67	28	217	158	73	59	27	19	11	58	8	42
2000-2001	246	173	70	73	30	219	151	69	68	31	27	22	81	5	19
2001-2002	268	175	65	93	35	247	157	64	90	36	21	18	86	3	14
2002-2003	335	276	82	59	18	316	260	82	56	18	19	16	84	3	16
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>7,8</sup></b>															
1998-1999	471	147	31	324	69	460	140	30	320	70	11	7	64	4	36
1999-2000	341	72	21	269	79	328	70	21	258	79	13	2	15	11	85
2000-2001	368	134	36	234	64	352	132	38	220	63	16	2	13	14	88
2001-2002	322	111	34	211	66	306	108	35	198	65	16	3	19	13	81
2002-2003	472	155	33	317	67	451	148	33	303	67	21	7	33	14	67
<b>Nunavut<sup>8</sup></b>															
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2000-2001	346	55	16	291	84	321	55	17	266	83	25	0	0	25	100
2001-2002	312	166	53	146	47	299	162	54	137	46	13	4	31	9	69
2002-2003	111	111	100	0	0	93	93	100	0	0	18	18	100	0	0
<b>Total</b>															
1998-1999	263 023	126 159	48	136 864	52	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	276 184 <sup>r</sup>	132 397 <sup>r</sup>	48	143 787 <sup>r</sup>	52	171 855 <sup>r</sup>	70 679 <sup>r</sup>	41	101 176 <sup>r</sup>	59	104 329 <sup>r</sup>	61 718 <sup>r</sup>	59	42 611 <sup>r</sup>	41
2000-2001	286 627 <sup>r</sup>	140 261 <sup>r</sup>	49	146 366 <sup>r</sup>	51	176 878 <sup>r</sup>	74 902 <sup>r</sup>	42	101 976 <sup>r</sup>	58	109 749 <sup>r</sup>	65 359 <sup>r</sup>	60	44 390 <sup>r</sup>	40
2001-2002	266 613 <sup>r</sup>	127 440 <sup>r</sup>	48	139 173 <sup>r</sup>	52	157 751 <sup>r</sup>	64 640 <sup>r</sup>	41	93 111 <sup>r</sup>	59	108 862 <sup>r</sup>	62 800 <sup>r</sup>	58	46 062 <sup>r</sup>	42
2002-2003	247 536	121 228	49	126 308	51	148 024	63 056	43	84 968	57	99 512	58 172	58	41 340	42

. indisponible pour toute période de référence

... indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande d'aide juridique qui donne droit à l'aide juridique décrite dans un certificat, un renvoi ou une autre autorisation indiquant que le demandeur a droit aux services juridiques.

3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

4. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

5. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).

6. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office assurant des services complets.

7. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée » selon laquelle les personnes comparaisant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont plutôt présumées admissibles et reçoivent des services d'aide juridique. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest depuis 1998-1999. Les données des Territoires du Nord-Ouest excluent les infractions aux lois territoriales.

8. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 16**  
**Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires<sup>1,2</sup>**

Province ou territoire et année	Total des demandes de service sommaire		
	Total	Variation en %	Taux pour 1 000 habitants <sup>3</sup>
	n <sup>bre</sup>	%	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>			
1998-1999	..	..	..
1999-2000	<b>3 488<sup>r</sup></b>	..	6
2000-2001	<b>3 078<sup>r</sup></b>	-12	6
2001-2002	<b>3 267<sup>r</sup></b>	6	6
2002-2003	<b>3 023</b>	-7	6
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>			
1998-1999	.	.	.
1999-2000	.	.	.
2000-2001	.	.	.
2001-2002	.	.	.
2002-2003	.	.	.
<b>Nouvelle-Écosse</b>			
1998-1999	<b>1 644</b>	-26	2
1999-2000	<b>1 586</b>	-4	2
2000-2001	<b>1 299</b>	-18	1
2001-2002	<b>1 088</b>	-16	1
2002-2003	<b>1 130</b>	4	1
<b>Nouveau-Brunswick</b>			
1998-1999	.	.	.
1999-2000	.	.	.
2000-2001	.	.	.
2001-2002	.	.	.
2002-2003	.	.	.
<b>Québec</b>			
1998-1999	.	.	.
1999-2000	.	.	.
2000-2001	.	.	.
2001-2002	.	.	.
2002-2003	.	.	.
<b>Ontario</b>			
1998-1999	<b>177 493</b>	6	16
1999-2000	<b>183 826</b>	4	16
2000-2001	<b>183 927</b>	0	16
2001-2002	<b>177 158</b>	-4	15
2002-2003	<b>185 976</b>	5	15
<b>Manitoba<sup>4</sup></b>			
1998-1999	<b>23 108</b>	19	20
1999-2000	<b>21 572</b>	-7	19
2000-2001	<b>21 706</b>	1	19
2001-2002	<b>22 134</b>	2	19
2002-2003	<b>18 664</b>	-16	16
<b>Saskatchewan</b>			
1998-1999	<b>6 210</b>	-4	6
1999-2000	<b>5 816</b>	-6	6
2000-2001	<b>6 217</b>	7	6
2001-2002	<b>5 968</b>	-4	6
2002-2003	<b>4 523</b>	-24	4
<b>Alberta</b>			
1998-1999	.	.	.
1999-2000	.	.	.
2000-2001	.	.	.
2001-2002	.	.	.
2002-2003	.	.	.

**Tableau 16**  
**Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires<sup>1,2</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Total des demandes de service sommaire		
	Total	Variation en %	Taux pour 1 000 habitants <sup>3</sup>
	n <sup>bre</sup>	%	
<b>Colombie-Britannique</b>			
1998-1999	<b>23 735</b>	-10	6
1999-2000	<b>30 460</b>	28	8
2000-2001	<b>33 920</b>	11	8
2001-2002	<b>33 454</b>	-1	8
2002-2003	<b>14 905</b>	-55	4
<b>Territoire du Yukon</b>			
1998-1999	.	.	.
1999-2000	.	.	.
2000-2001	.	.	.
2001-2002	.	.	.
2002-2003	.	.	.
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>5</sup></b>			
1998-1999	.	.	.
1999-2000	.	.	.
2000-2001	.	.	.
2001-2002	.	.	.
2002-2003	.	.	.
<b>Nunavut<sup>5</sup></b>			
1998-1999	...	...	...
1999-2000	..	..	..
2000-2001	..	..	..
2001-2002	..	..	..
2002-2003	<b>191</b>	..	7
<b>Total</b>			
<b>1998-1999</b>	<b>232 190</b>	<b>0</b>	<b>8</b>
<b>1999-2000</b>	<b>246 748<sup>r</sup></b>	<b>6</b>	<b>8</b>
<b>2000-2001</b>	<b>250 147<sup>r</sup></b>	<b>1</b>	<b>8</b>
<b>2001-2002</b>	<b>243 069<sup>r</sup></b>	<b>-3</b>	<b>8</b>
<b>2002-2003</b>	<b>228 412</b>	<b>-6</b>	<b>7</b>

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Une demande de services sommaires approuvée a trait à la prestation de conseils ou d'information juridiques, ou à d'autres types de services juridiques sommaires assurés à un particulier sur demande écrite pendant une entrevue officielle. Seules les demandes écrites sont comptées.

3. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations postcensitaires définitives pour 1998 et 1998; estimations postcensitaires mises à jour pour 2000 et 2001; et estimations postcensitaires provisoires pour 2002.

4. La baisse du nombre de demandes de services sommaires au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet).

5. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des Services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 17**  
**Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet<sup>1,2</sup>**

Province ou territoire et année	Total		Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons <sup>3</sup>	
	n <sup>bre</sup>		n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>												
1998-1999	..		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	<b>3 471</b> <sup>r</sup>	554 <sup>r</sup>	16	232 <sup>r</sup>	7	2 269 <sup>r</sup>	65	0 <sup>r</sup>	0	416 <sup>r</sup>	12	
2000-2001	<b>3 001</b> <sup>r</sup>	561 <sup>r</sup>	19	215 <sup>r</sup>	7	1 588 <sup>r</sup>	53	0 <sup>r</sup>	0	637 <sup>r</sup>	21	
2001-2002	<b>2 875</b> <sup>r</sup>	775 <sup>r</sup>	27	190 <sup>r</sup>	7	1 256 <sup>r</sup>	44	0 <sup>r</sup>	0	654 <sup>r</sup>	23	
2002-2003	<b>2 763</b>	732	26	161	6	1 055	38	0	0	815	29	
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>												
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2002-2003	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
<b>Nouvelle-Écosse</b>												
1998-1999	<b>1 997</b>	847	42	89	4	576	29	24	1	461	23	
1999-2000	<b>2 160</b>	966	45	51	2	583	27	57	3	503	23	
2000-2001	<b>2 024</b>	943	47	35	2	457	23	55	3	534	26	
2001-2002	<b>2 518</b>	1 072	43	43	2	356	14	71	3	976	39	
2002-2003	<b>2 317</b>	1 101	48	34	1	351	15	85	4	746	32	
<b>Nouveau-Brunswick</b>												
1998-1999	<b>780</b>	.	.	30	4	.	.	.	.	750	96	
1999-2000	<b>793</b>	.	.	..	..	.	.	.	.	793	100	
2000-2001	<b>723</b>	.	.	..	..	.	.	.	.	723	100	
2001-2002	<b>810</b>	.	.	..	..	.	.	.	.	810 <sup>r</sup>	100	
2002-2003	<b>498</b>	.	.	..	..	.	.	.	.	498	100	
<b>Québec</b>												
1998-1999	<b>38 178</b>	18 789	49	10 808	28	1 784	5	53	0	6 744	18	
1999-2000	<b>36 390</b>	19 017	52	9 207	25	1 596	4	53	0	6 517	18	
2000-2001	<b>36 826</b>	21 149	57	8 042	22	1 566	4	63	0	6 006	16	
2001-2002	<b>40 132</b>	24 349	61	8 131	20	1 565	4	46	0	6 041	15	
2002-2003	<b>39 221</b>	23 369	60	8 335	21	1 767	5	55	0	5 695	15	
<b>Ontario<sup>4</sup></b>												
1998-1999	<b>38 517</b>	6 737	17	10 847	28	..	..	..	..	20 933	54	
1999-2000	<b>30 057</b>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
2000-2001	<b>31 186</b>	7 122	23	7 083	23	..	..	..	..	16 981	54	
2001-2002	<b>35 521</b>	7 907	22	9 790	28	..	..	..	..	17 824	50	
2002-2003	<b>35 324</b>	7 481	21	11 243	32	14 475	41	0	0	2 125	6	
<b>Manitoba</b>												
1998-1999	<b>2 102</b>	302	14	67	3	311	15	..	..	1 422	68	
1999-2000	<b>2 380</b>	319	13	90	4	294	12	7	0	1 670	70	
2000-2001	<b>2 729</b>	338	12	101	4	265	10	7	0	2 018	74	
2001-2002	<b>2 952</b>	338	11	85	3	464	16	2	0	2 063	70	
2002-2003	<b>3 039</b>	312	10	77	3	579	19	7	0	2 064	68	
<b>Saskatchewan</b>												
1998-1999	<b>1 580</b>	1 165	74	206	13	115	7	28	2	66	4	
1999-2000	<b>1 429</b>	1 072	75	191	13	92	6	21	1	53	4	
2000-2001	<b>1 473</b>	1 094	74	196	13	93	6	13	1	77	5	
2001-2002	<b>1 536</b>	1 194	78	188	12	71	5	27	2	56	4	
2002-2003	<b>1 613</b>	1 161	72	260	16	124	8	24	1	44	3	
<b>Alberta</b>												
1998-1999	<b>9 115</b>	2 559	28	1 201	13	1 547	17	621	7	3 187	35	
1999-2000	<b>10 314</b>	2 833	27	2 019	20	1 225	12	537	5	3 700	36	
2000-2001	<b>11 587</b>	3 561	31	2 249	19	1 240	11	610	5	3 927	34	
2001-2002	<b>11 765</b>	3 623	31	2 211	19	1 132	10	566	5	4 233	36	
2002-2003	<b>12 711</b>	3 817	30	2 565	20	1 175	9	588	5	4 566	36	
<b>Colombie-Britannique</b>												
1998-1999	<b>27 867</b>	8 135	29	12 065	43	.	.	.	.	7 667	28	
1999-2000	<b>25 865</b>	7 915	31	10 733	41	.	.	.	.	7 217	28	
2000-2001	<b>23 561</b>	6 986	30	9 728	41	.	.	.	.	6 847	29	
2001-2002	<b>22 786</b>	6 960	31	9 237	41	.	.	.	.	6 589	29	
2002-2003	<b>12 655</b>	3 240	26	6 495	51	.	.	.	.	2 920	23	
<b>Territoire du Yukon<sup>5</sup></b>												
1998-1999	<b>154</b>	86	56	58	38	7	5	0	0	3	2	
1999-2000	<b>12</b>	5	42	6	50	1	8	0	0	0	0	
2000-2001	<b>146</b>	93	64	50	34	2	1	0	0	1	1	
2001-2002	<b>150</b>	53	35	51	34	6	4	40	27	0	0	
2002-2003	<b>47</b>	28	60	7	15	5	11	0	0	7	15	

**Tableau 17**  
**Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet<sup>1,2</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Total		Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons <sup>3</sup>	
	n <sup>bre</sup>		n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>6</sup></b>												
1998-1999	627		83	13	50	8	177	28	238	38	79	13
1999-2000	380		70	18	19	5	85	22	206	54	0	0
2000-2001	345		59	17	14	4	99	29	173	50	0	0
2001-2002	257		52	20	14	5	84	33	105	41	2	1
2002-2003	496		138	28	133	27	48	10	177	36	0	0
<b>Nunavut<sup>6</sup></b>												
1998-1999	...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	83		9	11	46	55	28	34	0	0	0	0
2001-2002	64		13	20	22	34	4	6	25	39	0	0
2002-2003	52		6	12	41	79	5	10	0	0	0	0
<b>Total</b>												
1998-1999	120 917		38 703	32	35 421	29	4 517	4	964	1	41 312	34
1999-2000	113 251 <sup>r</sup>		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	113 684 <sup>r</sup>		41 915 <sup>r</sup>	37	27 759 <sup>r</sup>	24	5 338 <sup>r</sup>	5	921 <sup>r</sup>	1	37 751 <sup>r</sup>	33
2001-2002	121 366 <sup>r</sup>		46 336 <sup>r</sup>	38	29 962 <sup>r</sup>	25	4 938 <sup>r</sup>	4	882 <sup>r</sup>	1	39 248 <sup>r</sup>	32
2002-2003	110 736		41 385	37	29 351	27	19 584	18	936	1	19 480	18

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.

3. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.

4. Avant 2002-2003, les chiffres sur le mérite insuffisant et la non-conformité en Ontario n'étaient pas ventilés séparément, mais étaient inclus dans la catégorie « Autres raisons ».

5. Le total des demandes rejetées déclaré par le Territoire du Yukon en 1999-2000 n'est pas comparable à celui des autres années à cause de différences entre les procédures de dénombrement.

6. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 18**  
**Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles<sup>1,2</sup>**

Province ou territoire et année	Total					Inadmissibilité financière				Raisons liées à l'applicabilité					
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>															
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	3 471 <sup>r</sup>	1 108 <sup>r</sup>	32	2 363 <sup>r</sup>	68	554 <sup>r</sup>	214 <sup>r</sup>	39	340 <sup>r</sup>	61	232 <sup>r</sup>	227 <sup>r</sup>	98	5 <sup>r</sup>	2
2000-2001	3 001 <sup>r</sup>	966 <sup>r</sup>	32	2 035 <sup>r</sup>	68	561 <sup>r</sup>	232 <sup>r</sup>	41	329 <sup>r</sup>	59	215 <sup>r</sup>	212 <sup>r</sup>	99	3 <sup>r</sup>	1
2001-2002	2 875 <sup>r</sup>	984 <sup>r</sup>	34	1 891 <sup>r</sup>	66	775 <sup>r</sup>	326 <sup>r</sup>	42	449 <sup>r</sup>	58	190 <sup>r</sup>	188 <sup>r</sup>	99	2 <sup>r</sup>	1
2002-2003	2 763	1 007	36	1 756	64	732	332	45	400	55	161	158	98	3	2
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>															
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2002-2003	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
<b>Nouvelle-Écosse</b>															
1998-1999	1 997	749	38	1 248	62	847	249	29	598	71	89	28	31	61	69
1999-2000	2 160	833	39	1 327	61	966	344	36	622	64	51	27	53	24	47
2000-2001	2 024	845	42	1 179	58	943	307	33	636	67	35	20	57	15	43
2001-2002	2 518	1 292	51	1 226	49	1 072	377	35	695	65	43	30	70	13	30
2002-2003	2 317	1 025	44	1 292	56	1 101	359	33	742	67	34	24	71	10	29
<b>Nouveau-Brunswick</b>															
1998-1999	780	691	89	89	11	.	.	.	.	.	30	.	.	30	100
1999-2000	793	745	94	48	6	.	.	.	.	.	..	.	.	..	..
2000-2001	723	682	94	41	6	.	.	.	.	.	..	.	.	..	..
2001-2002	810	725	90	85	10	.	.	.	.	.	..	.	.	..	..
2002-2003	498	450	90	48	10	.	.	.	.	.	..	.	.	..	..
<b>Québec</b>															
1998-1999	38 178	13 901	36	24 277	64	18 789	6 954	37	11 835	63	10 808	5 914	55	4 894	45
1999-2000	36 390	13 681	38	22 709	62	19 017	7 626	40	11 391	60	9 207	5 006	54	4 201	46
2000-2001	36 826	13 670	37	23 156	63	21 149	8 633	41	12 516	59	8 042	4 087	51	3 955	49
2001-2002	40 132	16 717	42	23 415	58	24 349	11 312	46	13 037	54	8 131	4 165	51	3 966	49
2002-2003	39 221	15 819	40	23 402	60	23 369	10 279	44	13 090	56	8 335	4 382	53	3 953	47
<b>Ontario<sup>4</sup></b>															
1998-1999	38 517	23 096	60	15 421	40	6 737	4 040	60	2 697	40	10 847	6 504	60	4 343	40
1999-2000	30 057	17 343	58	12 714	42	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	31 186	..	..	..	..	7 122	..	..	..	..	7 083	..	..	..	0
2001-2002	35 521	..	..	..	..	7 907	..	..	..	..	9 790	..	..	..	0
2002-2003	35 324	..	..	..	..	7 481	..	..	..	..	11 243	..	..	..	..
<b>Manitoba</b>															
1998-1999	2 102	858	41	1 244	59	302	101	33	201	67	67	2	3	65	97
1999-2000	2 380	1 003	42	1 377	58	319	108	34	211	66	90	9	10	81	90
2000-2001	2 729	1 175	43	1 554	57	338	114	34	224	66	101	12	12	89	88
2001-2002	2 952	1 105	37	1 847	63	338	112	33	226	67	85	10	12	75	88
2002-2003	3 039	1 048	34	1 991	66	312	101	32	211	68	77	3	4	74	96
<b>Saskatchewan</b>															
1998-1999	1 580	1 014	64	566	36	1 165	773	66	392	34	206	166	81	40	19
1999-2000	1 429	925	65	504	35	1 072	712	66	360	34	191	156	82	35	18
2000-2001	1 473	928	63	545	37	1 094	706	65	388	35	196	166	85	30	15
2001-2002	1 536	1 061	69	475	31	1 194	845	71	349	29	188	166	88	22	12
2002-2003	1 613	1 090	68	523	32	1 161	784	68	377	32	260	244	94	16	6
<b>Alberta</b>															
1998-1999	9 115	5 117	56	3 998	44	2 559	1 512	59	1 047	41	1 201	967	81	234	19
1999-2000	10 314	5 641	55	4 673	45	2 833	1 595	56	1 238	44	2 019	1 305	65	714	35
2000-2001	11 587	6 165	53	5 422	47	3 561	1 892	53	1 669	47	2 249	1 268	56	981	44
2001-2002	11 765	6 465	55	5 300	45	3 623	1 909	53	1 714	47	2 211	1 367	62	844	38
2002-2003	12 711	7 115	56	5 596	44	3 817	1 999	52	1 818	48	2 565	1 578	62	987	38
<b>Colombie-Britannique</b>															
1998-1999	27 867	11 480	41	16 387	59	8 135	3 141	39	4 994	61	12 065	5 333	44	6 732	56
1999-2000	25 865	10 930	42	14 935	58	7 915	3 172	40	4 743	60	10 733	4 946	46	5 787	54
2000-2001	23 561	9 868	42	13 693	58	6 986	2 587	37	4 399	63	9 728	4 518	46	5 210	54
2001-2002	22 786	9 374	41	13 412	59	6 960	2 585	37	4 375	63	9 237	4 157	45	5 080	55
2002-2003	12 655	6 867	54	5 788	46	3 240	1 883	58	1 357	42	6 495	3 023	47	3 472	53
<b>Territoire du Yukon<sup>5</sup></b>															
1998-1999	154	58	38	96	62	86	31	36	55	64	58	22	38	36	62
1999-2000	12	7	58	5	42	5	2	40	3	60	6	4	67	2	33
2000-2001	146	51	35	95	65	93	33	35	60	65	50	18	36	32	64
2001-2002	150	35	23	115	77	53	10	19	43	81	51	13	25	38	75
2002-2003	47	21	45	26	55	28	9	32	19	68	7	3	43	4	57



**Tableau 18**  
**Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles<sup>1,2</sup>**

Mérite insuffisant					Non-conformité ou abus					Autres raisons <sup>3</sup>					Province ou territoire et année
Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		
n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	
Terre-Neuve-et-Labrador															
2 269 <sup>r</sup>	400 <sup>r</sup>	18	1 869 <sup>r</sup>	82	0 <sup>r</sup>	0 <sup>r</sup>	0	0 <sup>r</sup>	0	416 <sup>r</sup>	267 <sup>r</sup>	64	149 <sup>r</sup>	36	
1 588 <sup>r</sup>	234 <sup>r</sup>	15	1 354 <sup>r</sup>	85	0 <sup>r</sup>	0 <sup>r</sup>	0	0 <sup>r</sup>	0	637 <sup>r</sup>	288 <sup>r</sup>	45	349 <sup>r</sup>	55	
1 256 <sup>r</sup>	164 <sup>r</sup>	13	1 092 <sup>r</sup>	87	0 <sup>r</sup>	0 <sup>r</sup>	0	0 <sup>r</sup>	0	654 <sup>r</sup>	306 <sup>r</sup>	47	348 <sup>r</sup>	53	
1 055	113	11	942	89	0	0	0	0	0	815	404	50	411	50	
Île-du-Prince-Édouard															
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	
Nouvelle-Écosse															
576	259	45	317	55	24	9	38	15	63	461	204	44	257	56	
583	236	40	347	60	57	38	67	19	33	503	188	37	315	63	
457	242	53	215	47	55	32	58	23	42	534	244	46	290	54	
356	177	50	179	50	71	32	45	39	55	976	676	69	300	31	
351	172	49	179	51	85	47	55	38	45	746	423	57	323	43	
Nouveau-Brunswick															
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	750	691	92	59	8	
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	793	745	94	48	6	
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	723	682	94	41	6	
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	810	725	90	85	10	
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	498	450	90	48	10	
Québec															
1 784	132	7	1 652	93	53	1	2	52	98	6 744	900	13	5 844	87	
1 596	80	5	1 516	95	53	2	4	51	96	6 517	967	15	5 550	85	
1 566	93	6	1 473	94	63	0	0	63	100	6 006	857	14	5 149	86	
1 565	84	5	1 481	95	46	2	4	44	96	6 041	1 154	19	4 887	81	
1 767	100	6	1 667	94	55	2	4	53	96	5 695	1 056	19	4 639	81	
Ontario <sup>4</sup>															
..	.	.	.	.	.	.	.	.	.	20 933	12 552	60	8 381	40	
..	.	.	.	.	.	.	.	.	.	..	..	..	..	..	
..	.	.	.	.	.	.	.	.	.	16 981	..	..	..	..	
..	.	.	.	.	.	.	.	.	.	17 824	..	..	..	..	
14 475	.	.	.	.	.	.	.	.	.	2 125	..	..	..	..	
Manitoba															
311	46	15	265	85	..	..	..	..	..	1 422	709	50	713	50	
294	39	13	255	87	7	2	29	5	71	1 670	845	51	825	49	
265	49	18	216	82	7	..	..	7	100	2 018	1 000	50	1 018	50	
464	32	7	432	93	2	0	0	2	100	2 063	951	46	1 112	54	
579	40	7	539	93	7	1	14	6	86	2 064	903	44	1 161	56	
Saskatchewan															
115	24	21	91	79	28	24	86	4	14	66	27	41	39	59	
92	18	20	74	80	21	17	81	4	19	53	22	42	31	58	
93	17	18	76	82	13	6	46	7	54	77	33	43	44	57	
71	7	10	64	90	27	18	67	9	33	56	25	45	31	55	
124	15	12	109	88	24	20	83	4	17	44	27	61	17	39	
Alberta															
1 547	375	24	1 172	76	621	354	57	267	43	3 187	1 909	60	1 278	40	
1 225	289	24	936	76	537	286	53	251	47	3 700	2 166	59	1 534	41	
1 240	305	25	935	75	610	325	53	285	47	3 927	2 375	60	1 552	40	
1 132	278	25	854	75	566	310	55	256	45	4 233	2 601	61	1 632	39	
1 175	281	24	894	76	588	305	52	283	48	4 566	2 952	65	1 614	35	
Colombie-Britannique															
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	7 667	3 006	39	4 661	61	
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	7 217	2 812	39	4 405	61	
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	6 847	2 763	40	4 084	60	
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	6 589	2 632	40	3 957	60	
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	2 920	1 961	67	959	33	
Territoire du Yukon <sup>5</sup>															
7	5	71	2	29	0	0	0	0	0	3	0	0	3	100	
1	1	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2	0	0	2	100	0	0	0	0	0	1	0	0	1	100	
6	1	17	5	83	40	11	28	29	73	0	0	0	0	0	
5	2	40	3	60	0	0	0	0	0	7	7	100	0	0	

**Tableau 18**  
**Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles<sup>1,2</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Total					Inadmissibilité financière				Raisons liées à l'applicabilité					
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>6</sup></b>															
1998-1999	627	..	..	..	..	83	..	..	..	..	50	..	..	..	..
1999-2000	380	..	..	..	..	70	15	21	55	79	19	..	..	..	..
2000-2001	345	..	..	..	..	59	10	17	49	83	14	..	..	..	..
2001-2002	257	..	..	..	..	52	16	31	36	69	14	..	..	..	..
2002-2003	496	153	31	343	69	138	34	25	104	75	133	46	35	87	65
<b>Nunavut<sup>6</sup></b>															
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	83	43	52	40	48	9	5	56	4	44	46	30	65	16	35
2001-2002	64	26	41	38	59	13	10	77	3	23	22	0	0	22	100
2002-2003	52	12	23	40	77	6	2	33	4	67	41	7	17	34	83
<b>Total</b>															
1998-1999	120 917	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	113 251 <sup>r</sup>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	113 684 <sup>r</sup>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	121 366 <sup>r</sup>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2002-2003	110 736	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.

3. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.

4. Avant 2002-2003, les chiffres sur le mérite insuffisant et la non-conformité en Ontario n'étaient pas ventilés séparément, mais étaient inclus dans la catégorie « Autres raisons ».

5. Le total des demandes rejetées déclaré par le Territoire du Yukon en 1999-2000 n'est pas comparable à celui des autres années à cause de différences entre les procédures de dénombrement.

6. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 18**  
**Demandses d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles<sup>1,2</sup> – fin**

Total	Mérite insuffisant				Non-conformité ou abus					Autres raisons <sup>3</sup>					Province ou territoire et année
	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		
n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	
177	..	..	..	..	238	..	..	..	..	79	..	..	..	..	Territoires du Nord-Ouest <sup>6</sup>
85	..	..	..	..	206	..	..	..	..	0	0	0	0	0	1998-1999
99	..	..	..	..	173	..	..	..	..	0	0	0	0	0	1999-2000
84	..	..	..	..	105	..	..	..	..	2	..	..	..	..	2000-2001
48	23	48	25	52	177	50	28	127	72	..	..	..	..	..	2001-2002
															2002-2003
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Nunavut <sup>6</sup>
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1998-1999
28	8	29	20	71	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1999-2000
4	1	25	3	75	25	15	60	10	40	0	0	0	0	0	2000-2001
5	3	60	2	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2001-2002
															2002-2003
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	<b>Total</b>
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	<b>1998-1999</b>
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	<b>1999-2000</b>
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	<b>2000-2001</b>
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	<b>2001-2002</b>
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	<b>2002-2003</b>

**Tableau 19**  
**Effectif des régimes d'aide juridique au 31 mars<sup>1</sup>**

Province ou territoire et année	Total					Employés qui assurent des services juridiques directs					Autres employés <sup>2</sup>								
	Total		Avocats		Non-avocats		Total		Avocats		Non-avocats		Total		Avocats		Non-avocats		
	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>	<b>90</b>		44	49	46	51	90	44	49	46	51	0	0	0	0	0	0	0	0
1998-1999			44	49	46	51	90	44	49	46	51	0	0	0	0	0	0	0	0
1999-2000	<b>78<sup>r</sup></b>		42 <sup>r</sup>	54	36 <sup>r</sup>	46	42 <sup>r</sup>	100	0 <sup>r</sup>	0	0	36 <sup>r</sup>	0 <sup>r</sup>	0	0	36 <sup>r</sup>	100		
2000-2001	<b>111<sup>r</sup></b>		46 <sup>r</sup>	41	65 <sup>r</sup>	59	111 <sup>r</sup>	46 <sup>r</sup>	41	65 <sup>r</sup>	59	0 <sup>r</sup>	0 <sup>r</sup>	0	0	0 <sup>r</sup>	0		
2001-2002	<b>119<sup>r</sup></b>		43 <sup>r</sup>	36	76 <sup>r</sup>	64	119 <sup>r</sup>	43 <sup>r</sup>	36	76 <sup>r</sup>	64	0 <sup>r</sup>	0 <sup>r</sup>	0	0	0 <sup>r</sup>	0		
2002-2003	<b>119</b>		43	36	76	64	119	43	36	76	64	0	0	0	0	0	0		
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>																			
1998-1999	<b>7</b>		4	57	3	43	4	4	100	0	0	3	0	0	0	3	100		
1999-2000	<b>7</b>		4	57	3	43	4	4	100	0	0	3	0	0	0	3	100		
2000-2001	<b>7</b>		4	57	3	43	4	4	100	0	0	3	0	0	0	3	100		
2001-2002	<b>7</b>		4	57	3	43	4	4	100	0	0	3	0	0	0	3	100		
2002-2003	<b>9</b>		5	56	4	44	5	5	100	0	0	4	0	0	0	4	100		
<b>Nouvelle-Écosse</b>																			
1998-1999	<b>120</b>		66	55	54	45	64	64	100	0	0	56	2	4	54	96			
1999-2000	<b>121</b>		67	55	54	45	65	65	100	0	0	56	2	4	54	96			
2000-2001	<b>125</b>		67	54	58	46	65	65	100	0	0	60	2	3	58	97			
2001-2002	<b>123</b>		66	54	57	46	113	64	57	49	43	10	2	20	8	80			
2002-2003	<b>127</b>		66	52	61	48	117	64	55	53	45	10	2	20	8	80			
<b>Nouveau-Brunswick</b>																			
1998-1999	<b>35</b>		9	26	26	74	8	8	100	0	0	27	1	4	26	96			
1999-2000	<b>38</b>		9	24	29	76	8	8	100	0	0	30	1	3	29	97			
2000-2001	<b>41</b>		10	24	31	76	8	8	100	0	0	33	2	6	31	94			
2001-2002	<b>29</b>		10	34	19	66	9	9	100	0	0	20	1	5	19	95			
2002-2003	<b>29</b>		11	38	18	62	10	10	100	0	0	19	1	5	18	95			
<b>Québec</b>																			
1998-1999	<b>795</b>		335	42	460	58	321	306	95	15	5	474	29	6	445	94			
1999-2000	<b>785</b>		337	43	448	57	331	310	94	21	6	454	27	6	427	94			
2000-2001	<b>836</b>		347	42	489	58	354	319	90	35	10	483	29	6	454	94			
2001-2002	<b>826</b>		345	42	481	58	352	318	90	34	10	475	28	6	447	94			
2002-2003	<b>853</b>		356	42	498	58	363	326	90	37	10	490	30	6	461	94			
<b>Ontario</b>																			
1998-1999	<b>950</b>		308	32	642	68	334	222	66	112	34	616	86	14	530	86			
1999-2000	<b>1,045</b>		326	31	719	69	359	238	66	121	34	686	88	13	598	87			
2000-2001	<b>1,135</b>		349	31	786	69	369	252	68	117	32	766	97	13	669	87			
2001-2002	<b>1,136</b>		354	31	782	69	540	234	43	306	57	596	120	20	476	80			
2002-2003	<b>1,244</b>		392	32	852	68	620	274	44	346	56	624	118	19	506	81			
<b>Manitoba</b>																			
1998-1999	<b>136</b>		50	37	86	63	64	42	66	22	34	72	8	11	64	89			
1999-2000	<b>142</b>		53	37	89	63	68	45	66	23	34	74	8	11	66	89			
2000-2001	<b>141</b>		51	36	90	64	70	47	67	23	33	71	4	6	67	94			
2001-2002	<b>134</b>		55	41	79	59	97	50	52	47	48	37	5	14	32	86			
2002-2003	<b>147</b>		56	38	91	62	111	51	46	60	54	36	5	14	31	86			
<b>Saskatchewan</b>																			
1998-1999	<b>132</b>		63	48	69	52	83	62	75	21	25	49	1	2	48	98			
1999-2000	<b>130</b>		62	48	68	52	80	61	76	19	24	50	1	2	49	98			
2000-2001	<b>135</b>		65	48	70	52	84	64	76	20	24	51	1	2	50	98			
2001-2002	<b>136</b>		69	51	67	49	83	68	82	15	18	53	1	2	52	98			
2002-2003	<b>139</b>		72	52	67	48	87	71	82	16	18	52	1	2	51	98			
<b>Alberta<sup>3</sup></b>																			
1998-1999	<b>128</b>		29	23	99	77	26	26	100	...	...	102	3	3	99	97			
1999-2000	<b>136</b>		28	21	108	79	25	25	100	...	...	111	3	3	108	97			
2000-2001	<b>132</b>		28	21	104	79	25	25	100	...	...	107	3	3	104	97			
2001-2002	<b>201</b>		59	29	142	71	60	56	93	4	7	141	3	2	138	98			
2002-2003	<b>216</b>		58	27	158	73	62	55	89	7	11	154	3	2	151	98			
<b>Colombie-Britannique</b>																			
1998-1999	<b>331</b>		84	25	247	75	181	80	44	101	56	150	4	3	146	97			
1999-2000	<b>315</b>		73	23	242	77	96	66	69	30	31	219	7	3	212	97			
2000-2001	<b>325</b>		81	25	244	75	97	69	71	28	29	228	12	5	216	95			
2001-2002	<b>326</b>		71	22	255	78	86	59	69	27	31	240	12	5	228	95			
2002-2003	<b>148</b>		25	17	123	83	54	17	31	37	69	94	8	9	86	91			

**Tableau 19**  
**Effectif des régimes d'aide juridique au 31 mars<sup>1</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Total					Employés qui assurent des services juridiques directs					Autres employés <sup>2</sup>				
	Total	Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats	
	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%
<b>Territoire du Yukon</b>															
1998-1999	9	5	56	4	44	6	4	67	2	33	3	1	33	2	67
1999-2000	8	4	50	4	50	5	3	60	2	40	3	1	33	2	67
2000-2001	10	5	50	5	50	6	4	67	2	33	4	1	25	3	75
2001-2002	12	6	50	6	50	5	5	100	0	0	7	1	14	6	86
2002-2003	11	6	55	5	45	11	6	55	5	45	0	0	0	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>4</sup></b>															
1998-1999	51	11	22	40	78	35	11	31	24	69	16	0	0	16	100
1999-2000	45	9	20	36	80	32	9	28	23	72	13	0	0	13	100
2000-2001	25	6	24	19	79	19	5	26	14	74	6	1	17	5	83
2001-2002	25	5	20	20	80	20	5	25	15	75	5	0	0	5	100
2002-2003	26	6	23	20	77	16	5	31	11	69	10	1	10	9	90
<b>Nunavut<sup>4</sup></b>															
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	32	17	53	15	47	18	7	39	11	61	14	10	71	4	29
2001-2002	46	21	46	25	54	23	8	35	15	65	23	13	57	10	43
2002-2003	35	9	26	26	74	33	9	27	24	73	2	0	0	2	100
<b>Total</b>															
1998-1999	2 784	1 008	36	1 776	64	1 216	873	72	343	28	1 568	135	9	1 433	91
1999-2000	2 850 <sup>r</sup>	1 014 <sup>r</sup>	36	1 836 <sup>r</sup>	64	1 115 <sup>r</sup>	876 <sup>r</sup>	79	239	21	1 735 <sup>r</sup>	138	8	1 597 <sup>r</sup>	92
2000-2001	3 055 <sup>r</sup>	1 076 <sup>r</sup>	35	1 979 <sup>r</sup>	65	1 230 <sup>r</sup>	915 <sup>r</sup>	74	315 <sup>r</sup>	26	1 826	162	9	1 664	91
2001-2002	3 120 <sup>r</sup>	1 108 <sup>r</sup>	36	2 012 <sup>r</sup>	64	1 511 <sup>r</sup>	923 <sup>r</sup>	61	588 <sup>r</sup>	39	1 610	186	12	1 424	88
2002-2003	3 103	1 105	36	1 999	64	1 608	936	58	672	42	1 495	169	11	1 327	89

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La catégorie « Autre personnel » comprend, entre autres, les comptables, les bibliothécaires et les commis.

3. Les chiffres de l'Alberta sur les employés pour 2001-2002 comprennent le personnel embauché pour le Family Law Office Pilot Project.

4. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 20**  
**Prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés et de pratique privée**

Province ou territoire et année	Total <sup>1</sup>	Avocats de pratique privée		Avocats salariés des régimes d'aide juridique <sup>2</sup>	
	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
1998-1999	59	15	25	44	75
1999-2000	..	..	..	42 <sup>r</sup>	..
2000-2001	64 <sup>r</sup>	18 <sup>r</sup>	28	46 <sup>r</sup>	72
2001-2002	61 <sup>r</sup>	18 <sup>r</sup>	30	43 <sup>r</sup>	70
2002-2003	48	5	10	43	90
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
1998-1999	25	21	84	4	16
1999-2000	25	21	84	4	16
2000-2001	24	20	83	4	17
2001-2002	37	33	89	4	11
2002-2003	32	27	84	5	16
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
1998-1999	368	302	82	66	18
1999-2000	345	278	81	67	19
2000-2001	327	260	80	67	20
2001-2002	310	244	79	66	21
2002-2003	296	230	78	66	22
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
1998-1999	319	310	97	9	3
1999-2000	229	220	96	9	4
2000-2001	218	208	95	10	5
2001-2002	205	195	95	10	5
2002-2003	199	188	94	11	6
<b>Québec</b>					
1998-1999	3 458	3 123	90	335	10
1999-2000	3 351	3 014	90	337	10
2000-2001	3 270	2 923	89	347	11
2001-2002	3 157	2 812	89	345	11
2002-2003	2 900	2 544	88	356	12
<b>Ontario</b>					
1998-1999	5 353	5 045	94	308	6
1999-2000	5 101	4 775	94	326	6
2000-2001	4 960	4 611	93	349	7
2001-2002	4 742	4 388	93	354	7
2002-2003	4 851	4 459	92	392	8
<b>Manitoba</b>					
1998-1999	594	544	92	50	8
1999-2000	490	437	89	53	11
2000-2001	459	408	89	51	11
2001-2002	431	376	87	55	13
2002-2003	414	358	86	56	14
<b>Saskatchewan</b>					
1998-1999	261	198	76	63	24
1999-2000	293	231	79	62	21
2000-2001	249	184	74	65	26
2001-2002	250	181	72	69	28
2002-2003	237	165	70	72	30
<b>Alberta</b>					
1998-1999	1 228	1 199	98	29	2
1999-2000	1 167	1 139	98	28	2
2000-2001	1 378	1 350	98	28	2
2001-2002	1 470	1 411	96	59	4
2002-2003	1 206	1 148	95	58	5

**Tableau 20**  
**Prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés et de pratique privée – fin**

Province ou territoire et année	Total <sup>1</sup>	Avocats de pratique privée		Avocats salariés des régimes d'aide juridique <sup>2</sup>	
	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%
<b>Colombie-Britannique</b>					
1998-1999	<b>1 718</b>	1 634	95	84	5
1999-2000	<b>1 593</b>	1 520	95	73	5
2000-2001	<b>1 450</b>	1 369	94	81	6
2001-2002	<b>1 334</b>	1 263	95	71	5
2002-2003	<b>1 103</b>	1 078	98	25	2
<b>Territoire du Yukon</b>					
1998-1999	<b>25</b>	20	80	5	20
1999-2000	<b>16</b>	12	75	4	25
2000-2001	<b>13</b>	8	62	5	38
2001-2002	<b>19</b>	13	68	6	32
2002-2003	<b>20</b>	14	70	6	30
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>3</sup></b>					
1998-1999	<b>56</b>	45	80	11	20
1999-2000	<b>52</b>	43	83	9	17
2000-2001	<b>43</b>	38	88	5	12
2001-2002	<b>35</b>	30	86	5	14
2002-2003	<b>30</b>	24	80	6	20
<b>Nunavut<sup>3</sup></b>					
1998-1999	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..
2000-2001	<b>27</b>	10	37	17	63
2001-2002	<b>34</b>	13	38	21	62
2002-2003	<b>23</b>	14	61	9	39
<b>Total</b>					
<b>1998-1999</b>	<b>13 464</b>	<b>12 456</b>	<b>93</b>	<b>1 008</b>	<b>7</b>
<b>1999-2000</b>	..	..	..	<b>1 014<sup>r</sup></b>	..
<b>2000-2001</b>	<b>12 482<sup>r</sup></b>	<b>11 407<sup>r</sup></b>	<b>91</b>	<b>1 075<sup>r</sup></b>	<b>9</b>
<b>2001-2002</b>	<b>12 085<sup>r</sup></b>	<b>10 977<sup>r</sup></b>	<b>91</b>	<b>1 108<sup>r</sup></b>	<b>9</b>
<b>2002-2003</b>	<b>11 359</b>	<b>10 254</b>	<b>90</b>	<b>1 105</b>	<b>10</b>

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Le « total » représente le nombre d'avocats assurant des services d'aide juridique à l'échelle du Canada, selon les déclarations des régimes d'aide juridique.

2. Chiffres au 31 mars.

3. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 21**  
**Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire<sup>1,2,3</sup>**

Province ou territoire et année	Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
1998-1999	<b>4 649</b>	..	..	...	...	...
1999-2000	<b>11 307<sup>r</sup></b>	11 307 <sup>r</sup>	100	...	...	...
2000-2001	<b>13 322<sup>r</sup></b>	13 322 <sup>r</sup>	100	...	...	...
2001-2002	<b>13 264<sup>r</sup></b>	13 264 <sup>r</sup>	100	...	...	...
2002-2003	<b>14 073</b>	14 073	100	...	...	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
1998-1999	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.
2002-2003	.	.	.	.	.	.
<b>Nouvelle-Écosse<sup>4</sup></b>						
1998-1999	<b>1 234</b>	1 230	100	4	0	0
1999-2000	<b>4 518</b>	4 507	100	11	0	0
2000-2001	<b>4 828</b>	4 818	100	10	0	0
2001-2002	<b>6 891</b>	6 881	100	10	0	0
2002-2003	<b>6 760</b>	6 757	100	3	0	0
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
1998-1999	<b>15 413</b>	14 335	93	1 078	7	7
1999-2000	<b>16 336</b>	14 695	90	1 641	10	10
2000-2001	<b>14 613</b>	13 509	92	1 104	8	8
2001-2002	<b>14 938</b>	14 914	100	24	0	0
2002-2003	<b>14 644</b>	14 203	97	441	3	3
<b>Québec</b>						
1998-1999	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.
2002-2003	.	.	.	.	.	.
<b>Ontario<sup>5</sup></b>						
1998-1999	<b>600 559</b>	505 754	84	94 805	16	16
1999-2000	<b>615 028</b>	513 996	84	101 032	16	16
2000-2001	<b>675 813</b>	557 132	82	118 681	18	18
2001-2002	<b>811 591<sup>r</sup></b>	660 003	81	151 588 <sup>r</sup>	19	19
2002-2003	<b>1 116 243</b>	866 378	78	249 865	22	22
<b>Manitoba</b>						
1998-1999	<b>50 686</b>	.	.	.	.	.
1999-2000	<b>41 993</b>	.	.	.	.	.
2000-2001	<b>33 716</b>	.	.	.	.	.
2001-2002	<b>34 533</b>	.	.	.	.	.
2002-2003	<b>35 181</b>	.	.	.	.	.
<b>Saskatchewan</b>						
1998-1999	<b>8 435</b>	8 423	100	12	0	0
1999-2000	<b>8 602</b>	8 354	97	248	3	3
2000-2001	<b>10 061</b>	9 687	96	374	4	4
2001-2002	<b>12 636</b>	12 230	97	406	3	3
2002-2003	<b>13 831</b>	13 449	97	382	3	3
<b>Alberta</b>						
1998-1999	<b>57 019</b>	56 723	99	296	1	1
1999-2000	<b>61 053</b>	60 700	99	353	1	1
2000-2001	<b>60 555</b>	60 195	99	360	1	1
2001-2002	<b>61 060</b>	60 283	99	777	1	1
2002-2003	<b>60 910</b>	60 476	99	434	1	1



**Tableau 21**  
**Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire<sup>1,2,3</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%
<b>Colombie-Britannique</b>						
1998-1999	<b>61 058</b>	.	.	.	.	.
1999-2000	<b>60 361</b>	.	.	.	.	.
2000-2001	<b>49 872</b>	.	.	.	.	.
2001-2002	<b>58 311</b>	.	.	.	.	.
2002-2003	<b>60 340</b>	.	.	.	.	.
<b>Territoire du Yukon</b>						
1998-1999	<b>533</b>	533	100	0	0	0
1999-2000	<b>601</b>	600	100	1	0	0
2000-2001	<b>529</b>	528	100	1	0	0
2001-2002	<b>1 064</b>	1 064	100	0	0	0
2002-2003	<b>1 399</b>	1 333	95	66	5	5
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>6</sup></b>						
1998-1999	..	..	..	...	...	...
1999-2000	..	..	..	...	...	...
2000-2001	..	..	..	...	...	...
2001-2002	..	..	..	...	...	...
2002-2003	<b>3 238</b>	3 238	100	...	...	...
<b>Nunavut<sup>6</sup></b>						
1998-1999	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..
2002-2003	<b>180</b>	180	100	0	0	0
<b>Total</b>						
<b>1998-1999</b>	<b>799 586</b>	.	.	.	.	.
<b>1999-2000</b>	<b>819 799<sup>r</sup></b>	.	.	.	.	.
<b>2000-2001</b>	<b>863 309<sup>r</sup></b>	.	.	.	.	.
<b>2001-2002</b>	<b>1 014 288<sup>r</sup></b>	.	.	.	.	.
<b>2002-2003</b>	<b>1 326 799</b>	.	.	.	.	.

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal.

3. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services.

4. L'augmentation considérable au chapitre des services d'avocats nommés d'office en Nouvelle-Écosse est attribuable à l'embauche d'un avocat à temps plein en mai 1998. Des services d'avocats nommés d'office sont maintenant assurés devant les tribunaux de juridiction criminelle aux personnes arrêtées et détenues. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes aidées plutôt que du nombre d'unités de service fournies.

5. En 2002-2003, l'Ontario a commencé à déclarer les services d'avocats nommés d'office selon l'unité de service plutôt que le nombre de personnes aidées. Ce changement a contribué à l'augmentation des services d'avocats nommés d'office.

6. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 22**  
**Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire criminelle et civile<sup>1,2,3</sup>**

Province ou territoire et année	Total	Affaires criminelles					Affaires civiles				
		Total	Adultes		Jeunes		Total	Affaires relevant du droit de la famille		Autres	
		n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>											
1998-1999	<b>4 649</b>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	<b>11 307<sup>r</sup></b>	11 307 <sup>r</sup>	10 102 <sup>r</sup>	89	1 205 <sup>r</sup>	11	..	..	..	..	..
2000-2001	<b>13 322<sup>r</sup></b>	13 322 <sup>r</sup>	11 895 <sup>r</sup>	89	1 427 <sup>r</sup>	11	..	..	..	..	..
2001-2002	<b>13 264<sup>r</sup></b>	13 264 <sup>r</sup>	11 621 <sup>r</sup>	88	1 643 <sup>r</sup>	12	..	..	..	..	..
2002-2003	<b>14 073</b>	14 073	11 061	79	3 012	21	..	..	..	..	..
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>											
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2002-2003	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
<b>Nouvelle-Écosse<sup>4</sup></b>											
1998-1999	<b>1 234</b>	1 230	1 151	94	79	6	4	3	75	1	25
1999-2000	<b>4 518</b>	4 507	4 041	90	466	10	11	10	91	1	9
2000-2001	<b>4 828</b>	4 818	4 328	90	490	10	10	7	70	3	30
2001-2002	<b>6 891</b>	6 881	6 032	88	849	12	10	8	80	2	20
2002-2003	<b>6 760</b>	6 757	6 025	89	732	11	3	3	100	0	0
<b>Nouveau-Brunswick</b>											
1998-1999	<b>15 413</b>	14 335	11 487	80	2 848	20	1 078	1 070	99	8	1
1999-2000	<b>16 336</b>	14 695	11 987	82	2 708	18	1 641	1 641	100	0	0
2000-2001	<b>14 613</b>	13 509	11 078	82	2 431	18	1 104	1 091	99	13	1
2001-2002	<b>14 938</b>	14 914	12 387	83	2 527	17	24	0	0	24	100
2002-2003	<b>14 644</b>	14 203	11 948	84	2 255	16	441	441	100	0	0
<b>Québec</b>											
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2002-2003	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
<b>Ontario<sup>5</sup></b>											
1998-1999	<b>600 559</b>	505 754	..	..	..	..	94 805	..	..	..	..
1999-2000	<b>615 028</b>	513 996	..	..	..	..	101 032	..	..	..	..
2000-2001	<b>675 813</b>	557 132	..	..	..	..	118 681	..	..	..	..
2001-2002	<b>811 591<sup>r</sup></b>	660 003	380 724	58	279 279	42	151 588 <sup>r</sup>	108 231 <sup>r</sup>	71	43 357	29
2002-2003	<b>1 116 243</b>	866 378	736 773	85	129 605	15	249 865	140 589	56	109 276	44
<b>Manitoba</b>											
1998-1999	<b>50 686</b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	<b>41 993</b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	<b>33 716</b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	<b>34 533</b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2002-2003	<b>35 181</b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
<b>Saskatchewan</b>											
1998-1999	<b>8 435</b>	8 423	6 648	79	1 775	21	12	..	..	..	..
1999-2000	<b>8 602</b>	8 354	6 570	79	1 784	21	248	7	3	241	97
2000-2001	<b>10 061</b>	9 687	7 521	78	2 166	22	374	13	3	361	97
2001-2002	<b>12 636</b>	12 230	10 022	82	2 208	18	406	8	2	398	98
2002-2003	<b>13 831</b>	13 449	11 431	85	2 018	15	382	7	2	375	98
<b>Alberta</b>											
1998-1999	<b>57 019</b>	56 723	47 411	84	9 312	16	296	0	0	296	100
1999-2000	<b>61 053</b>	60 700	47 228	78	13 472	22	353	0	0	353	100
2000-2001	<b>60 555</b>	60 195	46 620	77	13 575	23	360	0	0	..	..
2001-2002	<b>61 060</b>	60 283	46 014	76	14 269	24	777	0	0	777	100
2002-2003	<b>60 910</b>	60 476	47 507	79	12 969	21	434	0	0	434	100
<b>Colombie-Britannique</b>											
1998-1999	<b>61 058</b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	<b>60 361</b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	<b>49 872</b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	<b>58 311</b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2002-2003	<b>60 340</b>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

**Tableau 22**  
**Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire criminelle et civile<sup>1,2,3</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Total	Affaires criminelles					Affaires civiles				
		Total		Adultes		Jeunes	Total		Affaires relevant du droit de la famille		Autres
		n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	
<b>Territoire du Yukon</b>											
1998-1999	533	533	422	79	111	21	0	0	0	0	0
1999-2000	601	600	476	79	124	21	1	0	0	1	100
2000-2001	529	528	437	83	91	17	1	0	0	1	100
2001-2002	1 064	1 064	957	90	107	10	0	0	0	0	0
2002-2003	1 399	1 333	1 132	85	201	15	66	66	100	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>6</sup></b>											
1998-1999	..	..	.	.	.	.	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	.	.	.	.	...	...	...	...	...
2000-2001	..	..	.	.	.	.	...	...	...	...	...
2001-2002	..	..	.	.	.	.	...	...	...	...	...
2002-2003	3 238	3 238	.	.	.	.	...	...	...	...	...
<b>Nunavut<sup>6</sup></b>											
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	180	180	180	100	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>											
1998-1999	799 586	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	819 799 <sup>r</sup>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	863 309 <sup>r</sup>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	1 014 288 <sup>r</sup>	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2002-2003	1 326 799	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal.

3. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services.

4. L'augmentation considérable au chapitre des services d'avocats nommés d'office en Nouvelle-Écosse est attribuable à l'embauche d'un avocat à temps plein en mai 1998. Des services d'avocats nommés d'office sont maintenant assurés devant les tribunaux de juridiction criminelle aux personnes arrêtées et détenues. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes aidées plutôt que du nombre d'unités de service fournies.

5. En 2002-2003, l'Ontario a commencé à déclarer les services d'avocats nommés d'office selon l'unité de service plutôt que le nombre de personnes aidées. Ce changement a contribué à l'augmentation des services d'avocats nommés d'office.

6. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 23**  
**Appels de services d'aide juridique accueillis et rejetés, affaires criminelles et civiles<sup>1,2</sup>**

Province ou territoire et année	Total des appels					Accueillis					Rejetés				
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>															
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	48 <sup>r</sup>	39 <sup>r</sup>	81	9 <sup>r</sup>	19	22 <sup>r</sup>	22 <sup>r</sup>	100	0 <sup>r</sup>	0	26 <sup>r</sup>	17 <sup>r</sup>	65	9 <sup>r</sup>	35
2000-2001	46 <sup>r</sup>	37 <sup>r</sup>	80	9 <sup>r</sup>	20	24 <sup>r</sup>	18 <sup>r</sup>	75	6 <sup>r</sup>	25	22 <sup>r</sup>	19 <sup>r</sup>	86	3 <sup>r</sup>	14
2001-2002	70 <sup>r</sup>	61 <sup>r</sup>	87	9 <sup>r</sup>	13	28 <sup>r</sup>	25 <sup>r</sup>	89	3 <sup>r</sup>	11	42 <sup>r</sup>	36 <sup>r</sup>	86	6 <sup>r</sup>	14
2002-2003	66	46	70	20	30	35	24	69	11	31	31	22	71	9	29
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>															
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	6	4	67	2	33	4	2	50	2	50	2	2	100	0	0
<b>Nouvelle-Écosse</b>															
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	175	57	33	118	67	125	49	39	76	61	50	8	16	42	84
2000-2001	103	61	59	42	41	77	48	62	29	38	26	13	50	13	50
2001-2002	88	61	69	27	31	70	52	74	18	26	18	9	50	9	50
2002-2003	88	62	70	26	30	74	54	73	20	27	14	8	57	6	43
<b>Nouveau-Brunswick</b>															
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	16	8	50	8	50	8	3	38	5	63	8	5	63	3	38
<b>Québec</b>															
1998-1999	1 430	681	48	749	52	937	452	48	485	52	493	229	46	264	54
1999-2000	1 201	521	43	680	57	820	357	44	463	56	381	164	43	217	57
2000-2001	1 161	518	45	643	55	771	363	47	408	53	390	155	40	235	60
2001-2002	1 105	510	46	595	54	707	319	45	388	55	398	191	48	207	52
2002-2003	1 324	677	51	647	49	790	386	49	404	51	534	291	54	243	46
<b>Ontario</b>															
1998-1999	4 967	2 979	60	1 988	40	3 847	2 307	60	1 540	40	1 120	672	60	448	40
1999-2000	5 035	2 905	58	2 130	42	3 995	2 305	58	1 690	42	1 040	600	58	440	42
2000-2001	4 740	..	..	..	..	4 084	..	..	..	..	656	..	..	..	..
2001-2002	1 249	557	45	692	55	1 249	557	45	692	55	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	1 051	465	44	586	56	..	..	..	..	..
<b>Manitoba</b>															
1998-1999	..	..	..	..	..	168	136	81	32	19	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	141	111	79	30	21	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	156	112	72	44	28	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	123	90	73	33	27	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	112	80	71	32	29	..	..	..	..	..
<b>Saskatchewan</b>															
1998-1999	11	11	100	0	0	8	8	100	0	0	3	3	100	0	0
1999-2000	51	51	100	0	0	47	47	100	0	0	4	4	100	0	0
2000-2001	44	44	100	0	0	39	39	100	0	0	5	5	100	0	0
2001-2002	33	33	100	0	0	30	30	100	0	0	3	3	100	0	0
2002-2003	39	39	100	0	0	34	34	100	0	0	5	5	100	0	0
<b>Alberta</b>															
1998-1999	779	637	82	142	18	476	334	70	142	30	303	303	100	0	0
1999-2000	971	606	62	365	38	530	325	61	205	39	441	281	64	160	36
2000-2001	1 083	662	61	421	39	499	311	62	188	38	584	351	60	233	40
2001-2002	940	628	67	312	33	426	281	66	145	34	514	347	68	167	32
2002-2003	862	545	63	317	37	378	244	65	134	35	484	301	62	183	38
<b>Colombie-Britannique<sup>3</sup></b>															
1998-1999	1 964	834	42	1 130	58	1 250	412	33	838	67	714	422	59	292	41
1999-2000	2 640	880	33	1 760	67	1 570	425	27	1 145	73	1 070	455	43	615	57
2000-2001	2 224	855	38	1 369	62	1 234	398	32	836	68	990	457	46	533	54
2001-2002	1 731	666	38	1 065	62	886	293	33	593	67	845	373	44	472	56
2002-2003	1 485	590	40	895	60	828	229	28	599	72	657	361	55	296	45

**Tableau 23**  
**Appels de services d'aide juridique accueillis et rejetés, affaires criminelles et civiles<sup>1,2</sup> – fin**

Province ou territoire et année	Total des appels					Accueillis					Rejetés				
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	n <sup>bre</sup>	%	n <sup>bre</sup>	%
<b>Territoire du Yukon</b>															
1998-1999	14	13	93	1	7	9	8	89	1	11	5	5	100	0	0
1999-2000	21	20	95	1	5	20	19	95	1	5	1	1	100	0	0
2000-2001	7	7	100	0	0	6	6	100	0	0	1	1	100	0	0
2001-2002	8	8	100	0	0	6	6	100	0	0	2	2	100	0	0
2002-2003	11	11	100	0	0	7	7	100	0	0	4	4	100	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>4</sup></b>															
1998-1999	54	54	100	0	0	33	33	100	0	0	21	21	100	0	0
1999-2000	47	47	100	0	0	29	29	100	0	0	18	18	100	0	0
2000-2001	43	43	100	0	0	24	24	100	0	0	19	19	100	0	0
2001-2002	44	44	100	0	0	23	23	100	0	0	21	21	100	0	0
2002-2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Nunavut<sup>4</sup></b>															
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	10	10	100	0	0	10	10	100	0	0	0	0	0	0	0
2001-2002	7	7	100	0	0	7	7	100	0	0	0	0	0	0	0
2002-2003	7	7	100	0	0	6	6	100	0	0	1	1	100	0	0
<b>Total</b>															
1998-1999	.	.	.	.	.	6 728	3 690	55	3 038	45	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	7 299	3 689	51	3 610	49	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	6 924	..	..	..	..	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	3 555	1 683	47	1 872	53	.	.	.	.	.
2002-2003	.	.	.	.	.	3 327	1 534	46	1 793	54	.	.	.	.	.

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

r rectifié

e estimé

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé.

3. Le chiffre des rejets d'affaires civiles pour la Colombie-Britannique comprend les cas de services sommaires.

4. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 24**  
**Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus et traités en vertu de l'accord interprovincial de réciprocité<sup>1</sup>**

(Destinataire)	(Expéditeur)														
	Total	T. -N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn.	T. N.-O.	Nt	Extérieur du Canada
	n <sup>bre</sup>														
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>															
1998-1999	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
1999-2000	<b>30<sup>r</sup></b>	...	0	4	0	1	15	1	0	4	5	0	0	0	0
2000-2001	<b>21<sup>r</sup></b>	...	0	7	0	1	8	0	0	4	1	0	0	0	0
2001-2002	<b>47<sup>r</sup></b>	...	2	11	1	2	13	4	0	8	4	1	1	0	0
2002-2003	<b>19</b>	...	0	5	1	1	7	0	0	5	0	0	0	0	0
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>															
1998-1999	<b>5</b>	0	...	1	0	0	1	0	0	1	2	0	0	...	0
1999-2000	<b>3</b>	0	...	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	..	0
2000-2001	<b>9</b>	1	...	1	0	2	3	0	0	2	0	0	0	0	0
2001-2002	<b>6</b>	1	...	2	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0
2002-2003	<b>8</b>	1	...	4	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0
<b>Nouvelle-Écosse</b>															
1998-1999	<b>66</b>	11	1	...	7	6	18	4	2	8	7	0	1	...	1
1999-2000	<b>67</b>	4	0	...	3	4	32	3	1	10	9	0	1	..	0
2000-2001	<b>77</b>	12	2	...	4	8	29	1	3	4	14	0	0	0	0
2001-2002	<b>75</b>	5	2	...	5	4	27	4	4	13	9	1	1	0	0
2002-2003	<b>66</b>	9	0	...	9	7	25	1	0	9	4	1	1	0	0
<b>Nouveau-Brunswick</b>															
1998-1999	<b>46</b>	0	0	15	...	13	10	1	1	3	3	0	0	...	0
1999-2000	<b>34</b>	1	0	2	...	15	9	0	0	6	0	0	1	..	0
2000-2001	<b>35</b>	0	0	12	...	13	5	1	0	3	1	0	0	0	0
2001-2002	<b>48</b>	1	0	15	...	14	10	0	0	5	3	0	0	0	0
2002-2003	<b>45</b>	1	0	13	...	18	4	0	0	6	2	0	1	0	0
<b>Québec</b>															
1998-1999	<b>140</b>	2	0	9	13	...	88	2	2	3	20	0	1	...	0
1999-2000	<b>154</b>	3	0	11	6	...	103	2	2	6	21	0	0	..	0
2000-2001	<b>178</b>	2	1	13	3	...	122	4	1	6	26	0	0	0	0
2001-2002	<b>174</b>	2	0	4	11	...	112	5	2	11	27	0	0	0	0
2002-2003	<b>155</b>	6	1	1	9	...	124	2	0	7	5	0	0	0	0
<b>Ontario</b>															
1998-1999	<b>268</b>	7	1	29	2	75	...	25	13	47	54	1	2	...	12
1999-2000	<b>294</b>	15	0	21	5	87	...	34	16	46	68	0	2	..	0
2000-2001	<b>332</b>	9	1	24	5	88	...	29	15	61	82	0	3	0	15
2001-2002	<b>345</b>	20	0	43	9	86	...	34	10	43	66	3	0	0	31
2002-2003	<b>319</b>	11	4	31	7	97	...	38	8	48	29	1	0	1	44
<b>Manitoba</b>															
1998-1999	<b>47</b>	0	0	3	0	0	9	...	9	10	15	0	0	...	1
1999-2000	<b>37</b>	0	0	1	1	0	6	...	7	11	10	0	0	..	1
2000-2001	<b>113</b>	2	0	1	0	3	20	...	30	21	33	0	1	0	2
2001-2002	<b>111</b>	1	0	2	0	2	20	...	23	31	30	0	0	0	2
2002-2003	<b>81</b>	0	1	1	0	2	15	...	18	28	11	0	1	2	2
<b>Saskatchewan</b>															
1998-1999	<b>94</b>	1	0	2	0	2	10	15	...	42	21	0	1	...	0
1999-2000	<b>117</b>	0	0	3	0	1	8	17	...	60	26	0	2	..	0
2000-2001	<b>111</b>	0	0	1	0	2	7	25	...	50	25	1	0	0	0
2001-2002	<b>100</b>	0	0	0	0	4	4	28	...	46	17	0	0	1	0
2002-2003	<b>70</b>	0	0	1	1	0	5	28	...	25	8	0	2	0	0
<b>Alberta</b>															
1998-1999	<b>413</b>	10	0	9	3	11	50	33	95	...	192	3	7	...	0
1999-2000	<b>368</b>	10	0	7	1	11	45	31	83	...	169	2	7	..	2
2000-2001	<b>388</b>	5	1	12	3	9	66	29	70	...	178	2	13	0	0
2001-2002	<b>364</b>	8	0	11	2	14	35	26	67	...	189	3	9	0	0
2002-2003	<b>238</b>	6	0	10	3	10	34	27	58	...	82	2	4	0	2

**Tableau 24**  
**Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus et traités en vertu de l'accord interprovincial de réciprocité<sup>1</sup> – fin**

(Destinataire)	(Expéditeur)														
	Total	T. -N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn.	T. N.-O.	Nt	Extérieur du Canada
	n <sup>bre</sup>														
Colombie-Britannique															
1998-1999	302	5	1	8	2	18	60	25	28	141	...	7	3	...	4
1999-2000	234	3	0	8	2	13	31	27	29	109	...	4	8	..	0
2000-2001	235	2	0	7	1	8	37	35	29	105	...	3	0	0	8
2001-2002	242	1	1	11	0	14	32	25	23	124	...	4	4	0	3
2002-2003	149	2	0	4	2	7	13	14	16	87	...	3	0	0	1
Territoire du Yukon															
1998-1999	16	0	0	0	0	0	0	2	1	1	11	...	1	...	0
1999-2000	20	0	0	0	0	0	0	0	0	6	11	...	3	..	0
2000-2001	10	0	0	0	0	0	0	0	1	1	8	...	0	0	0
2001-2002	15	0	0	0	0	1	0	1	1	3	9	...	0	0	0
2002-2003	8	0	0	0	0	0	1	0	0	2	4	...	1	0	0
Territoires du Nord-Ouest <sup>2</sup>															
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2002-2003	6	2	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	...	1	0
Nunavut <sup>2</sup>															
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2002-2003	4	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	2	...	0
<b>Total</b>															
1998-1999	1 397	36	3	76	27	125	246	107	151	256	325	11	16	...	18
1999-2000	1 358 <sup>r</sup>	36	0	58	18	132	250	115	138	259	319	6	24	..	3
2000-2001	1 509 <sup>r</sup>	33	5	78	16	134	297	124	149	257	368	6	17	0	25
2001-2002	1 527 <sup>r</sup>	39	5	99	28	142	253	127	130	286	354	12	15	1	36
2002-2003	1 168	38	6	71	32	143	229	110	101	219	146	8	12	4	49

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. L'accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents.

2. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 25**  
**Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'accord interprovincial de réciprocité<sup>1</sup>**

(Expéditeur)	(Destinataire)														
	Total	T. -N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn.	T. N.-O.	Nt	Extérieur du Canada
	n <sup>bre</sup>														
Terre-Neuve-et-Labrador															
1998-1999	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	18 <sup>r</sup>	...	0	0	0	1	9	1	0	4	3	0	0	...	0
2000-2001	14 <sup>r</sup>	...	0	4	0	2	5	0	0	2	1	0	0	0	0
2001-2002	27 <sup>r</sup>	...	0	5	1	0	17	0	0	4	0	0	0	0	0
2002-2003	20	...	1	5	0	2	6	0	0	5	0	1	0	0	0
Île-du-Prince-Édouard															
1998-1999	2	0	...	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	...	0
1999-2000	0	0	...	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	...	0
2000-2001	4	0	...	2	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
2001-2002	4	0	...	2	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
2002-2003	6	1	...	0	0	1	3	1	0	0	0	0	0	0	0
Nouvelle-Écosse															
1998-1999	107	13	2	...	16	9	44	3	2	9	9	0	0	...	0
1999-2000	81	7	3	...	2	11	34	2	4	7	8	0	3	...	0
2000-2001	97	10	4	...	12	10	32	2	2	16	9	0	0	0	0
2001-2002	109	13	4	...	14	4	50	2	0	11	10	0	1	0	0
2002-2003	75	6	5	...	14	0	37	0	1	9	3	0	0	0	0
Nouveau-Brunswick															
1998-1999	23	1	0	5	...	9	2	0	0	4	1	0	1	...	0
1999-2000	24	2	0	3	...	7	7	3	0	0	2	0	0	...	0
2000-2001	9	0	0	1	...	3	3	0	0	2	0	0	0	0	0
2001-2002	31	1	0	4	...	9	14	0	0	3	0	0	0	0	0
2002-2003	44	2	0	10	...	9	16	0	1	4	2	0	0	0	0
Québec															
1998-1999	148	1	0	6	10	...	99	0	2	11	19	0	0	...	0
1999-2000	187	1	0	6	15	...	129	3	2	12	17	0	2	...	0
2000-2001	179	2	4	8	12	...	124	3	3	13	10	0	0	0	0
2001-2002	167	1	2	4	12	...	113	2	3	11	18	1	0	0	0
2002-2003	183	1	1	8	18	...	128	3	0	10	12	0	2	0	0
Ontario															
1998-1999	275	12	2	13	11	83	...	21	10	45	43	8	2	...	25
1999-2000	248	17	1	27	4	91	...	33	9	33	31	0	0	...	2
2000-2001	274	19	2	28	6	107	...	20	9	37	39	0	2	1	4
2001-2002	267	19	0	23	8	106	...	25	6	38	41	0	1	0	0
2002-2003	231	3	0	23	5	120	...	20	6	29	24	1	0	0	0
Manitoba															
1998-1999	65	1	0	1	0	2	15	...	7	18	18	0	2	...	1
1999-2000	71	0	0	1	0	1	27	...	8	14	18	0	0	...	2
2000-2001	138	0	0	2	1	4	35	...	27	35	32	0	0	1	1
2001-2002	125	0	0	5	0	5	37	...	28	25	22	0	1	1	1
2002-2003	118	0	0	1	0	2	45	...	27	27	16	0	0	0	0
Saskatchewan															
1998-1999	153	1	0	1	0	1	13	34	...	84	18	1	0	...	0
1999-2000	158	1	0	1	0	2	18	34	...	78	23	0	1	...	0
2000-2001	152	0	0	1	0	1	18	35	...	67	30	0	0	0	0
2001-2002	122	0	0	4	0	2	10	23	...	62	19	1	1	0	0
2002-2003	94	1	0	0	0	0	8	19	...	51	13	1	1	0	0
Alberta															
1998-1999	304	6	2	7	2	3	50	36	56	...	132	2	8	...	0
1999-2000	354	7	2	10	7	8	70	46	66	...	125	6	7	...	0
2000-2001	375	9	1	12	3	9	51	39	70	...	170	1	10	0	0
2001-2002	344	9	4	13	6	11	53	35	56	...	141	4	12	0	0
2002-2003	281	5	1	10	8	6	61	35	39	...	111	2	3	0	0



**Tableau 25**  
**Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'accord interprovincial de réciprocité<sup>1</sup> – fin**

(Expéditeur)	(Destinataire)														
	Total	T. -N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn.	T. N.-O.	Nt	Extérieur du Canada
	n <sup>bre</sup>														
Colombie-Britannique															
1998-1999	477	8	3	9	2	30	115	52	28	213	...	11	1	...	5
1999-2000	297	5	0	7	1	17	66	27	24	138	...	9	3	..	0
2000-2001	386	3	0	14	1	21	96	37	35	168	...	3	4	0	4
2001-2002	370	3	0	10	3	23	93	34	18	175	...	6	5	0	0
2002-2003	100	1	0	3	1	6	21	11	6	48	...	2	0	0	1
Territoire du Yukon															
1998-1999	11	0	0	0	0	0	2	0	0	4	4	...	1	...	0
1999-2000	16	0	0	0	0	0	0	0	0	5	11	...	0	..	0
2000-2001	14	0	0	0	0	0	1	0	1	4	6	...	2	0	0
2001-2002	14	2	1	0	0	0	3	1	0	3	4	...	0	0	0
2002-2003	13	0	0	2	0	0	2	0	0	3	5	...	1	0	0
Territoires du Nord-Ouest <sup>2</sup>															
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2002-2003	10	0	0	2	0	0	0	1	1	3	2	1	...	0	0
Nunavut <sup>2</sup>															
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2002-2003	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	...	0
<b>Total</b>															
1998-1999	1 565	43	9	43	41	137	340	146	105	388	245	22	15	...	31
1999-2000	1 454 <sup>r</sup>	40	6	55	29	138	360	149	113	291	238	15	16	..	4
2000-2001	1 642 <sup>r</sup>	43	11	72	35	158	366	136	147	344	297	4	18	2	9
2001-2002	1 580 <sup>r</sup>	48	11	70	44	160	390	122	111	333	256	12	21	1	1
2002-2003	1 176	20	8	64	46	146	327	90	81	189	188	8	8	0	1

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. L'accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents.

2. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1<sup>er</sup> avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

**Tableau 26**  
**Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires<sup>1</sup>**

Province ou territoire et année	Population	Province ou territoire et année	Population
	en milliers		en milliers
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>		<b>Saskatchewan</b>	
1998-1999	545,3 <sup>r</sup>	1998-1999	1 024,9 <sup>r</sup>
1999-2000	540,9 <sup>r</sup>	1999-2000	1 025,6 <sup>r</sup>
2000-2001	537,9 <sup>r</sup>	2000-2001	1 022,0
2001-2002	533,8	2001-2002	1 017,1 <sup>r</sup>
2002-2003	531,6	2002-2003	1 011,8
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>		<b>Alberta</b>	
1998-1999	136,9 <sup>r</sup>	1998-1999	2 906,8 <sup>r</sup>
1999-2000	137,8 <sup>r</sup>	1999-2000	2 959,6 <sup>r</sup>
2000-2001	138,3 <sup>r</sup>	2000-2001	3 009,9 <sup>r</sup>
2001-2002	138,9 <sup>r</sup>	2001-2002	3 059,1 <sup>r</sup>
2002-2003	139,9	2002-2003	3 113,6
<b>Nouvelle-Écosse</b>		<b>Colombie-Britannique</b>	
1998-1999	936,1	1998-1999	3 997,1 <sup>r</sup>
1999-2000	941,2 <sup>r</sup>	1999-2000	4 028,3 <sup>r</sup>
2000-2001	942,3 <sup>r</sup>	2000-2001	4 060,1
2001-2002	942,9 <sup>r</sup>	2001-2002	4 101,6 <sup>r</sup>
2002-2003	944,8	2002-2003	4 141,3
<b>Nouveau-Brunswick</b>		<b>Territoire du Yukon</b>	
1998-1999	753,3 <sup>r</sup>	1998-1999	31,5 <sup>r</sup>
1999-2000	755,5 <sup>r</sup>	1999-2000	31,2 <sup>r</sup>
2000-2001	755,6 <sup>r</sup>	2000-2001	30,6
2001-2002	756,0 <sup>r</sup>	2001-2002	30,2 <sup>r</sup>
2002-2003	756,7	2002-2003	30,0
<b>Québec</b>		<b>Territoires du Nord-Ouest</b>	
1998-1999	7 323,6 <sup>r</sup>	1998-1999	67,5
1999-2000	7 351,2 <sup>r</sup>	1999-2000	41,0
2000-2001	7 381,8 <sup>r</sup>	2000-2001	40,9
2001-2002	7 417,7 <sup>r</sup>	2001-2002	41,2 <sup>r</sup>
2002-2003	7 455,2	2002-2003	41,4
<b>Ontario</b>		<b>Nunavut</b>	
1998-1999	11 387,4 <sup>r</sup>	1998-1999	...
1999-2000	11 527,9 <sup>r</sup>	1999-2000	26,9
2000-2001	11 697,6 <sup>r</sup>	2000-2001	27,5 <sup>r</sup>
2001-2002	11 894,9 <sup>r</sup>	2001-2002	28,1 <sup>r</sup>
2002-2003	12 068,3	2002-2003	28,7
<b>Manitoba</b>		<b>Canada</b>	
1998-1999	1 137,9 <sup>r</sup>	<b>1998-1999</b>	<b>30 246,9<sup>r</sup></b>
1999-2000	1 142,5 <sup>r</sup>	<b>1999-2000</b>	<b>30 499,2<sup>r</sup></b>
2000-2001	1 146,4 <sup>r</sup>	<b>2000-2001</b>	<b>30 790,8<sup>r</sup></b>
2001-2002	1 149,1 <sup>r</sup>	<b>2001-2002</b>	<b>31 110,6<sup>r</sup></b>
2002-2003	1 150,8	<b>2002-2003</b>	<b>31 414,1</b>

. indisponible pour toute période de référence

... indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié<sup>e</sup> estimé1. Populations au 1<sup>er</sup> juillet : estimations postcensitaires définitives pour 1998 et 1999; estimations postcensitaires mises à jour pour 2000 et 2001; et estimations postcensitaires provisoires pour 2002.**Source** : Statistique Canada, *Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie.*

**Tableau 27**  
**Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires**

Province ou territoire et année	IPC <sup>1</sup> 1992-1993 = 100	Province ou territoire et année	IPC <sup>1</sup> 1992-1993 = 100
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>		<b>Saskatchewan</b>	
1998-1999	108,4 <sup>r</sup>	1998-1999	111,8 <sup>r</sup>
1999-2000	110,0 <sup>r</sup>	1999-2000	113,7 <sup>r</sup>
2000-2001	113,3 <sup>r</sup>	2000-2001	116,7 <sup>r</sup>
2001-2002	114,5 <sup>r</sup>	2001-2002	120,3 <sup>r</sup>
2002-2003	117,3	2002-2003	123,7
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>		<b>Alberta</b>	
1998-1999	106,0 <sup>r</sup>	1998-1999	110,7 <sup>r</sup>
1999-2000	107,3 <sup>r</sup>	1999-2000	113,4 <sup>r</sup>
2000-2001	111,7 <sup>r</sup>	2000-2001	117,4 <sup>r</sup>
2001-2002	114,6 <sup>r</sup>	2001-2002	120,1 <sup>r</sup>
2002-2003	117,7	2002-2003	124,2
<b>Nouvelle-Écosse</b>		<b>Colombie-Britannique</b>	
1998-1999	108,5 <sup>r</sup>	1998-1999	110,0 <sup>r</sup>
1999-2000	110,3 <sup>r</sup>	1999-2000	111,2
2000-2001	114,2 <sup>r</sup>	2000-2001	113,3 <sup>r</sup>
2001-2002	116,3 <sup>r</sup>	2001-2002	115,2 <sup>r</sup>
2002-2003	119,8	2002-2003	117,9
<b>Nouveau-Brunswick</b>		<b>Territoire du Yukon</b>	
1998-1999	107,5 <sup>r</sup>	1998-1999	111,0 <sup>r</sup>
1999-2000	109,2 <sup>r</sup>	1999-2000	112,1 <sup>r</sup>
2000-2001	112,8 <sup>r</sup>	2000-2001	114,6 <sup>r</sup>
2001-2002	114,7 <sup>r</sup>	2001-2002	116,9
2002-2003	118,6	2002-2003	117,7
<b>Québec</b>		<b>Territoires du Nord-Ouest</b>	
1998-1999	106,4 <sup>r</sup>	1998-1999	108,2 <sup>r</sup>
1999-2000	108,0 <sup>r</sup>	1999-2000	109,3 <sup>r</sup>
2000-2001	110,6 <sup>r</sup>	2000-2001	111,2 <sup>r</sup>
2001-2002	113,2 <sup>r</sup>	2001-2002	113,0 <sup>r</sup>
2002-2003	115,5	2002-2003	116,3
<b>Ontario</b>		<b>Nunavut</b>	
1998-1999	108,9 <sup>r</sup>	1998-1999	...
1999-2000	111,0 <sup>r</sup>	1999-2000	...
2000-2001	114,2 <sup>r</sup>	2000-2001	...
2001-2002	117,7 <sup>r</sup>	2001-2002	...
2002-2003	120,1	2002-2003	100,0
<b>Manitoba</b>		<b>Canada</b>	
1998-1999	113,0 <sup>r</sup>	<b>1998-1999</b>	<b>109,3<sup>r</sup></b>
1999-2000	115,2 <sup>r</sup>	<b>1999-2000</b>	<b>111,0<sup>r</sup></b>
2000-2001	118,1 <sup>r</sup>	<b>2000-2001</b>	<b>114,1<sup>r</sup></b>
2001-2002	121,2 <sup>r</sup>	<b>2001-2002</b>	<b>116,7<sup>r</sup></b>
2002-2003	123,1	<b>2002-2003</b>	<b>117,9</b>

. indisponible pour toute période de référence

.. indisponible pour une période de référence précise

... n'ayant pas lieu de figurer

<sup>r</sup> rectifié

<sup>e</sup> estimé

1. Dans les données déjà publiées, l'Indice des prix à la consommation (IPC) à l'échelle du Canada a été utilisé afin de neutraliser les chiffres financiers pour les provinces et les territoires. Pour la publication des données de 2002-2003, on a utilisé les IPC provinciaux et territoriaux.

**Source :** Statistique Canada, L'indice des prix à la consommation, produit n° 62-001-XIB au catalogue. Année de base 1992 = 100. Pour le Nunavut, on a utilisé l'année de base 2002 = 100.